

# DK NEWS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Mercredi 7 février 2024 / 26 Rajab 1445 - N° 3480 - 11<sup>e</sup> année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€



Horaires des prières

Fajr: 06h09 Dohr: 13h02  
Asr: 15h38 Maghreb: 18h20 Isha: 19h45

MÉTÉO

Alger : 18° 07°  
Oran : 23° 13°  
Annaba : 19° 07°  
Béjaïa : 18° 10°  
Tamanrasset : 23° 10°

[www.dknews-dz.com](http://www.dknews-dz.com)

RÉUNION DU COMITÉ DE HAUT NIVEAU DE L'UNION  
AFRICAINNE SUR LA LIBYE À BRAZAVILLE

**Le président de la République appelle  
à mettre fin à toute présence militaire  
étrangère en Libye et au retrait  
des mercenaires**

P.3

CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU

**Un cessez-le-feu  
immédiat à Gaza,  
première étape vers  
la paix au Moyen-Orient  
(Bendjama)**

P.15

ALGÉRIE - ARABIE SAOUDITE

**Chanegriha  
poursuit sa visite  
officielle à Riyad**

P.24

BANQUE D'ALGÉRIE

## Croissance des crédits à l'économie de 5,82% à fin septembre dernier

Le montant des crédits accordés à l'économie a atteint 10.703,64 milliards de dinars (DA) à fin septembre 2023, soit une hausse de 5,82% par rapport à décembre 2022 (10.115,24 milliards DA), a indiqué la Banque d'Algérie (BA), dans une note de conjoncture publiée lundi. Les stocks des crédits octroyés à l'économie sont réparties entre celui accordé par les banques publiques avec 9.124,94 milliards DA à fin septembre 2023 (+ 5,44% par rapport à fin 2022), et le stock des crédits octroyés par les banques privées, qui s'est élevé à 1.575,71 milliards DA (+8,04 %), selon la note de la BA. P.6



INSTITUT NATIONAL DES ÉTUDES  
STRATÉGIQUES GLOBALES

**L'Algérie œuvre depuis sa  
position au sein du Conseil  
de sécurité à faire entendre  
la voix de l'Afrique (Forum)**

P.3

INVESTISSEMENT

**Plateforme numérique de  
l'investisseur: début jeudi  
du traitement des demandes  
d'octroi du foncier économique  
(AAPI)**

P.24

ORAN

**Ouverture du Salon  
national de l'automobile  
et de ses accessoires  
"Bahia Auto"**

P.6

SANTÉ

DIGESTION  
DIFFICILE

**Des plantes  
pour la  
soulager**

Pp 12-13

F O O T B A L L

ÉQUIPE NATIONALE  
(SUCCESSION DE BELMADI)

**Réunion jeudi de  
la commission ad-hoc  
pour sélectionner une  
short-list (FAF)**

P.21



SCIENCE

**Le futur  
accélérateur  
de particules,  
pour mieux  
comprendre  
l'Univers**

P.17

ENVIRONNEMENT

**Séminaire,  
demain,  
à Alger sur  
l'impact du  
changement  
climatique  
sur la santé**

P.8

## ACCIDENTS DE LA ROUTE 36 morts et 1302 blessés en une semaine (Protection civile)



Trente-six (36) personnes ont trouvé la mort et 1302 autres ont été blessées dans 1100 accidents de la circulation survenus durant la période du 28 janvier au 3 février à travers le pays, indique mardi un bilan hebdomadaire de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Ain-Defla avec 7 morts et 31 blessés, suite à 19 accidents de la circulation, précise la même source.

## 2 morts et 116 blessés en zones urbaines durant le week-end

Deux (2) personnes ont trouvé la mort et 116 autres ont été blessées dans 93 accidents de la circulation survenus le week-end dernier en zones urbaines, indique dimanche la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN) dans un communiqué.

Ces accidents sont principalement dus au facteur humain, selon les données des services compétents de la Sécurité nationale.

Dans ce cadre, la DGSN réitère son appel aux usagers de la voie publique à davantage de prudence et de vigilance au volant et au respect du code de la route, de même qu'elle met les numéros 112 et de secours 17 à la disposition des citoyens pour tout signalement 24h/24h.

## 2 morts à Dar El Beida (Alger)

Deux (2) personnes ont trouvé la mort dans un accident de la circulation survenu lundi matin, suite à une collision entre deux véhicules et un camion au niveau de la rocade nord de Dar El Beida (Alger), indique un communiqué des services de la protection civile.

L'accident s'est produit à 11h34 près de la station-service "Bab El Charq" dans la commune de Dar El Beida, faisant deux morts, un homme de 68 ans et une femme de 64 ans dont les corps ont été transférés à la morgue de l'hôpital local, précise la même source.

## Cinq blessés dans un carambolage à Boumerdes

Cinq (5) personnes ont été blessées dans un carambolage entre trois bus de transport de voyageurs et un quatrième transportant des travailleurs, survenu lundi au centre ville de Boumerdes, a-t-on appris auprès de la direction locale de la protection civile.

Le chargé de communication auprès de ce corps constitué, le lieutenant Hocine Bouchachia, a ajouté que deux victimes ont été assistées sur place par les éléments de la protection, tandis que les trois autres ont été transférées au service des urgences de la ville de Boumerdes pour un complément de soins.

## MASCARA Le Moudjahid Ahmed Boumaâza inhumé



La dépouille du Moudjahid Ahmed Boumaâza, décédé dimanche à l'âge de 85 ans dans son domicile à Bouhanifia (Mascara), a été inhumée, lundi après midi au cimetière de cette collectivité locale, a-t-on appris auprès de la direction des Moudjahidine et Ayants-droit.

La cérémonie funéraire s'est déroulée en présence des autorités locales de la daïra de Bouhanifia, des membres de la famille révolutionnaire de la wilaya, ses proches et des citoyens, selon la même source.

Né en 1939 dans la commune de Bouhanifia, le défunt Moudjahid était membre de l'Organisation civile du Front de Libération Nationale (OCFLN) de la zone 6 de la wilaya V historique et avait rejoint les rangs de la glorieuse guerre de libération nationale en 1960.

Le défunt, qui avait la qualité de "Moussabel" avait joué un grand rôle dans la mobilisation d'un nombre appréciable d'enfants de la ville de Bouhanifia et des régions rurales voisines, outre le travail de liaison entre les katiba de l'Armée de Libération Nationale (ALN) et les membres de l'OCFLN dans cette ville, selon la même source.

## OUARGLA Décès du directeur de la Maison de la culture Moufdi-Zakaria dans un accident de la route



Le directeur de la Maison de la culture Moufdi-Zakaria de Ouargla, Said Ouahbi Madani a trouvé la mort dans un accident de la route survenu lundi matin sur la RN-49, près de la commune de Hassi-Benabdallah (wilaya d'Ouargla), a-t-on appris auprès des services de la Protection civile.

L'accident s'est produit suite au dérapage du véhicule touristique du directeur de la Maison de la culture Moufdi-Zakaria d'Ouargla, entraînant sa mort sur place, selon la même source.

Les services de la Protection civile se sont aussitôt dépêchés sur les lieux pour évacuer la victime à l'Etablissement public hospitalier (EPH-Mohamed Boudiaf) d'Ouargla, et une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances de cet accident.

Né en 1964 et père de sept enfants, le défunt a été à la tête de la direction de la Maison de la culture Moufdi-Zakaria d'Ouargla depuis 2014.

## M'SILA Raccordement au réseau d'électricité de 60 foyers à Khebana



Une opération de raccordement au réseau d'électricité de 60 foyers de la commune de Khebana (Sud de M'sila) a été mise en service lundi.

La concrétisation du projet a mobilisé 19,6 millions DA ayant servi également à la réalisation d'un transformateur d'une capacité de 400 kilovolt ampères, a-t-il ajouté.

## BEJAIA Motard percuté mortellement un camion



Un motard a péri, lundi, sur la RN.26 (El-Kseur-Bouira), à hauteur de la localité de Takérietz, à 57 kms à l'ouest de Bejaia, après que sa moto ait percuté un camion, rapporte la protection civile.

Agée de 28 ans, la victime a rendu son dernier souffle sur le coup, emportée par la force du choc, a-t-on précisé, indiquant que son corps a été transféré à l'hôpital le plus proche, celui de Sidi-Aich en l'occurrence.

Les causes de l'accident ainsi que les circonstances qui l'ont précipité ne sont pas encore connues.

Une enquête a été ouverte à cet effet, par la sûreté urbaine de Takérietz.

## Prochaine remise en service d'un pont



Le pont, reliant les localités de Bordj-mira et Takriout, à 60 km à l'Est de Bejaia, emporté par une crue de l'oued Agrioun, lors des intempéries du mois de novembre dernier et qui fait l'objet depuis d'une reprise en main vigoureuse, sera remis en service, le 19 mars prochain, et même peut-être avant, ont fait savoir lundi les services de la wilaya.

"Le chantier connaît une progression notable et les travaux qui s'y font se déroulent en H24", a précisé la même source, expliquant que sa remise en état, et sa réouverture vont permettre aux populations de retrouver le confort de leur mouvement, notamment leur déplacement vers la RN 09 (Bejaia-Sétif) et leur déplacement vers Kherrata, la grande agglomération mitoyenne.

## INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE Inauguration du 10<sup>e</sup> Salon "Maghreb Pharma 2024"

La 10<sup>ème</sup> édition du Salon international de l'industrie pharmaceutique en Afrique du Nord "Maghreb Pharma 2024", a été inaugurée, lundi à Alger, avec comme enjeu l'encouragement de la production locale.

Cette édition réunit plus de 240 exposants, dont 70 nationaux, représentant 19 pays, et est ponctuée par des conférences thématiques inhérentes à la production nationale de compléments alimentaires et de médicaments à "haut indice thérapeutique", dont ceux destinés à l'oncologie, ainsi qu'à la promotion de l'exportation des génériques produits localement. Cette manifestation de trois jours rassemble les fournisseurs de tout ce qui est nécessaire à la production de médicaments en Algérie, a indiqué Olivier-Hicham Allard, directeur général d'Easyfairs Algérie, l'entreprise organisatrice de l'événement.





## APPROBATION DU RÉGIME INDEMNITAIRE DE L'IMAM Nouvel acquis pour la corporation

L'approbation du régime indemnitaire de l'imam, lors de la réunion du Conseil des ministres présidée, dimanche, par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a été saluée par les membres de ce corps, pour qui il s'agit d'un nouvel acquis leur permettant d'accomplir pleinement leur rôle spirituel.

Dans une déclaration à l'APS, la Fédération nationale des imams et fonctionnaires des affaires religieuses et des wakfs s'est félicitée, par la voix de son Secrétaire général, M. Djeloul Hadjimi, de l'approbation du régime indemnitaire de l'imam, estimant qu'"il s'agit d'un véritable acquis et d'une valeur ajoutée pour les membres de ce corps".

"La prise en compte des revendications des imams, notamment en ce qui concerne le statut particulier, la revalorisation des salaires et le régime indemnitaire, constitue un nouveau jalon dans le processus de développement" du secteur, a-t-il dit.

"L'intérêt que porte le président de la République au rôle des imams et des enseignants du Coran dans la consécration du principe d'unité nationale et la consolidation de la cohésion nationale apparaît clairement à travers de telles décisions, qui contribuent à l'édification de l'Algérie nouvelle", a-t-il souligné, relevant que "ces décisions



viennent aujourd'hui concrétiser les engagements pris par le président de la République lors de sa campagne électorale".

De son côté, le membre de la Commission ministérielle de la Fatwa, M. Yahia Sari, a salué la décision prise en Conseil des ministres au profit des imams, considérant qu'"elle vient en prolongement d'un précédent acquis fondamental : l'institution, par le président de la République, d'une Journée nationale de l'imam".

"L'intérêt particulier

porté aux imams par le président de la République s'est manifesté à travers la valorisation de leur statut scientifique et spirituel, qui est de nature à renforcer leur rôle en tant que vecteur de sécurité pour la société en leur qualité de garants du référent religieux algérien", a-t-il affirmé.

L'intervenant a en outre fait observer que "la prise en charge des préoccupations de l'imam sur le plan financier lui permettra de se consacrer pleinement à sa mission de prédication et de

sensibilisation".

Pour l'imam de la mosquée "Tariq Ibn Ziyad" dans la commune d'Oued Koriche (Alger), Toufik Mekidèche, la décision prise en Conseil des ministres "sert l'intérêt supérieur de la nation", en ce qu'elle permettra aux imams de "mener leur mission dans les meilleures conditions".

"L'imam joue également un rôle éminentement spirituel, visant à orienter et à guider la société au mieux des intérêts du pays", a-t-il expliqué.

## Large satisfaction dans les milieux des imams à Skikda et à Sétif

L'approbation du régime indemnitaire de l'imam lors du Conseil des ministres présidé dimanche par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a suscité une large satisfaction dans les milieux des imams dans les deux wilayas de Sétif et Skikda, la qualifiant "d'acquis important" pour cette catégorie et le secteur des Affaires religieuses.

Abdelhamid Denfir, imam-enseignant délégué des imams de la daïra de Sétif, a indiqué à l'APS que la famille du secteur des Affaires religieuses dans la wilaya, a reçu "avec grande satisfaction la nouvelle de l'approbation de ce régime indemnitaire tant attendu".

De son côté, Redjem Bouzaadir, président du comité des œuvres sociales des fonctionnaires du secteur des Affaires religieuses à Sétif, membre du bureau de wilaya du Syndicat des imams et délégué de la daïra de Béni Aziz, a salué la décision estimant

qu'elle contribue sans doute à "garantir une vie professionnelle et sociale de l'imam et préserve sa dignité au sein de la société".

Le chef du service de l'enseignement coranique, de la formation et de la culture islamique à la direction des affaires religieuses et des wakfs, Fatah Araba a considéré que la décision incitera l'imam à se consacrer à sa noble mission de défense de la sécurité intellectuelle de la nation, d'orientation et de réconciliation.

M. Abdelhafid Alidra, secrétaire de wilaya de la Coordination nationale des imams et fonctionnaires des affaires religieuses et des wakfs de la wilaya de Skikda, a affirmé à l'APS que l'approbation du régime indemnitaire de l'imam dans le sillage de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune de révision du statut des imams et de leurs salaires constitue "un important acquis pour les imams et l'ensemble du secteur

des Affaires religieuses". Il a ajouté que le secteur voit dans cette décision "une bonne augure" qui constitue "la preuve du grand intérêt accordé par le président de la République au secteur et sa forte attention pour l'imam qui assume un rôle fondamental dans l'orientation de la nation et la consolidation de ses rangs".

Il a également souhaité voir la décision toucher l'ensemble des corps de travailleurs du secteur des Affaires religieuses et des wakfs au regard de son impact positif pour leur vie sociale.

De son côté, Cherif Khoulil, directeur des Affaires religieuses et des wakfs de la wilaya de Skikda a salué la décision qui verse dans l'intérêt des travailleurs du secteur, notamment les imams, relevant qu'elle permettra d'améliorer leurs conditions de vie à travers une meilleure prise en charge sociale envers eux et envers leurs familles.

## PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL Organisation d'une série de tables rondes (Autorité)

L'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel (ANPDP) organisera, à compter de mercredi, une série de tables rondes qui s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre d'une approche participative avec l'ensemble des responsables de traitement de ces données afin de "garantir les droits des individus et la protection de leur vie privée", a annoncé, lundi, l'autorité dans un communiqué.

"Dans le cadre de la mise en œuvre d'une approche participative



avec l'ensemble des responsables de traitement de données à caractère personnel afin de garantir les droits des individus et la protection de leur vie

privée, l'ANPDP organise, suivant un programme préétabli et à compter du 7 février 2024, des séances de discussions sous forme de tables rondes avec les

organismes concernés par le traitement des données à caractère personnel", souligne le communiqué.

Comme une première phase, "les secteurs ministériels ont été invités pour présenter les démarches entreprises ainsi que les organismes sous tutelle pour conformer leurs traitements aux dispositions de la loi n° 18-07 et déposer les déclarations et les demandes d'autorisation nécessaires selon le cas et les difficultés rencontrées", ajoute la même source.

## INSTITUT NATIONAL DES ÉTUDES STRATÉGIQUES GLOBALES

## L'Algérie œuvre depuis sa position au sein du Conseil de sécurité à faire entendre la voix de l'Afrique (Forum)



Le Directeur général de l'Institut national des études stratégiques globales (INESG), Abdelaziz Medjahed a affirmé, lundi, que le Sommet du Comité de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur la Libye, tenu à Brazzaville, était une opportunité en vue de relancer le processus de règlement en Libye, soulignant que l'Algérie œuvrera, depuis sa position au sein du Conseil de sécurité, à faire entendre la voix de l'Afrique.

M. Medjahed s'exprimait lors du Forum de la chaîne I de la Radion nationale qui a accueilli M. Medjahed et l'analyste politique, Madjid Bougherara. Les deux invités ont évoqué le rôle de la médiation algérienne dans le règlement des crises au Sahel, depuis sa position au sein du Conseil de sécurité, ainsi que d'autres dossiers liés à l'actualité internationale, tout en braquant la lumière sur son rôle et son action, à travers différentes tribunes de défense des causes justes et du droit des peuples à vivre en paix.

Lors du Forum, l'accent a été mis sur l'action de l'Algérie, depuis sa position au sein du Conseil de sécurité, pour faire entendre, haut et fort, la voix de l'Afrique qui pâtit encore des conflits, des hostilités et de toutes formes de terrorisme.

Abordant le Sommet de Brazzaville consacré à la réconciliation libyenne, M. Medjahed a affirmé que l'Algérie, membre actif au sein du Comité de haut niveau de l'UA sur la Libye, affirmera comme elle l'a toujours fait, que "l'Afrique appartient aux Africains", rappelant son plaidoyer il y a 66 ans, de concert avec des leaders africains en faveur de l'Unité africaine, ainsi que son appel, il y a 50 ans, à un nouvel ordre mondial plus juste en vue de s'affranchir de l'hégémonie d'autrui.

M. Medjahed a, en outre, mis en relief l'importance d'"unifier la vision africaine qui reflète les intérêts de ses peuples et leurs espoirs" et de "participer à la mise en place d'un ordre mondial qui prenne en considération les droits de toutes les parties, sans distinction entre Africain et Européen". De son côté, M. Bougherara a rappelé l'appel de l'Algérie à "ne parler qu'au nom de l'Afrique et d'une seule voix, afin que cette voix se fasse entendre sur les scènes régionale et internationale et puisse arracher ses droits et assurer sa place, à la lumière des mutations régionales et internationales dangereuses".

Il a rappelé, à cet égard, que l'Algérie a toujours focalisé lors des derniers sommets africains sur plusieurs principes importants, en tête desquels l'arrêt de l'ingérence étrangère dans les affaires africaines et, partant, le recouvrement de la souveraineté sur les décisions africaines.

Il a mis en garde contre "les grandes puissances qui récupèrent les crises pour contrôler, dominer et affaiblir les Etats, mais aussi pour régler les comptes et affaiblir leurs adversaires entre l'Orient et l'Occident. "Ces puissances n'ont trouvé que le monde arabe et l'Afrique en particulier pour régler leurs comptes", a-t-il dit.

"Comment se fait-il qu'un pays comme la Libye soit toujours embourbé dans sa tragédie depuis 13 ans", s'est-il interrogé.

"Heureusement que l'Algérie a connu en 2019 une élection présidentielle avant la Conférence de Berlin qui a été consacrée à l'examen des solutions à la crise libyenne et à laquelle l'Algérie a participé.

L'Algérie a été le premier pays à proposer un processus de règlement en Libye basé sur la restitution de la parole au peuple libyen à travers des élections, afin qu'il puisse choisir les institutions qui le représentent et que le pays passe à l'étape de l'Etat, de la souveraineté et des institutions", a-t-il conclu.

## CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JEUNESSE Appel à l'implication des jeunes dans la vie politique

Le président du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, a insisté lundi à Constantine, sur "la nécessité d'impliquer les jeunes dans la vie politique".

Présidant un forum régional intitulé "la démocratie en milieu juvénile", organisé à la salle Ahmed Bey de Constantine, en présence des ministres de la Jeunesse et des Sports, Abderrahmane Hammad, du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, des Relations avec le Parlement, Basma Azouar et du wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda, entourés de jeunes représentant 15 wilayas de l'Est du pays, M. Hidaoui a indiqué à la presse que l'implication des jeunes dans la pratique politique "contribuera à apporter le changement souhaité".

Le président du CSJ a souligné, à cette occasion, qu'il existe "une forte volonté politique d'ouvrir la voie aux jeunes pour qu'ils puissent exprimer leurs opinions" et leur "ouvrir la voie à la pratique de la politique à travers leur implication dans les organisations politiques créées à leur intention".

Il a également fait part, dans le même contexte, de la nécessité pour les jeunes "d'adhérer à l'espoir et de s'engager dans le militantisme politique".

M. Hidaoui, estimant que le pays "est le témoin d'un changement tangible, notamment à la lumière du retour de l'espoir grâce aux engagements des plus hautes autorités et des décisions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui sont progressivement mises en œuvre", a insisté sur "la nécessité, pour les jeunes, de faire preuve d'un esprit de synergie afin de faire avancer le pays en s'appuyant sur l'utilisation optimale des décisions et des mesures prises en leur faveur, telles que l'entrepreneuriat, les start-up, les petites et moyennes entreprises, ainsi que l'auto-entrepreneur et les incubateurs d'entreprises".

Selon M. Hidaoui, ce forum régional permettra de "consolider les capacités des jeunes, de développer leurs compétences, de renforcer leur sens de la citoyenneté et de développer des mécanismes de participation des jeunes à la vie publique".

De son côté, le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrahmane Hammad, a indiqué, dans son allocution, que son département "s'emploie, avec ses différents partenaires, à préparer et mettre en œuvre différents programmes liés à la promotion de la jeunesse et de l'activité sportive, en application des instructions du chef de l'Etat visant à assurer la participation effective des jeunes à la réalisation d'un développement durable à la lumière des défis régionaux et internationaux".

Le ministre a ajouté qu'il est "nécessaire d'investir dans les énergies des jeunes et de leur porter une plus grande attention dans le pays et à l'étranger, pour tirer profit de leurs capacités et de leur créativité". Il a rappelé, également, la volonté politique de créer une plateforme pour la jeunesse et d'en faire un partenaire stratégique pour le secteur de la jeunesse et des sports.

Au cours de ce forum régional, deux séances de débats ont été organisées avec la participation de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar: "Les efforts de l'Etat algérien dans la promotion de la participation des jeunes à la politique" et "Permettre aux jeunes de s'engager dans la voie d'un développement national et local intégrés".

## AGRICULTURE Cherfa préside la 3<sup>e</sup> réunion de la Commission nationale de recensement général

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa a présidé, lundi à Alger, la troisième réunion de la Commission nationale de recensement général de l'agriculture, consacrée à l'examen de plusieurs points relatifs aux préparatifs du lancement et de réalisation de cette opération stratégique, indique un communiqué du ministère. "La 3<sup>e</sup> réunion de la Commission nationale de recensement général de l'agriculture s'est tenue, lundi 05 février 2024, au siège du ministère, sous la présidence de M. Youcef Cherfa, ministre de l'Agriculture et du Développement rural, président de ladite Commission, durant laquelle il a été procédé à l'examen de plusieurs points relatifs aux préparatifs de lancement et de la réalisation de cette opération stratégique pour le secteur agricole et pour l'économie nationale de manière générale", a précisé le communiqué.

Parmi les sujets examinés par les membres de la Commission, "la présentation et l'adoption de la méthode pratique pour la réalisation du recensement général de l'agriculture", ainsi que "la présentation du plan d'information propre à la réalisation de cette opération fondamentale", note le communiqué.

## ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE Le projet de loi modifiant et complétant l'Ordonnance portant Code pénal salué

Les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont salué, lundi à Alger, les dispositions du projet de loi modifiant et complétant l'Ordonnance n° 66-156 portant Code pénal, relevant son rôle dans le renforcement de la protection de la société contre les différentes formes de criminalité.

Lors d'une séance plénière présidée par le président de l'APN, M. Brahim Boughali, en présence du ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, consacrée au débat du projet de loi, les intervenants ont souligné que ce texte visait à protéger la société contre les différentes formes de criminalité et à renforcer la justice sociale.

Ace propos, le député Kamel Korichi (Indépendants) a salué le contenu du projet de loi qui propose "l'introduction de peines alternatives, dont la surveillance électronique", appelant à "accélérer l'application de ce type de peines et à développer ses méthodes".

Pour sa part, le député Ahmed Lakhdar Djouada (MSP) a salué les dispositions de ce projet qui permettront de "réaliser la sécurité juridique stipulée dans la Constitution de 2020".

La députée Derradji Nada (Rassemblement national démocratique) a salué, quant à elle, "l'introduction de peines alternatives dans le texte du projet de loi", mettant en avant "l'importance de la mise en œuvre effective" de ces peines,



notamment pour "les personnes n'ayant pas d'antécédents judiciaires pour ne pas récidiver, d'une part, et réduire les dépenses liées à la prise en charge des détenus dans les établissements pénitentiaires, d'autre part".

Pour sa part, le député Ahmed Belaalem (Mouvement El Bina) a salué le projet de loi qui permet au système pénal de "faire face aux nouvelles formes de criminalité notamment avec l'utilisation accrue des techno-

logies de l'information et de la communication, ainsi que de valoriser le principe de dépenalisation de l'acte de gestion qui protège les gestionnaires et assure un climat favorable à l'investissement".

Abondant dans le même sens, le député Leila El Yazidi (Front El Moustakbel) a estimé que le projet de loi vient "concrétiser le plan d'action du gouvernement notamment en ce qui concerne la garantie d'un climat favorable à l'investisse-

ment et assurant la protection des gestionnaires à travers la dépenalisation de l'acte de gestion".

Le ministre de la Justice avait indiqué que ce projet s'inscrivait dans le cadre de la "mise en œuvre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatif à la lutte contre la criminalité et à la garantie de la sécurité des citoyens et de la protection des biens", ajoutant que le texte prévoyait "plusieurs mesures, dont l'amendement des dispositions relatives au travail d'intérêt général".

Le projet propose également "l'introduction d'une nouvelle peine alternative consistant en la surveillance électronique, tout en définissant les conditions et les modalités de son application".

Il comprend aussi "des dispositions criminalisant de nouveaux actes, dont la sorcellerie, le rechargement du solde appels ou internet, ou l'obtention d'autres services en connaissance de l'incapacité de les payer, ainsi que l'outrage, l'injure ou la diffamation par tout moyen contre les symboles de la Guerre de libération".

## FINANCES - HYDRAULIQUE Une réunion intersectorielle pour lever les contraintes sur les projets d'investissement

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé, lundi, une réunion de coordination conjointement avec le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, visant à intensifier la concertation intersectorielle et à lever tous les obstacles rencontrés par le secteur de l'hydraulique dans le cadre de la réalisation des projets d'investissement inscrits dans le portefeuille du secteur.

Selon un communiqué du ministère des Finances, lors de cette réunion, qui a rassemblé des hauts responsables des deux départements, les contraintes liées aux aspects budgétaires, domaniaux et financiers ont été examinées en détail.

Les représentants des deux ministères ont tenu compte de l'urgence de surmonter ces défis pour assurer un approvisionnement en eau adéquat aux citoyens dans un contexte mondial de stress hydrique, a précisé la même source.

Dans ce sillage, le ministère des Finances a souligné "le caractère sensible du

secteur hydraulique" et a affirmé que celui-ci "demeure une priorité absolue du gouvernement".

Les intervenants ont discuté également des meilleurs moyens d'accélérer l'utilisation des ressources financières déjà allouées pour surmonter les contraintes budgétaires identifiées afin d'assurer le lancement rapide et la réalisation de plusieurs projets structurants visant à renforcer les capacités du secteur et à améliorer, ainsi l'approvisionnement en eau pour les citoyens.

Dans une dynamique de collaboration qui doit être étendue à tous les secteurs, le ministère des Finances a appelé les structures de son département à accompagner activement le secteur de l'hydraulique dans le cadre une collaboration intensive et efficiente dans le sillage de la mise en œuvre de réformes budgétaires", a ajouté le communiqué, soulignant que "cette démarche vise à optimiser l'utilisation des ressources disponibles, à garantir une allocation efficiente

des fonds et à favoriser une gestion plus transparente et responsable des finances publiques".

Lors de cette réunion, les deux ministres ont exprimé "leur engagement commun à travailler de concert pour développer des solutions adaptées afin d'améliorer la résilience du secteur hydraulique face aux défis actuels", a fait savoir le ministère des Finances en mentionnant que des "initiatives spécifiques ont été discutées pour résoudre les contraintes liées aux aspects domaniaux concernant certains projets du secteur concerné".

"Cette initiative intervient dans le cadre de l'engagement des pouvoirs publics à réunir les conditions de la sécurité hydrique nationale et d'une collaboration intensive entre les secteurs afin d'assurer un accès à l'eau potable ainsi qu'au service d'assainissement pour tous les citoyens, même dans des périodes de sécheresse prolongée", a-t-on encore souligné de même source.

## TRAVAIL

## M. Bentaleb mis en exergue les efforts de l'Etat pour le développement des potentialités de jeunes

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a mis l'accent lundi à Constantine sur les efforts de l'Etat de mise en place des moyens institutionnels et matériels dans le but de développer des potentialités des jeunes.

Intervenant au cours du forum régional intitulé "la démocratie en milieu juvénile, jeunes d'aujourd'hui, décideurs de demain" tenu en présence des ministres de la Jeunesse et des Sports et des Relations avec le Parlement, Abderrahmane Hammad et Basma Azouar, du wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda, du président du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui et de jeunes de 15 wilayas de l'Est du pays, le ministre a indiqué que les efforts de l'Etat se sont traduits par "la série de réformes engagées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune à travers la Constitution du 1er novembre 2020 dont l'article 73 qui stipule que l'Etat veille à réunir les moyens institutionnels et matériels à même de développer les capacités de la jeunesse et encourager sa participation à la vie politique".

Il a également affirmé que "les autorités supérieures du

pays œuvrent dans cette perspective à impliquer la jeunesse dans la conception et l'évaluation des politiques publiques et programmes de développement à dimension nationale", soulignant que "cette démarche a été consacrée à travers une série de mesures visant l'association de la jeunesse dans l'exercice de la démocratie par l'accompagnement et les facilités instituées par le président de la République dont la loi organique relative aux élections réservant au moins la moitié des candidatures aux citoyens âgés de moins de 40 ans". Le ministre a ajouté que dans le cadre de cette vision de consécration de la démocratie en milieu de jeunes, son département a entamé des efforts soutenus de coordination avec le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) couronnés par le lancement le 1<sup>er</sup> août 2023 de la plateforme numérique interactive "Tawassof" visant la numérisation des mécanismes de coordination avec le CSJ et l'Observatoire national de la société civile pour suivre les préoccupations des membres de ces institutions exprimant les aspirations de la jeunesse, de la société civile et des citoyens en général.

APS



## GUELMA

**"La fraude et l'évasion fiscales et les mécanismes de leur prévention", thème d'une journée d'étude**

La Cour de justice de la wilaya de Guelma a organisé lundi à son siège une journée d'étude sur "les délits de fraude et d'évasion fiscales et les mécanismes de leur prévention".

Des magistrats, avocats, universitaires, officiers de police judiciaire et représentants de la Direction des Impôts ont abordé les divers aspects liés à ces délits, les mécanismes de leur prévention et les litiges s'y rapportant, durant la rencontre présidée par le président de la Cour de Guelma, Mahmoud Azoune et le procureur général de la Cour, Larbi Akrouf.

"Le recours de certains contribuables à l'évasion et la fraude fiscales pour augmenter leur bénéfices au détriment du trésor public nuit à l'économie nationale", a affirmé le président de la Cour de Guelma, estimant que l'analyse de ce phénomène d'un point de vue juridique est de nature à contribuer à la lutte et la prévention de ce fléau outre le recours aux moyens répressifs.

De son côté, Farid Medj-doub, cadre à la direction de wilaya des impôts, a souligné que "les pratiques incorrectes



des contribuables ne sont pas toutes classées dans la case de la fraude et l'évasion fiscale et certaines ne constituant pas des infractions pénales font l'objet de simples sanctions fiscales".

Lorsque les éléments fon-

damentaux de délits de fraude et évasion fiscales sont réunis, l'action publique est enclenchée par le dépôt d'une plainte par le directeur de wilaya des impôts après accord de la direction régionale des impôts, a noté l'intervenant.

La rencontre a donné lieu à trois interventions suivies de débats sur, entre autres les éléments constitutifs des délits de fraude et évasion fiscales et les mécanismes légaux de lutte contre ces délits.

## MASCARA

**Lancement du logiciel "Djibayatic" à travers 67 centres de proximité des impôts à l'échelle nationale**

Le système d'information fiscale "Djibayatic" a été mis en œuvre au niveau de 67 centres de proximité de l'administration des impôts répartis à travers le territoire national, a indiqué, lundi à Mascara, la directrice de la modernisation de l'administration fiscale à la Direction générale des impôts, Mme Souhila Souillamas.

La même responsable a précisé dans une déclaration à l'APS, en marge d'une cérémonie annonçant le lancement de ce logiciel au niveau du centre de proximité des impôts de la commune de Mohammadia, que la Direction générale des impôts a procédé, jusqu'à l'heure actuelle, au lancement de cet instrument moderne de travail à travers 67 centres de proximité au ni-

veau de plusieurs wilayas, soulignant que l'opération se poursuit pour cibler d'autres structures similaires, ainsi que les directions de wilaya du secteur.

Mme Souillamas a expliqué que cet instrument permet la prise en charge de toutes les fonctions liées à la gestion de la fiscalité, outre le fait de conférer davantage de transparence dans son traitement, ajoutant que ce logiciel permet également à l'agent de l'administration des impôts d'améliorer ses prestations. La même responsable a, d'autre part, souligné que "ce nouveau produit numérique vise principalement à faciliter les procédures fiscales et à améliorer les prestations de services, outre le fait de permettre aux agents de l'administration des impôts

de traiter des déclarations en ligne émanant des contribuables".

Mme Souillamas a rappelé que la Direction générale des impôts s'attèle à la généralisation de cette opération à la totalité des structures du secteur au niveau de l'ensemble du territoire national "à la fin de l'année prochaine".

De son côté, le Directeur régional des impôts, dont le siège se trouve à Oran, a déclaré, lors d'un point de presse, que ce nouveau système d'information offrira aux agents de l'administration du secteur des facilités dans leur rapport avec l'administration centrale.

Il a révélé l'extension de son utilisation prochaine dans les centres de proximité des daïras de Ghriss et Sig.

## AÏN TEMOUCHENT

**Projet d'aménagement d'une zone d'activité dédiée à l'aquaculture**

Le secteur de la Pêche et de l'aquaculture de la wilaya de Aïn Temouchent bénéficiera d'un projet de création d'une zone d'activité dédiée à l'aquaculture, a-t-on appris, lundi, du directeur du secteur, Houari Kouicem. Inscrit dans le programme sectoriel au titre de l'exercice 2024, le projet devrait être lancé au niveau de la zone de S'biat, relevant de la commune de Messaïd sur une superficie globale estimée à 8 hectares, répartis en 27 lots destinés à l'investissement.

La direction des Travaux publics de la wilaya a été désignée pour superviser ce projet, compte tenu de son expérience en la matière, d'autant qu'elle avait auparavant supervisé les travaux d'aménagement de la zone industrielle, située dans la commune de Tamazougua, a expliqué M. Kouicem.

Le projet comprend la réalisation de divers réseaux nécessaires, tels que l'électricité, l'assainissement, les routes et l'éclairage public, selon une étude réalisée par la direction de la Pêche et de l'aquaculture.

Le secteur des Travaux publics prendra également en charge l'opération d'aménagement de la route menant à la même zone sur une distance de 3 km, qui sera financée par la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales, afin de lui garantir les conditions nécessaires à l'exploitation de la zone, conformément aux objectifs économiques qui lui sont fixés, a déclaré le même responsable.

Le nombre de projets d'investissement ayant bénéficié de décisions d'attribution au niveau de la zone d'activités de l'élevage aquacole à S'biat a atteint 13, avec la perspective de créer environ 200 postes d'emploi directs, a-t-on assuré.

## TIZI-OUZOU

**Un rendement moyen "acceptable" de 13 litres d'huile par quintal d'olive (DSA)**

Un rendement moyen "acceptable" de 13 litres d'huile par quintal d'olive triturerés a été enregistré dans la wilaya de Tizi-Ouzou depuis le début de la campagne oléicole, en dépit d'aléas climatiques défavorables, a indiqué lundi une responsable à la direction locale des services agricoles (DSA).

"Malgré des conditions climatiques défavorables, notamment l'absence de pluies au moment opportun ayant entraîné le dessèchement de l'olive pendant la période de production d'huile par le fruit, le rendement moyen de cette saison reste acceptable", a estimé, dans une déclaration à l'APS, la chargée de la filière oléicole et de l'arboriculture fruitière à la DSA, Khelidja Chibani.

Elle a observé que les rendements oscillent entre 5 litres et 17 litres d'huile le quintal d'olive, ajoutant que les rendements les plus élevés de la saison qui est toujours en cours, ont été réalisés particulièrement dans les communes du littoral à l'exemple de Makouda et de Tizgirt. Durant la saison oléicole 2022/2023, le rendement moyen était de 19 litres d'huile par quintal.

Le volume d'huile d'olive produit était de plus 5 millions de litres et la quantité de fruits récoltés avoisinait les 264.000 qx, rappelle-t-on.

Concernant le déroulement de la campagne, Mme Chibani a fait savoir que la récolte des olives, qui a débuté tardivement cette saison en raison des aléas climatiques, est à 57% de taux d'avancement, selon une situation arrêtée au 31 janvier écoulé.

Cela représente une superficie de 17.139 ha d'oliviers récoltés sur une superficie productive de 29.938 ha pour toute la wilaya, a-t-elle dit.

La quantité d'olives récoltée est de 300.836 qx dont 179.036 qx ont déjà été triturerés, ce qui a permis de produire plus de 2,385 millions de litres d'huile, selon la même responsable qui a noté que le rendement en olive est de 17 qx/ha.

Cette année, la DSA table sur une production prévisionnelle de 6.669 millions de litres d'huile, un volume calculé sur la base d'un rendement prévisionnel moyen de 14 litres par quintal, avait indiqué le DSA, Djamel Sersoub, au lancement de la campagne oléicole en novembre dernier à partir de la commune de Aïn Zaouia. Concernant le réchauffement climatique et la façon de réduire ses effets négatifs sur la production, Mme Chibani a insisté sur l'importance de l'entretien des oliveraies par, entre autres, le travail du sol, la taille de régénération et de fructification, la couverture du sol par des matériaux naturels (paille, copeaux de bois) et l'irrigation et la confection de cuvettes autour des oliviers, très recommandées dans les vergers en pente, pour que l'arbre puisse profiter de l'eau de pluie.

APS

## ORAN

**La commune de Aïn El Bia bénéficie d'un nombre important de projets de développement (APC)**

La commune de Aïn El Bia, à l'est de la wilaya d'Oran, a bénéficié, récemment, d'un nombre important de projets dans différents domaines, dont la réception est prévue avant la fin de l'année 2024, a-t-on appris lundi du Président de l'Assemblée communale (P/APC), Khaled Fatmi.

M. Fatmi a indiqué à l'APS que la commune de Aïn El Bia, située à l'extrême Est de la wilaya d'Oran, a bénéficié, récemment, d'importants projets ayant été annoncés par le wali Saïd Sayoud lors de sa visite qu'il a effectuée dans la commune, au mois de janvier dernier.

Il s'agit de la réalisation et la réhabilitation de plusieurs établissements éducatifs, la réalisation et le réaménagement de structures de santé, le raccordement d'annexes administratives au réseau de fibre optique, l'extension des réseaux de gaz naturel, de l'eau potable et d'assainissement, ainsi que d'autres projets dans le secteur de la Jeunesse et des

sports. Le même responsable a souligné que la commune a bénéficié d'un projet visant à raccorder les annexes administratives des agglomérations d'El Ayayda, Chehairia et la cité Es-Salem au réseau de fibre optique, pris en charge par la Direction des télécommunications pour une enveloppe financière de 9 millions DA.

Ce projet, dont les travaux débiteront au cours du premier trimestre de cette année, devra faciliter aux citoyens les opérations de retrait des différents documents administratifs sans se déplacer au centre communal. L'agglomération de Ayayda, qui compte environ 7.000 habitants, a également bénéficié de plusieurs projets visant à améliorer les conditions de vie des populations, notamment la réalisation d'une salle de soins pour une enveloppe financière de 30 millions DA pour laquelle un terrain approprié a été choisi et dont l'étude devrait démarrer au cours du trimestre en cours, selon M. Fatmi. Le même site a bénéficié d'un projet d'exten-

sion du réseau d'alimentation en eau potable pour une enveloppe financière de 20 millions DA et d'autres pour l'extension du réseau d'assainissement pour un montant de 15 millions DA et du réseau de gaz naturel, en plus de l'accord des services de la wilaya pour la réalisation d'un stade de proximité au profit de la jeunesse.

Le P/APC d'Aïn El Bia a souligné que la localité de Chehairia a, pour sa part, bénéficié du projet de réalisation d'un groupe scolaire financé par le groupe Sonatrach pour une enveloppe financière de 160 millions DA, dont les travaux ont débuté en janvier dernier et devraient être achevés en juillet prochain. Cette structure sera prête à accueillir les élèves de la cité des 1.000 logements, qui seront distribués, ultérieurement, avec la prochaine rentrée scolaire.

Selon le même interlocuteur, cette agglomération a également bénéficié d'une opération de rénovation et de réhabilitation de l'école Chehairia 2 (village Zaghloul) et un

terrain permettant aux élèves de pratiquer une activité sportive.

Selon M. Fatmi, l'Assemblée populaire communale d'Aïn El Bia a obtenu l'accord de principe des autorités de la wilaya concernant le projet mis en œuvre par la direction des Equipements publics de la wilaya, visant à compenser le CEM "Boukhari-Boukhari", sis au centre de la commune, qui a été construit dans les années 80 du siècle dernier en préfabriqué, à condition qu'il bénéficie d'une opération d'aménagement en cas de surcharge dans le nouveau CEM.

La cité "Es-Salem" de la commune de Bethioua, outre le raccordement de son annexe administrative au réseau de fibre optique, a bénéficié d'un projet de réalisation d'une salle de soins pour une enveloppe financière de 20 millions DA, dont les travaux seront bientôt entamés, de même qu'un projet de réalisation d'un stade de proximité pour les jeunes et les enfants du quartier.

## AGRICULTURE

## Une société italienne prête à réaliser de grands investissements dans le Sud (Pdg)

La société italienne spécialisée en agriculture Bonifiche Ferraresi (BF) a exprimé, lundi lors d'une rencontre de travail avec l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), sa disponibilité à réaliser de grands investissements agricoles dans le Sud de l'Algérie, notamment en matière de production de blé dur et de semences.

Le PDG de Bonifiche Ferraresi, Federico Vecchioni a précisé au terme de cette rencontre qui s'est déroulée au siège de l'AAPI à Alger, que sa société avait obtenu l'année dernière un contrat de concession définitif au niveau de la wilaya de Tougourt pour la production du blé dur, soulignant que cela constitue "un premier pas pour un projet beaucoup plus important".

"Nous sommes ici pour œuvrer à élargir le projet à travers d'autres investissements agricoles dans le sud de l'Algérie", a-t-il déclaré à la presse, ajoutant que la société BF compte lancer un "grand" investissement en Algérie l'année prochaine.

Outre la production de blé dur, BF compte investir également dans la production de semences, d'olives et de fruits et dans l'industrie agroalimentaire pour "contribuer à la réalisation de la sécurité alimentaire en Algérie et à l'exportation", a-t-il dit, soulignant que la société exportera du blé de l'Algérie vers l'Italie considérée parmi les plus grands consommateurs de blé dur au niveau mondial.

La délégation de BF était, également, composée de l'ancien Premier ministre italien, Massimo D'Alema, qui a qualifié le projet de la société de "l'un des plus importants au titre de la coopération algéro-italienne, étant un projet stratégique bénéfique aux deux pays".

Il a, également, estimé que les investissements de la société "offrent une contribution majeure à la réalisation de l'autosuffisance alimentaire de l'Algérie, ainsi que de grandes opportunités pour le secteur de la production de patates en Italie".

Il a révélé que BF est sur le point de créer une université spécialisée en agriculture en Italie, et qu'elle entend également créer un centre de recherche et de formation en Algérie, pour contribuer à l'augmentation de la production agricole à travers le transfert des technologies modernes de production.

Le Directeur général de l'Agence algérienne de la promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a précisé de son côté que le débat avec la délégation italienne était "fructueux", mettant en avant que les projets de la société pour la culture de blé dur et des semences sont "d'une importance majeure pour la réalisation de la sécurité alimentaire". Le DG a relevé que l'Agence est prête à accompagner la société italienne durant la période de la concrétisation de ses investissements, d'autant qu'elle entend élargir son activité aux industries manufacturières.

La délégation italienne a écouté plusieurs exposés sur les mesures incitatives de l'investissement et le rôle de l'Agence dans l'accompagnement des investisseurs, ainsi que sur les conditions d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat destiné à la réalisation de projets d'investissement.

## ORAN

## Ouverture du Salon national de l'automobile et de ses accessoires "Bahia Auto"

La première édition du Salon national de l'automobile et de ses accessoires "Bahia Auto" a été ouverte, lundi au Palais des expositions de Hai M'dina J'dida d'Oran, avec la participation de plus de 40 sociétés activant dans différents domaines liés à l'automobile.

Cette manifestation, organisée cinq jours durant sous le slogan "perspectives et défis", à l'initiative de la société "Event Pro", enregistre la présence de six marques automobiles agréées en Algérie, à l'instar de Cherry, Fiat, JAC, DFG, DFG, Socon et des sociétés spécialisées dans la fabrication de pièces de rechanges, ainsi qu'un certain nombre d'institutions bancaires et de compagnies d'assurance.

Le wali d'Oran, Saïd Sayoud, a souligné, dans une déclaration aux médias en marge de sa supervision de la cérémonie d'ouverture, que ce salon est le deuxième du genre accueilli par la capitale de l'Ouest algérien, soulignant que l'exposition présente plus de 11 types de véhicules de différentes marques.

Il a indiqué que la wilaya d'Oran a été renforcée, fin décembre dernier, par l'usine automobile italienne Fiat, située dans la zone industrielle de la commune de Tafraoui, et qu'elle produit actuellement un seul type de véhicule Il a ajouté que le deuxième sera mis en montage et production, le mois prochain, et la chaîne de production et d'assem-

Les stocks des crédits octroyés à l'économie sont réparties entre celui accordé par les banques publiques avec 9.124,94 milliards DA à fin septembre 2023 (+ 5,44% par rapport à fin 2022), et le stock des crédits octroyés par les banques privées, qui s'est élevé à 1.575,71 milliards DA (+8,04 %), selon la note de la BA.

L'encours des crédits accordés au secteur public a atteint 4.553,7 milliards DA à fin septembre 2023 (+4,67%), au moment où le stock des crédits accordés au secteur privé, y compris les ménages, a atteint 6.149,94 milliards DA (dont 1.185,46 milliards DA aux ménages), soit une croissance de 6,69%.

L'analyse de la structure des crédits par secteur juridique montre que le stock des crédits accordés au secteur public représente 42,54% du total du stock des crédits accordés à fin septembre 2023 contre 43,01% à fin 2022, alors que le stock des crédits accordés au secteur privé représente 57,46%, dont 11,08% accordés aux ménages, contre 56,99% à fin décembre 2022,



donc 10,83% aux ménages.

Concernant les crédits nets à l'Etat, ils sont estimés dans la note de la BA à un total de 13.110,26 milliards DA, à fin septembre 2023, contre 13.042,42 milliards DA à fin 2022, soit une légère hausse de 0,52%.

### Accroissement de 6,11% de la masse monétaire M2

Dans sa note de conjoncture, la BA a abordé le volet de la masse monétaire M2 ayant connu, à fin septembre 2023, un accroissement de 6,11% par

rapport à son niveau de décembre 2022, s'établissant ainsi à 24.368,2 milliards DA, et ce, "suite à l'effet conjugué de la hausse de 6,21% de la monnaie M1 et de 5,91% de la quasi-monnaie".

Hors secteur des hydrocarbures, la masse monétaire a enregistré une hausse de 6,32% par rapport à son niveau de fin décembre 2022, en contexte de hausse des dépôts de l'entreprise nationale des hydrocarbures qui sont passés de 1.861,02 milliards DA à fin 2022 à 1.930,47 milliards DA à fin septembre

2023. En glissement annuel, la masse monétaire, hors dépôts de l'entreprise nationale des hydrocarbures, s'est accrue de 10,72%, selon la même source.

Avec une part de 32,9% du total de la masse monétaire à fin septembre 2023 (contre 32,2% à fin décembre 2022), la circulation fiduciaire hors banques, s'est accrue de 8,6% par rapport à fin décembre 2022, atteignant ainsi 8.026,19 milliards DA à fin septembre 2023. Les dépôts à vue ont progressé de 0,29% par rapport à la fin de l'année 2022, passant ainsi de 6.216,67 milliards DA à fin décembre 2022 à 6.234,81 milliards DA à fin septembre 2023, et ils constituent actuellement 25,59% de la masse monétaire contre 27,07% à fin décembre 2022.

Représentant près de 33 % du total de la masse monétaire à fin septembre 2023, la quasi-monnaie (dépôts à terme en dinars et dépôts en devises) a marqué une hausse de 5,91 % entre fin décembre 2022 et fin septembre 2023 pour s'établir à 8.033,4 milliards DA, précise le même document.

## Près de 624 milliards de DA collectés par les banques à fin juin 2023

Les dépôts de la finance islamique ont atteint un montant de 623,83 milliards DA à fin juin 2023, collectés par 741 guichets bancaires dédiés à cette activité à travers le territoire national, a indiqué la Banque d'Algérie (BA) dans une note de conjoncture publiée lundi.

"Le volume des dépôts de la finance islamique au niveau des banques est passé de 546,69 milliards DA en 2022 pour atteindre 623,83 milliards DA à fin juin 2023, soit une hausse de 14,11% entre fin 2022 et fin juin 2023", a précisé la BA dans sa note.

A fin juin 2023, elles sont 12 banques agréées qui opèrent dans la finance islamique, dont six banques publiques et six privées, souligne la même source, ajoutant que le nombre d'agences dédiées à cette activité est passé de 69 agences à fin 2022 à 75 agences à fin juin 2023, tandis que le nombre de guichets bancaires de la finance islamique a augmenté, en passant

de 655 à 741 guichets à la même période.

En terme d'indicateurs de solidité financière, la BA a assuré que le niveau de solvabilité globale des banques "reste supérieur au minimum requis" et "n'a cessé de s'améliorer durant les neuf premiers mois de 2023".

En outre, la Banque d'Algérie a fait état d'une augmentation "remarquable" des recettes budgétaires de 855,02 milliards DA en une année, s'élevant à 7.823,31 milliards DA à fin septembre 2023, contre 6.968,29 milliards DA à fin septembre 2022, en hausse de 12,27 %.

Cette hausse est principalement engendrée par l'augmentation des recettes des hydrocarbures de 567,92 milliards DA, a-t-elle expliqué, en précisant que ces recettes affichent une part de 55,80% dans les recettes budgétaires totales. Quant au niveau des réserves officielles de change (or monétaire non inclus), elles ont enregistré une augmen-

tation de 6,987 milliards équivalent dollars durant les neuf premiers mois de 2023. Elles étaient à 67,981 milliards équivalent dollars US à fin septembre 2023, contre 52,763 milliards équivalent dollars US à fin septembre 2022 et 60,994 milliards équivalent dollars US à fin décembre 2022.

L'excédent du solde global de la balance des paiements a atteint 6,6 milliards de dollars (USD) à la fin de septembre 2023, contre 11,9 milliards USD à la même période en 2022, est-il mentionné par ailleurs dans le document de la BA.

Le solde de la balance commerciale demeure également excédentaire, affichant un surplus de 9,9 milliards USD durant les neuf premiers mois de 2023, note la Banque centrale en indiquant que les exportations de biens ont atteint 41,3 milliards USD à fin septembre 2023, tandis que les importations de biens ont avoisiné 31,3 milliards USD à la même période.



blage sera encore élargie dans les années prochaines.

M. Sayoud a mis l'accent sur l'affectation de 40 hectares à proximité de l'usine automobile Fiat en faveur de plus de 20 opérateurs économiques dans le domaine de la sous-

traitance pour la création de leurs unités et le lancement prochain de la fabrication de pièces de rechanges, ce qui permettra de créer une dynamique économique dans la région et générer des emplois.

Pour sa part, le représentant de la société Event Pro, initiatrice de ce salon, Mounir Bitraoui, a indiqué que l'objectif de l'organisation de ce salon, qui revient dans la capitale de l'Ouest algérien après une absence de cinq ans, est de proposer des véhicules à des prix "acceptables" et constitue une occasion propice pour les citoyens de déposer leurs demandes pour recevoir leurs véhicules dans les délais stipulés dans le cahier des charges signé par les agents, soit dans un délai maximum de 45 jours".

Il a ajouté que "tout au long du salon, un certain nombre de voitures et de véhicules utilitaires seront immédiatement livrés, en plus de remises exceptionnelles accordées par certains concessionnaires, allant jusqu'à 45.000 DA".

Il a précisé qu'il existe un programme annuel pour organiser une série d'expositions et de salons d'automobiles et de leurs accessoires à travers les différentes wilayas du pays, comme Annaba, Alger et certaines wilayas du Sud du pays, dans le but de se rapprocher davantage des citoyens".



## PÉTROLE

## Le Brent clôture à 77,99 dollars

Les cours du pétrole se sont repris en fin de séance lundi.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril a gagné 0,85%, pour clôturer à 77,99 dollars. Le

baril de West Texas Intermediate (WTI) américain, avec échéance en mars, a lui pris 0,69%, à 72,78 dollars.

La journée a été volatile, comme souvent ces dernières semaines, le WTI lâchant jusqu'à 1,20%, avant de se redresser.

## MARCHÉS BOURSIERS

## La remontée des taux obligataires bride les marchés boursiers

Les Bourses mondiales ont été orientées à la baisse lundi, tandis que les taux d'intérêt obligataires ont poursuivi leur remontée après la publication d'un nouvel indicateur attestant de la solidité de l'économie américaine.

Après une séance sans tendance claire, les places boursières européennes ont terminé stables.

Paris a terminé quasi stable (-0,03%), tout comme Londres (-0,04%) et Francfort (-0,08%), tandis que Milan a pris 0,76%, soutenue par son secteur ban-

caire. A Wall Street, le Dow Jones a cédé 0,71%, le Nasdaq -0,20% et le S&P 500 -0,32%. La croissance de l'activité dans les services aux Etats-Unis en janvier a été nettement supérieure aux prévisions des analystes.

Le rendement des bons du Trésor américains à deux ans, l'échéance la plus sensible aux anticipations concernant la politique monétaire, grimpait à 4,47% vers 21H13 GMT contre 4,37% à la clôture de vendredi. Les cours du pétrole se sont repris en fin de séance. Le baril de Brent

de la mer du Nord a gagné 0,85%, pour clôturer à 77,99 dollars.

Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain a lui pris 0,69%, à 72,78 dollars. Sur le marché des changes, le dollar s'appréciait par rapport aux autres devises, face à la perspective que les taux d'intérêt américains restent élevés plus longtemps.

Face à l'euro, le billet vert gagnait 0,44% à 1,0741 dollar pour un euro. Le bitcoin, cryptomonnaie star, reculait de 0,84% à 42.402 dollars.

## Tokyo freiné par les taux obligataires américains, Hong Kong en forte hausse

La Bourse de Tokyo a clôturé en repli mardi freinée par la montée des taux obligataires aux Etats-Unis, tandis que Hong Kong était en forte hausse après l'annonce de mesures de soutien aux marchés financiers chinois.

A Tokyo l'indice vedette Nikkei a perdu

0,53% à 36.160,66 points et l'indice élargi Topix a lâché 0,68% à 2.539,25 points.

Le yen remontait par rapport au dollar, qui valait 148,39 yens vers 06H15 GMT contre 148,59 yens lundi à 21H00 GMT.

La monnaie européenne reculait à 159,54 yens contre 159,63 yens la veille, et

un euro valait 1,0751 dollar contre 1,0743 dollar lundi.

Le pétrole était en progression: vers 06H00 GMT le baril de WTI américain gagnait 0,14% à 72,88 dollars et celui de Brent de la mer du Nord s'appréciait de 0,14% à 78,10 dollars.

## La Bourse de Tokyo en baisse derrière Wall Street

La Bourse de Tokyo allait à reculons mardi matin dans le sillage de Wall Street, éprouvée la veille par la montée des taux obligataires face à des données économiques américaines solides, éloignant encore les perspectives d'une baisse rapide des taux directeurs de la Fed. L'indice vedette Nikkei perdait 0,61% à 36.131,33 points vers 01H00 GMT et l'indice élargi Topix lâchait 0,75% à 2.537,58 points.

La Bourse de New York a été contrariée lundi par une

tension sur les taux d'intérêt obligataires alors que les investisseurs ont presque abandonné l'idée d'une décade des taux de la Banque centrale américaine (Fed) dès mars.

Les propos du président de la Fed Jerome Powell, qui a de nouveau douché les espoirs dimanche en répétant qu'une baisse des taux n'était pas pour tout de suite, se sont accompagnés lundi d'un indicateur meilleur qu'attendu dans les services aux Etats-

Unis, renforçant encore les craintes en ce sens. Le géant automobile nippon Toyota (-0,55%) doit annoncer avant la clôture des résultats attendus solides pour le troisième trimestre de son exercice 2023/24, malgré les scandales d'irrégularités dans les certifications de véhicules qui ont éclaboussé plusieurs de ses filiales ces derniers mois.

Toyota a annoncé la semaine dernière avoir écoulé 11,2 millions de véhicules en 2023, un nouveau record qui

conforte son premier rang mondial en volume.

Le yen était stable par rapport au dollar, qui valait 148,58 yens vers 01H00 GMT contre 148,59 yens lundi à 21H00 GMT.

La monnaie européenne n'évaluait guère non plus, à 159,65 yens contre 159,63 yens la veille, et à un euro pour 1,0745 dollar contre 1,0743 dollar lundi. Le pétrole était stable: vers 00H50 GMT le baril de WTI américain lâchait tout juste 0,08% à 72,72 dollars.

## INDONÉSIE

## Le PIB a progressé de 5,05% en 2023

L'économie indonésienne a progressé de 5,05% en glissement annuel en 2023, en deçà de la croissance de 5,31% enregistrée l'année précédente, a annoncé lundi l'Agence indonésienne de la statistique (BPS).

Le produit intérieur brut (PIB) est passé de 4,94% de croissance au troisième trimestre 2023, de juillet à septembre, à

5,04% au dernier trimestre. "Malgré la récession économique mondiale et la baisse des prix des principaux produits de base, le PIB de l'Indonésie connaît toujours une croissance constante à hauteur de 5,05%", a déclaré la directrice par intérim de la BPS, Amalia Widayanti, lors d'une conférence de presse. Les îles qui ont connu la plus forte hausse du PIB sont

Kalimantan (Bornéo), qui abrite la nouvelle capitale en construction, ainsi que les Célèbes et les Moluques, qui sont des lieux d'investissement en aval pour le nickel.

Le maintien de la demande domestique a été un autre facteur de croissance alors que l'inflation a été maîtrisée à moins de 3%.

## EUROPE

## L'inflation davantage ressentie dans le Sud (étude)

L'inflation "semble être plus fortement ressentie" par les habitants des pays du Sud de l'Europe, notamment au Portugal, en Italie et en Espagne, et reste la première préoccupation des Européens, selon une étude menée dans 10 pays par l'observatoire Cetelem.

"Au Portugal, en Italie et en Espagne", les Européens "sont respectivement 81%, 65% et 65% à juger que les prix ont +fortement augmenté+", indique cet observatoire, relevant de la banque BNP Paribas, dans un communiqué publié lundi.

Le ressenti de l'inflation est une donnée différente de l'inflation en tant que telle.

Ce qui est mesuré est le sentiment des consommateurs que leur pouvoir d'achat recule. Il arrive qu'ils aient le sentiment qu'il recule sans

que cela soit le cas effectivement, en raison notamment de la hausse croissante des dépenses contraintes depuis de nombreuses années, comme le coût du logement.

"Même si l'inflation est moins forte qu'il y a un an, elle reste un sujet de préoccupation majeur pour tous les Européens: pour 87% d'entre eux, c'est la préoccupation la plus importante devant la situation géopolitique internationale (83%)", note l'observatoire.

Ce sondage a été réalisé par Harris Interactive en novembre 2023 en Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni et Suède, auprès de 10.389 personnes de 18 à 75 ans issues d'échantillons nationaux représentatifs selon la méthode des quotas.

L'étude relève que la baisse de l'inflation et la remontée des taux incitent les Européens à davantage épargner: "Ils sont 53% à vouloir mettre plus d'argent de côté en 2024 contre 51% l'an passé".

De manière générale, l'observatoire met en évidence "l'impérieuse nécessité" pour

de nombreux ménages de "faire attention" à leur budget, y compris les classes moyennes.

En outre, plus d'un Européen sur trois (35%) indique "manger moins que par le passé". Le pourcentage est plus élevé en France, où il atteint 41%.

## MONNAIES

## Le dollar, poussé par la Fed, au plus haut depuis mi-novembre face à l'euro

Le dollar paraissait, lundi, propulsé par le discours ferme de la Réserve fédérale (Fed), lui-même validé par des indicateurs qui repoussent chaque fois un peu plus l'atterrissage de l'économie américaine.

Vers 21H20 GMT, le billet vert s'appréciait de 0,45% face à la monnaie unique, à 1,0740 dollar pour un euro.

Plus tôt, il était allé jusqu'à 1,0723 dollar, pour la première fois depuis mi-novembre. La livre, elle, s'est repliée plus loin qu'elle ne l'avait fait depuis mi-décembre, à 1,2519 dollar à son plus bas de la journée.

	Cours de lundi 21H20 GMT	Cours de vendredi 22H00 GMT
EUR/USD	1,0740	1,0788
EUR/JPY	159,71	160,07
EUR/CHF	0,9352	0,9351
EUR/GBP	0,8567	0,8540
USD/JPY	148,70	148,38
USD/CHF	0,8708	0,8668
GBP/USD	1,2536	1,2631

APS

## ALLEMAGNE

## Le gouvernement maintient le cap d'un futur parc de centrales électriques à hydrogène

L'Allemagne a confirmé lundi son projet de développement massif de nouvelles centrales à gaz, convertibles à l'hydrogène, éléments-clé mais aussi controversés de la transition énergétique du pays.

Le gouvernement d'Olaf Scholz a validé le cap fixé il y a près d'un an, mais récemment remis en cause par les difficultés budgétaires de la première économie européenne et des divergences politiques au sein de la coalition. Concrètement, l'Allemagne veut construire jusqu'à quatre centrales électriques à gaz d'une capacité de 2,5 gigawatts chacune, devant faire l'objet d'un appel d'offre "à court terme", a indiqué le gouvernement dans un communiqué lundi.

Ces centrales devront être "Hydrogen-ready", c'est-à-dire conçues pour être converties au fonctionnement à l'hydrogène "entre 2035 et 2040, à partir d'une date de transition à fixer en 2032", précise le gouvernement.

L'Allemagne a absolument besoin de ces centrales électriques pour compenser l'intermittence de l'apvisionnement en énergie solaire et éolienne.

C'est la seule manière pour le pays industrialisé, qui a fermé ses centrales nucléaires et doit abandonner progressivement le charbon, de garantir la stabilité du réseau. Mais le projet est controversé sur le plan environnemental, technique et financier.

Le rôle de transition que doivent jouer pendant encore plus de dix ans les centrales thermiques au gaz, qui utilisent donc un combustible fossile, est critiqué par les défenseurs du climat.

Les 10 nouveaux gigawatts que veut installer le gouvernement reviennent à augmenter d'un tiers la puissance de centrales thermiques au gaz déjà disponible en Allemagne. Le projet est aussi jugé incertain car faute d'hydrogène vert en quantité suffisante localement, l'Allemagne va devoir importer une grande part de cette ressource. Le coût est également un obstacle, ces nouvelles centrales devant être subventionnées car leur fonctionnement intermittent va limiter leur rentabilité. La facture s'élèvera à environ 16 milliards d'euros pour les vingt prochaines années.

## Le commerce extérieur en baisse en 2023 sur fond de récession (Destatis)

Le commerce extérieur de l'Allemagne a baissé en 2023 sur fond de récession, selon les chiffres préliminaires publiés lundi par l'Office fédéral des statistiques (Destatis). D'après Destatis, les exportations de l'Allemagne ont diminué de 1,4% par rapport à 2022 pour atteindre 1.560 milliards d'euros, tandis que les importations ont chuté de 9,7% pour atteindre 1.350 milliards d'euros.

"2023 a été une année perdue pour le secteur des exportations allemand", a commenté Carolin Herweg, experte à la Chambre de commerce et d'industrie, expliquant que l'inflation et les taux d'intérêt élevés, ainsi que les risques géopolitiques, ont réduit la demande, ce qui a entraîné une baisse des exportations de biens.

Alors que les exportations vers les marchés clés stagnent ou diminuent, les chiffres de l'année dernière reflètent la "faiblesse persistante du commerce extérieur allemand", a de son côté noté Dirk Jandura, président de l'Association allemande du commerce de gros, du commerce extérieur et des services.

L'Institut économique allemand (IWF) estime pour sa part que "le modèle d'exportation du pays restera en crise" cette année, car la situation géopolitique reste incertaine. Après avoir enregistré une baisse des commandes étrangères pendant deux ans, de nombreuses entreprises industrielles allemandes "freinaient leurs investissements", a déclaré l'IWF à la fin de l'année dernière.

## ENVIRONNEMENT

## Séminaire jeudi à Alger sur l'impact du changement climatique sur la santé

L'Académie algérienne des Sciences et des Technologies (AAST) organisera, jeudi à Alger, un séminaire sur l'impact du changement climatique sur la santé, annonce, lundi, l'Académie dans un communiqué.

"L'Académie algérienne des Sciences et des Technologies, dans le cadre de sa mission de participer aux débats scientifiques sur les grands sujets d'actualité, et de promouvoir les échanges avec les institutions scientifiques nationales et internationales, et avec la participation de l'Organisation mondiale de la Santé, organisera le 8 février prochain, à la salle de conférence du Palais de la Culture de Kouba, Alger, un séminaire sur l'impact du changement climatique sur la santé", souligne le communiqué.

Selon la même source, "cet événement rassemblera des experts

dans le domaine du changement climatique et des représentants de différents départements ministériels et associations œuvrant dans le domaine de réduction des gaz à effet de serre".

La rencontre vise à "informer et sensibiliser le personnel de la santé, les parties prenantes et les décideurs des départements concernés par les effets du changement climatique sur la santé". Lors de ce séminaire, le débat portera sur plusieurs thèmes dont "les scénarios pour le climat futur de l'Algérie, l'impact du changement climatique sur les

déterminants de la santé en Afrique, les maladies transmissibles et non transmissibles sensibles au changement climatique en Algérie, le rôle et l'importance de la recherche scientifique dans le cadre de la stratégie d'atténuation du changement climatique, et l'adaptation au changement climatique à travers le renforcement de la coopération intersectorielle et internationale", précise le communiqué. "Des recommandations sur les mesures pratiques visant à prévenir les effets du changement climatique sur la santé seront transmises aux autorités publiques", ajoute-t-on.

## TIPASA

## Raccordement de près de 10.000 foyers aux réseaux énergétiques en 2023 (Direction)

Au total, 9.978 foyers répartis sur différentes communes de la wilaya de Tipasa, dont une majorité relevant de zones isolées, ont été raccordés aux réseaux d'électricité et du gaz durant l'année 2023, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz. Sur ce total de foyers raccordés, 5.000 ont bénéficié d'un branchement au réseau de gaz naturel, tandis que 4.978 autres ont été raccordés au réseau électrique, selon la même source, qui a souligné que la majeure partie de ces foyers est située dans des zones montagneuses et isolées de l'ouest et du sud de la wilaya.

Inscrites dans le cadre du programme gouvernemental visant le dés-

enclavement de ces zones, ces opérations ont nécessité la réalisation d'un réseau électrique de 300 km linéaires, et d'un réseau de gaz de 62 km linéaires, selon la même source.

Pour le reste des foyers raccordés aux deux réseaux énergétiques en 2023, soit 3.857 habitations, il s'agit de 2.865 logements de type Location-vente de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) et de 792 unités publiques locales (LPL), a-t-on précisé.

L'année 2023 a, par ailleurs, vu le raccordement de 57 exploitations agricoles à l'énergie électrique sur un total de 143 ciblées, selon la direction de distribution de l'élec-

tricité et du gaz qui s'attelle, actuellement, à l'examen des dossiers de raccordement de 86 exploitations agricoles, en coordination avec les directions locales des services agricoles et de l'énergie et ainsi qu'avec les collectivités locales.

Au titre des efforts d'accompagnement des investisseurs, 12 projets ont été raccordés à l'énergie électrique et gazière, à la période indiquée, tandis que des travaux sont en cours pour le raccordement de deux autres projets, a-t-on ajouté de même source.

De nombreuses infrastructures du secteur des ressources en eau, ont été, également, raccordées à l'énergie électrique, l'an dernier, dont 52 forages hydrauliques

et 17 stations de pompage d'eau potable relevant des communes de Menaceur, Tipasa, Chaiba, Nador, Hattatba, Sidi Ghilès, Cherchell et Gouraya. A cela s'ajoute la mise en service de deux (2) transformateurs électriques d'une capacité de sept (7) et quatre (4) mégawatts, au niveau de deux stations de pompage d'eau relevant du barrage Kef Eddir d'une capacité de production de près de 70.000m3 d'eau/jour.

Dans le secteur de l'éducation, la direction de distribution a procédé, à la même période, au raccordement de 29 établissements scolaires à l'électricité et au gaz naturel sur un total de 30 demandes exprimées, soit un taux de réalisation de 96%, a-t-on noté.

## SÉTIF

## Un nouveau marché couvert moderne supplantera l'ancienne halle, détruite par les flammes en août 2022 (Elu)

Un nouveau marché couvert, alliant modernité et fonctionnalité, sera construit au cœur de la ville de Sétif, sur l'emplacement du vieux marché, le plus ancien de la ville (inauguré au début des années 1900, rénové en 1949 puis réinauguré après réaménagement en 1957), a appris l'APS dimanche auprès du président de l'Assemblée populaire communale (APC).

Hamza Belayat a souligné, dans une déclaration à l'APS, que la nouvelle structure commerciale constituera une "plus-value" pour l'agglomération sétifienne dès lors, a-t-il assuré, que le nouveau marché sera réalisé "selon les normes les plus élevées", d'autant qu'il se situe dans un endroit stratégique, à proximité de structures commerciales telles que le Park Mall et de nombreux équipements publics.

L'entreprise qui sera chargée de la réalisation du nouveau marché couvert, à sélectionner conformément à la réglementation régissant l'attribution de marchés publics, sera connue "dans les prochains jours", d'autant que l'étude technique du projet touche à sa fin, le bureau d'étude ayant déjà été choisi parmi 13 postulants, a encore fait savoir le même édile.

M. Belayat a par ailleurs affirmé que des "garanties ont été données à tous les commerçants qui activeraient à l'intérieur de la structure, ainsi que dans les locaux ouverts à l'extérieur de la bâtisse, sur les quatre façades (au nombre de 170), quant à leur droit de se voir attribuer des magasins dans la nouvelle structure, en conformité avec les procédures légales en vigueur". Le démantèlement de l'ancien marché qu'un violent incendie avait ravagé à l'été 2022, au point de conduire à sa fermeture et à la désaffectation de tous les locaux qui s'y trouvaient, a été entamée il y a quelques semaines après la délivrance, par les parties compétentes, d'un permis de démolition, a ajouté le président de l'APC, précisant que l'opération, pour laquelle d'importants moyens ont été mobilisés, est menée "avec beaucoup de précautions" en raison de la proximité d'immeubles d'habitation fragiles et d'anciennes "haras" traditionnelles et ce, "pour éviter tout danger potentiel pour les résidents".

Pour rappel, un incendie particulièrement violent s'était déclaré, tard dans la nuit du 29 août 2022, dans ce marché couvert, détruisant plus de 30 magasins (boucheries, fruits et légumes et autres), mais sans causer de dégâts humains, à l'exception de blessures au dos occasionnées à un élément de la protection civile qui luttait, aux côtés de plusieurs dizaines de ses collègues, contre le feu.

Ce marché, couvrant une superficie de 2.700 mètres carrés, comprenait, dans l'enceinte de la bâtisse et à l'extérieur, environ 120 magasins que leurs gérants avaient dû abandonner à cause des importants dommages provoqués par le sinistre.

La disparition du vieux marché couvert de Sétif, construit sur un site devenu, au fil des décennies, emblématique, car constituant un lieu de ralliement de plusieurs générations de sétifiens, avait ému la population locale, rappelle-t-on.

Les commerçants affectés par l'incendie ont été provisoirement répartis à travers les enceintes commerciales de la ville et de sa périphérie, telles que les marchés des cités Maâbouda, El-Hidhab, et "750 logements", en attendant la livraison et l'ouverture de la nouvelle halle commerciale.

## AIN DEFLA

## Un milliard de DA pour des projets d'amélioration urbaine (direction)

Une enveloppe financière d'un (1) milliard de dinars a été allouée au titre du programme 2024 à la wilaya d'Ain Defla pour la réalisation de projets d'amélioration urbaine et de viabilisation de plusieurs cités, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction (DUAC).

Un montant d'un milliard DA a été mobilisé au titre du plan d'action de l'année 2024 pour la prise en charge d'opérations d'amélioration urbaine et de travaux de viabilisation de plusieurs cités, dont les anciennes cités et les nouveaux sites livrés durant l'année en cours à travers la wilaya, a indiqué à l'APS, le chef de service des marchés publics à la DUAC, Kamel Alioui.

Sur cette enveloppe globale, 200 millions DA ont été destinés au programme d'amélioration urbaine et porte sur la réalisation des travaux d'aménagement de 9 sites à travers la wilaya, à savoir

une partie du centre-ville d'El Attaf, la cité Benbrika à Sidi Lakhdar, la cité Sidi Mâammar, la rue communale et la cité Wiam à Khemis Miliana, a ajouté M. Alioui.

Le programme concerne, également, la cité Kouadri et la cité Mohamed Khiaat au chef-lieu de wilaya, les entrées principales de la ville de Mekhatia et la "cité communale" dans la commune de Tiberkanine, a-t-il souligné.

Le reste de l'enveloppe budgétaire, soit 800 millions DA, a été réservé pour des travaux de viabilisation des nouveaux sites d'habitation où sont implantés les différents programmes de logements et qui sont prévus à la livraison au cours de l'année 2024, a fait savoir le chef de service des marchés publics.

Il a ajouté que le cahier des charges a été déposé au niveau de la wilaya pour approbation concernant 6 sites dont les logements sont prévus à la livraison

en juillet prochain, notamment le programme des 190 logements promotionnels aidés (LPA) à El Attaf, 300 logements publics locaux (LPL) à Sidi Lakhdar, 51 LPL à El Hassania, 30 LPA à Tarek Ibn Ziad, 40 LPL à Hammam Righa et 60 LPL à Ain Lechiakh.

Les travaux de viabilisation toucheront aussi les sites de logements relevant du programme de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), dont les 1.250 unités de Khemis Miliana, 470 logements à Rouina et le site des 300 logements AADL à Ain Defla, a-t-il assuré.

Une douzaine d'autres sites à travers la wilaya sont concernés par des travaux de raccordement au réseau d'électricité et du gaz, dans le cadre du même plan d'action qui prévoit aussi une opération de déplacement d'une ligne électrique de moyenne tension à El Attaf, a-t-on appris de même source.

## LUTTE CONTRE LES STUPÉFIANTS

## Près de 1,5 million de comprimés psychotropes saisis à Tamanrasset, Oran et El Oued

Les unités opérationnelles de la Sûreté nationale ont arrêté 17 individus activant dans le trafic illicite de psychotropes, au niveau des wilayas de Tamanrasset, d'Oran, et d'El Oued, et saisi 1.416.000 comprimés psychotropes, a indiqué, lundi, un communiqué de la Sûreté nationale.

"La première opération, menée par la Brigade de recherche et d'intervention (BRI) de la wilaya de Tamanrasset, a permis la saisie de 683.000 comprimés de type Prégabaline et de 4 véhicules, avec arrestation de 3 individus", tandis que la deuxième opération, menée par la 21ème sûreté urbaine d'Oran, a permis de mettre la main sur "572.714 comprimés hallucinogènes de différents types avec arrestation de 11 individus". La troisième opération menée par le service central de lutte contre le trafic illicite de drogues s'est soldée, quant à elle, par la saisie de "160.350 comprimés de type Prégabaline avec arrestation de 3 individus originaires de la wilaya d'El Oued, et récupération de 4 véhicules touristiques". "Les mis en cause seront présentés devant les juridictions compétentes", ajoute le communiqué.



## INCENDIES AU CHILI Le bilan grimpe à 122 morts, le pays en deuil

Le Chili observe deux jours de deuil national depuis lundi en mémoire des 122 victimes des incendies dévastateurs dans les régions touristiques du centre et du sud du pays, qui ont également fait des centaines de disparus et laissé des milliers de personnes sans-abri.

Le pays, en plein été austral, a été confronté à partir de vendredi aux incendies de forêt les plus meurtriers de son histoire récente. Selon le dernier bilan des autorités lundi, au moins 122 personnes sont mortes, toutes dans la région touristique de Valparaíso (centre). Seules 32 ont pour l'instant pu être identifiées. Le président Gabriel Boric a décrit ces incendies comme "la plus grande tragédie" qu'il ait connue le pays depuis le tsunami, qui avait fait plus de 500 morts, et assuré que le "Chili tout entier pleure Valparaíso" en décrétant deux jours de deuil national.

Et le bilan des incendies pourrait encore s'alourdir. Dimanche alors que les autorités faisaient état de 112 morts, le président Boric avait assuré lors d'un déplacement à Quilpué, dans la pé-



riphérie de Viña del Mar: "ce chiffre va augmenter, nous savons qu'il va augmenter de manière significative". A Quilpué, des milliers d'habitants ont été bloqués vendredi pendant plusieurs heures alors qu'ils tentaient de

fuir en voiture. La maire de la station balnéaire, Macarena Ripamonti, avait annoncé dimanche que quelque 190 personnes y étaient portées disparues, et que 20.000 habitants avaient été sinistrés.

## PHILIPPINES Le bilan des inondations et des glissements de terrain s'alourdit à 20 morts

Au moins 20 personnes sont mortes après des jours de pluies torrentielles dans certaines parties du sud des Philippines, ont annoncé lundi les agences provinciales de gestion des catastrophes.

Treize personnes sont mortes dans la province de Davao de Oro, deux sont

portées disparues et sept personnes ont été tuées dans la province voisine de Davao del Norte", ont indiqué les responsables de l'agence de gestion des catastrophes.

Une mousson du nord-est et un creux d'une zone de basse pression ont provoqué des pluies dans la région du

sud de Mindanao du 28 janvier au 2 février.

Des inondations et des glissements de terrain meurtriers ont eu lieu, selon les données de l'agence nationale des catastrophes.

Plus de 812 000 personnes ont été touchées, dont environ 85 000 ont trouvé refuge dans des cen-

tres d'évacuation", ajoute l'agence nationale des catastrophes.

Les glissements de terrain et les inondations sont fréquents dans ce pays d'Asie du Sud-Est, un archipel de plus de 7 600 îles frappé par environ 20 tempêtes tropicales chaque année.

## PAUVRETÉ DANS LE MONDE La CDS appelle à l'accélération du Programme des ODD de 2030, face à de nouveaux défis

La Commission du développement social (CDS), organe technique du Conseil économique et social (ECOSOC), a appelé lundi à une action concrète pour "changer de cap" et à l'accélération du Programme des Objectifs de développement durable (ODD) de 2030, face à de nouveaux défis, l'augmentation de la pauvreté et l'intensification des changements climatiques.

"Nous assistons à de nouveaux défis, une intensification des changements climatiques, une crise du coût de la vie, un creusement des inégalités, une augmentation de la pauvreté et d'avantage d'insécurité alimentaire", a souligné la Présidente de la CDS, Kuchira Kamboj, de l'Inde, lors du coup d'envoi de la 62ème session de la CDS, qui s'étalera jusqu'au 14 février, appelant "à orienter le monde" vers la justice, la confiance, l'inclusion, la sécurité et la résilience.

Cette session axera sur un thème prioritaire, à savoir "Promouvoir le développement social et la justice sociale

au moyen de politiques sociales, afin de faire progresser plus rapidement la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et d'atteindre l'objectif primordial de l'élimination de la pauvreté".

La Présidente de la CDS a justifié le choix de ce thème par le fait que le monde n'est pas sur la bonne voie en matière de réalisation des ODD, et que le nombre de défis qui se présentent "est considérable".

Alors que pas moins de 575 millions de personnes risquent de vivre dans l'extrême pauvreté en 2030, il faut de toute urgence adapter les solutions aux objectifs de développement durable, sur la base de la Déclaration politique adoptée l'an dernier lors du Sommet sur les ODD, a, pour sa part, indiqué le Président de l'Assemblée générale des Nations unies, Dennis Francis.

Pour Mme Kamboj, cette réorientation exige de réaliser des investissements stratégiques dans la paix, de réduire la fracture numérique, d'adopter une croissance et un développe-

ment équitables et inclusifs axés sur l'innovation partagée et de démanteler les barrières structurelles, a-t-il soutenu.

Convaincu que la première "semaine du développement durable", prévue avril prochain, et qui constituera une "grande opportunité" pour progresser sur ces questions, en particulier sur le problème grandissant de la dette des pays pauvres, M. Francis a expliqué que l'objectif est d'ouvrir la voie au Sommet de l'avenir, qui se tiendra en septembre prochain, et de faire avancer les discussions qui se tiendront en amont du Sommet social mondial de 2025.

En prévision du forum politique de haut niveau qui se tiendra en juillet, le Vice-Président de l'ECOSOC, Robert Rae, a, lui, misé sur la question émergente de cette session, "l'influence de la transformation numérique sur la croissance et le développement inclusifs: une voie menant à la réalisation de la justice sociale", pour renforcer la résilience des sociétés.

## CANADA L'est paralysé par une tempête de neige "historique"

La province la plus à l'est du Canada était paralysée lundi après avoir reçu un mètre de neige en un week-end lors d'une tempête "historique", qui a poussé les autorités à demander l'aide de l'armée pour déblayer.

Les précipitations ont paralysé le réseau de transport et ont aussi entraîné la fermeture de nombreux commerces, écoles et institutions, et provoqué des pannes de courant. "Ce sont des quantités record qui sont tombées", a expliqué Bob Robichaud, météorologue pour le gouvernement canadien qui qualifie la tempête d'"historique".

Certaines régions ont reçu plus de 100 centimètres", a-t-il ajouté, évoquant notamment les abords de Cap-Breton, une île située dans le golfe du Saint-Laurent, où l'état d'urgence a été déclaré. A l'aéroport international d'Halifax, capitale de la province, de nombreux vols ont été retardés ou annulés et les transports en commun de la ville ont été suspendus.

"Avec la quantité de neige lourde et collante que nous avons reçue, le déneigement est difficile et prendra du temps", a mis en garde le Premier ministre de la Nouvelle-Ecosse, Tim Houston, lors d'une conférence de presse lundi après-midi.

## EQUATEUR Report du championnat de foot en raison de la crise sécuritaire

L'Equateur, frappé le mois dernier par une vague de violences liées au narcotrafic, a reporté le début de son championnat de football professionnel au 1er mars à cause de la crise sécuritaire, a déclaré vendredi l'organisateur LigaPro.

Le conseil des présidents de la LigaPro a décidé lors d'une session extraordinaire "de reporter le début du championnat (...) au 1er mars", a indiqué l'organisation sur X (ex-Twitter). "Cela est dû aux décrets du gouvernement actuel", a-t-elle ajouté. Le championnat, qui sera disputé par 16 équipes emmenées par le club du LDU Quito, tenant du titre, devait commencer le 16 février.

Quito a décrété l'état d'urgence le 8 janvier après que l'évasion d'un chef de gang, Adolfo Macías dit "Fito", eut provoqué une vague de violences criminelles sans précédent à travers le pays. Les groupes criminels liés au narcotrafic et impliquant notamment des Colombiens et des Mexicains se livrent une guerre sans merci jusque dans les prisons, où depuis le début de l'année au moins 20 personnes ont été tuées et où quelque 200 policiers et gardiens ont été pris en otages.

Face à la crise sécuritaire, le gouvernement a décrété l'état d'urgence jusqu'en mars accompagné d'un couvre-feu nocturne, de 00h00 heures locales à 05h00, dans les zones considérées comme hautement dangereuses de 10 des 24 provinces du pays comme le Pichincha (région de la capitale) et le Guayas (sud-ouest).

Le président équatorien Daniel Noboa a également déclaré la nation en "conflit armé interne" et a ordonné à l'armée de neutraliser les organisations de narcotrafiquants, qualifiées de "terroristes" et de "belligérants".

Par crainte, les autorités locales ont annulé les événements publics, tandis que les soldats patrouillent dans les rues et prennent le contrôle des prisons, qui étaient devenues des centres d'opérations pour les trafiquants de drogue.

"Nous sommes d'accord avec les décisions des forces de l'ordre", a déclaré à la presse le président de la LigaPro, Miguel Angel Looz, qui espère que "le 1er mars, nous pourrions commencer normalement, avec le public, sans aucun problème".

Le gouvernement a fait savoir que les événements publics pourraient être autorisés dans les lieux où il n'y a pas de risque de violence, sous réserve d'une évaluation préalable, et que pour les activités de plus de 400 personnes, les responsables devront présenter un plan de sécurité et de risque qui sera examiné.

APS

## ETATS UNIS Une violente tempête fait au moins trois morts en Californie

Une violente tempête provoque de dangereuses inondations et des vents cinglants en Californie lundi, où aux moins trois personnes ont été tuées et près d'un demi-million de foyers sont coupés d'électricité. Des trombes d'eau tombent sur le sud du "Golden State", où il pleut sans discontinuer depuis plus de 24 heures. Dans le nord, où

les rafales ont été très violentes, au moins trois personnes sont mortes dimanche à cause de chutes d'arbres, selon les autorités locales. "C'est une tempête majeure, avec des conséquences dangereuses qui peuvent potentiellement mettre des vies en danger", a averti le gouverneur de Californie, Gavin Newsom, en proclamant l'état d'ur-

gence dans huit des 58 comtés de l'état. Ceux de Los Angeles, Orange, Riverside, San Bernardino, San Diego et Santa Barbara, tous situés dans le sud, sont notamment concernés. Comme le reste de la région, la ville de Los Angeles subit des inondations capables de couper certaines routes ou intersections, ainsi que de dangereux glissements de

terrain. Cela a notamment poussé les autorités à émettre des ordres d'évacuations pour les collines de Hollywood et de Santa Monica, qui surplombent la métropole. Dans cette zone cosue, des coulées de boue ont littéralement enterré des voitures et fait glisser une maison hors de ses fondations, selon des images de la chaîne locale KTLA.

## BOUIRA

## Réouverture de la polyclinique Amzil Said de Haizer après réhabilitation (DSP)

La polyclinique Amzil Said de la ville de Haizer (Est de Bouira) a rouvert lundi ses portes aux patients, après une vaste opération de réhabilitation qui a duré plus de quatre mois, a-t-on appris auprès de la direction de la santé et de la population (DSP). Lancés depuis plus de quatre mois, les travaux de réhabilitation de cette polyclinique ont pris fin et la structure a rouvert ses portes aux malades à Haizer, a précisé à l'APS le docteur Arezki Malki, responsable à la DSP, informant qu'une enveloppe financière d'environ 10 millions de DA a été allouée à cette opération de réhabilitation.

"La polyclinique est de nouveau opérationnelle à compter d'aujourd'hui (lundi), avec l'ouverture des différents services pour assurer les soins de base" au profit de plus de 30.000 habitants que compte la commune de Haizer, a expliqué M. Malki.

A rappeler que les habitants de Haizer se sont plaints plusieurs fois des dégradations qu'avait connu cette structure de santé ainsi que du manque de quelques équipements médicaux. Le même responsable a rappelé l'inscription d'un projet de réalisation d'un hôpital de 60 lits au profit de la ville de Haizer. "La proposition de la wilaya (d'inscrire cette opération) a été validée et le projet est déjà inscrit", a-t-il assuré à l'APS. Le secteur de la santé à Bouira a connu, récemment, la relance de 13 anciens projets, dont certains étaient à l'arrêt ou gelés, alors que d'autres ont été nouvellement inscrits pour renforcer le secteur au niveau local, selon la direction de la santé et de la population de la wilaya.

## EHU D'ORAN

## 66 opérations réalisées dans la wilaya de Laghouat dans le cadre d'un jumelage

Une équipe médicale de l'EHU "1er novembre 1954" d'Oran s'est rendue, récemment, à la wilaya de Laghouat, dans le cadre d'un jumelage entre les hôpitaux, où elle a réalisé 66 interventions chirurgicales dans diverses spécialités, a indiqué, lundi, un communiqué de cet établissement de santé.

L'équipe, composée de 19 spécialistes, dont des professeurs, des médecins spécialistes, des chirurgiens et des paramédicaux, s'est déplacée à la wilaya de Laghouat, où elle a examiné 152 patients et opérés 66, a-t-on fait savoir.

Les opérations chirurgicales ont été réalisées au niveau des deux établissements hospitaliers publics à Ksar El Hiran et à Jarra Abdelkader Iflou, a-t-on encore précisé. L'équipe comprenait des médecins de diverses spécialités, notamment la chirurgie thoracique, la gynécologie obstétrique, la chirurgie maxillo-faciale et plastique, la neurochirurgie, la chirurgie générale et la médecine du travail, a indiqué la même source. Le but de ces opérations de jumelage, selon le communiqué, est de valoriser la formation médicale continue des équipes médicales, à travers l'échange d'expériences et d'expertises dans le domaine médical et chirurgical, en plus de fournir des prestations de santé spécialisées aux patients et leur éviter des déplacements sur de longues distances.

## EL-MÉNIAÂ

## Attribution de 5 ambulances médicalisées aux structures de santé (wilaya)

Cinq (5) ambulances médicalisées ont été attribuées aux structures de santé dans la wilaya d'El-Méniaâ pour renforcer les capacités d'évacuation sanitaire, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya. Il s'agit de trois ambulances mises à la disposition de l'établissement public hospitalier (EPH) "Mohamed Chabani", au chef-lieu de la wilaya, alors que deux autres ont été affectées respectivement à la Polyclinique de la commune de Hassi-Lefhal et celle de la commune de Hassi El-Gara, a-t-on précisé. Au cours de la cérémonie d'attribution, le wali Mokhtar Benmalek, a mis l'accent sur la nécessité de préserver ces véhicules médicalisés considérés, a-t-il estimé, comme un acquis pour le secteur de la Santé dans la wilaya en termes de renforcement de la flotte du transport médical.

APS

## PRISE EN CHARGE OPTIMALE DES CANCÉREUX Syndicats et associations saluent les décisions du président de la République

Des syndicats et des associations ont salué, lundi, les décisions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant la prévention du cancer et la prise en charge optimale des patients, lors de son installation de la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer.

Dans ce cadre, le président de la Commission, Pr. Adda Bounedjar, a précisé à l'APS que l'installation de cette instance "intervient à l'image des autres pays du monde où la prévention et la lutte contre le cancer sont placées sous la tutelle du premier responsable du pays, d'autant que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a été claire en soulignant l'impossibilité de freiner la propagation de cette maladie qui connaît une augmentation de 50 % d'ici à 2040".

Ace propos, Pr. Bounedjar a indiqué que l'Algérie connaîtrait "aussi une augmentation du nombre de cancers avec 100.000 nouveaux cas d'ici à 2040, d'où la nécessité de l'adoption d'une nouvelle stratégie pour faire face à cette hausse à travers la prévention, le diagnostic précoce et le renforcement de la recherche scientifique pour assurer un traitement en temps opportun afin d'en réduire la mortalité".

Concernant le rapport que cette instance consultative devrait remettre au président de la République, il a expliqué qu'il "sera remis en l'espace de 3 mois comme nous l'a chargé le président de la République".

"Ce rapport permettra

de dresser un état des lieux et une stratégie pour la prise en charge des patients atteints de cancer à court, moyen et long terme", a-t-il ajouté. De son côté, le président du Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP), Dr.

Lyes Merabet a salué "l'attention accordée par le président de la République aux cancers bénéficiant des soins gratuits au niveau des établissements hospitaliers publics", saluant également "ses décisions concernant leur prise en charge optimale, notamment les malades ne bénéficiant pas d'assurance sociale".

Une étape "importante" qui devra alléger le fardeau sur les malades et leurs proches, a-t-il estimé. Dans ce sens, Dr. Merabet a relevé "une hausse du nombre de malades du cancer, durant les dix dernières années, pour atteindre 50.000 nouveaux cas annuellement, ce qui appelle à rechercher les causes, à soutenir la recherche scientifique en la matière et à s'intéresser à l'aspect préventif et de sensibilisation, en arrivant à l'étape de dépistage précoce, puis la prise en charge médicale".

Le responsable syndical a en outre mis l'accent, à ce propos, sur "l'importance

d'assurer tous les moyens matériels et les équipements, en plus de la ressource humaine qualifiée, ainsi que les infrastructures nécessaires de base et spécialisées et de les répartir au niveau national, de la nécessité d'une coordination et d'une complémentarité entre les deux secteurs public et privé, en vue d'assurer une prise en charge optimale du patient, notamment en ce qui concerne les patients ne bénéficiant pas d'assurance sociale".

Pour sa part, le président de l'Association "Badr" d'aide aux cancers, Dr. Mustapha Moussaoui a jugé les instructions du président de la République "importantes et abondantes dans l'intérêt des patients, d'autant plus qu'elles leur offrent la facilité de recevoir des soins, notamment pour les patients ne bénéficiant pas de protection sociale", tout en remerciant le président de la République "pour son intérêt pour cette catégorie".

M. Moussaoui a rappelé la réunion organisée par son association à Blida, qui a rassemblé nombre de d'associations nationales actives dans le même domaine, et des recommandations qui en ont découlé, lesquelles seront soumises

à la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer, axées autour de "la nécessité de la garantie d'une prise en charge à 100% des cancéreux et l'urgence du traitement radiologique, avec fourniture de centres d'hébergement au niveau des centres hospitaliers, afin d'alléger la souffrance des patients pour se déplacer, en sus du soutien de l'Etat aux associations actives dans ce domaine dans le but de leur permettre d'assurer un meilleur rendement".

Lors de son installation, dimanche, des membres de la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer, avec à leur tête Pr. Adda Bounedjar, le président de la République a ordonné de prendre en charge les malades dès leur arrivée aux cliniques, avec prise de toutes les mesures thérapeutiques par divers moyens et d'assurer la disponibilité des équipements médicaux, comme les réactifs de laboratoire et les médicaments, outre la prise en charge entière et immédiate des cancéreux ne bénéficiant pas d'une assurance sociale, sans qu'ils aient à accomplir de mesures administratives au préalable.

## Profond soulagement des patients et du corps médical à Guelma

Les mesures récemment prises par les plus hautes autorités du pays en matière de prévention et de contrôle du cancer ont suscité un profond soulagement, aussi bien des patients que du corps médical, selon les échos recueillis, lundi, par l'APS au service d'Oncologie de la polyclinique Ahmed-Mergag de Guelma. Le Dr Amal Kezkouz, spécialiste en oncologie au sein de cet établissement de santé, a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que l'installation par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, des membres de la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer, composée

de compétences connues dans la spécialité, ainsi que son instruction visant à former des médecins spécialistes en radiologie, et à prendre en charge "sans délai" tous les patients atteints de cancer, même ceux ne disposant pas d'une assurance maladie, "constituent des mesures positives à même d'améliorer la situation des services de santé dédiés à la prise en charge des malades cancéreux".

Le Dr Kezkouz a fait part de son espoir de voir "intensifier la formation des personnels médicaux affectés aux services et centres de lutte contre le cancer afin qu'ils puissent maîtriser les méthodes de traitement inno-

vantes et les technologies modernes servant aux soins des malades". Pour sa part, Mme Fatima, âgée de 51 ans, atteinte d'une tumeur maligne, rencontrée par l'APS au moment où elle s'apprêtait à recevoir un traitement dans le même service, a estimé que les mesures prises par le chef de l'Etat sont "de nature à améliorer notablement la condition des personnes atteintes d'une tumeur maligne, dans la wilaya de Guelma et ailleurs, et à réduire les charges pesant sur leurs familles". Elle a également exprimé son souhait de voir écarter les délais d'attente d'un examen au scanner, qui dépassent parfois les deux mois.

## JUMELAGE INTER-HÔPITAUX

## Interventions délicates et consultations spécialisées à l'hôpital Ahmed Ben Bella de Khenchela

Des interventions chirurgicales délicates et des consultations médicales spécialisées en médecine interne, urologie et chirurgie pédiatrique ont été effectuées lundi à l'établissement public hospitalier Ahmed Ben Bella de Khenchela, dans le cadre d'un jumelage entre cet hôpital et le CHU et l'établissement hospitalier spécialisé (EHS) mère-enfant Meriem Bouatoura de Batna. Le directeur de l'hôpital Ahmed Ben Bella, Khaled Bouremada, a précisé à l'APS que

le staff médical du CHU et EHS de Batna se compose du Pr. Houssam-Eddine Oughelent (chirurgie urologique), Pr. Othmane Chinar (médecine interne), Dr. Lamia Benkhelifa (pharmacologie), Hasna Benakcha (chirurgie pédiatrique) et Pr. Nedjma Brinis (chirurgie urologique) ainsi que du Dr. Samah Boudouha (médecine interne) de l'hôpital de Khenchela. Trois interventions délicates en chirurgie des voies urinaires et en chirurgie pédiatrique ainsi que des consultations

spécialisées ont été effectuées à plus de 70 malades par ce staff médical, selon la même source. Pr. Houssam-Eddine Oughelent et Pr. Soumia Missoum du CHU de Batna ont réalisé dans le cadre de ce jumelage des consultations à des insuffisants rénaux candidats à des greffes de reins en prévision de la programmation pour la première fois de greffes rénales à l'hôpital Ahmed Ben Bella de Khenchela, a ajouté la même source. Plusieurs dizaines d'interventions chirurgi-

cales ont été réalisées en 2023 à l'hôpital Ahmed Ben Bella dans le cadre du jumelage avec les CHU Dr. Ibn Badis de Constantine, Touhami Benflis de Batna et Khelil Omrane de Bejaia (l'EHS mère-enfant Meriem Bouatoura de Batna, a rappelé M. Bouremada qui a relevé que ces initiatives permettent d'assurer la meilleure prise en charge médicale aux patients de la wilaya en leur évitant de longs déplacements pour accéder à ces soins.

APS



## CONFLIT AU SOUDAN

**MSF appelle à une mobilisation massive pour sauver des vies dans le camp de Zamzam**

L'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières (MSF) a révélé lundi qu'une situation catastrophique s'est développée dans le camp de Zamzam, au Nord Darfour, depuis le début du conflit au Soudan en avril 2023, appelant à une mobilisation urgente de la communauté internationale pour sauver des vies.

Une évaluation rapide de la nutrition et de la mortalité réalisée par MSF montre que "tous les seuils d'urgence en matière de malnutrition ont été atteints" et l'ONG appelle à "une intensification immédiate, coordonnée et rapide de la réponse humanitaire afin de sauver des vies".

Selon l'ONG, "près d'un quart des enfants dépistés lors de l'évaluation souffraient de malnutrition

aiguë, dont 7% souffraient de malnutrition aiguë sévère (MAS). Parmi les enfants âgés de six mois à deux ans, les chiffres étaient encore plus frappants : près de 40 % de ce groupe d'âge souffraient de malnutrition, dont 15% souffraient de MAS". Aussi, le nombre total de décès quotidiens dans le camp Zamzam était également

"extrêmement alarmant, avec un taux brut de mortalité de 2,5 pour 10 000 personnes par jour, soit plus du double du seuil d'urgence.

40% des femmes enceintes et allaitantes souffraient également de malnutrition – un autre indicateur de la gravité extrême de la situation".

"Ce que nous constatons dans le camp de Zamzam est

une situation absolument catastrophique", déclare Claire Nicolet, responsable de l'intervention d'urgence de MSF au Soudan.

Le même responsable estime qu'"au moins un enfant meurt toutes les deux heures dans le camp", signalant qu'actuellement l'estimation de l'Organisation était d'environ 13 décès d'enfants chaque jour".

## AFRIQUE DU SUD

**Recensement de 46 cas de choléra présumés**

Le ministre sud-africain de la Santé, Joe Phaahla, a fait savoir lundi que son pays avait enregistré 46 cas présumés de choléra et cinq cas confirmés en laboratoire, entre le 1er janvier et le 1er février de cette année.

Parmi les cinq cas confirmés en laboratoire, trois étaient des cas importés en provenance du Zimbabwe, pays voisin qui est actuellement confronté à une épidémie de cette maladie diarrhéique, tandis que les deux autres cas sont des parents proches dont l'historique ne

présente aucun voyage vers des zones touchées par le choléra, a indiqué M. Phaahla dans un communiqué de presse.

Quatre de ces cas confirmés ont été détectés dans la province de Limpopo, tandis qu'un autre a été confirmé dans la province de Gauteng, selon M. Phaahla. "Le pays reste en alerte élevée face à une possible recrudescence des cas au niveau communautaire", a indiqué M. Phaahla, ajoutant que les équipes locales de réponse aux épidé-

mies avaient été activées pour déterminer la source de l'infection et mettre en place des mesures de contrôle, afin d'éviter une plus grande contamination au niveau local.

Tous les établissements de santé publics et privés ont été appelés à rester vigilants en raison du possible risque élevé de transmission du choléra, a indiqué le ministre, appelant à faire preuve de prudence et à maintenir des pratiques d'hygiène personnelle adéquates.

## ETHIOPIE

**328.881 nouveaux cas de paludisme signalés depuis le 1<sup>er</sup> janvier (OMS)**

Les cas de paludisme augmentent en Éthiopie avec 328.881 nouveaux cas signalés depuis le début de l'année, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Entre le 1er et le 28 janvier, 84 décès ont été signalés dans ce pays d'Afrique de l'Est, soit une augmentation de 16% d'un mois sur l'autre, d'après le Bulletin du groupe sectoriel santé de l'OMS pour l'Éthiopie publié jeudi en fin de journée. Les partenaires de santé mobilisent des ressources pour soutenir la prévention et le traitement du paludisme ainsi que les campagnes de sensibilisation dans tout le pays, lit-on. En novembre, l'OMS avait annoncé que l'Éthiopie, deuxième pays le plus peuplé d'Afrique, avait enregistré le plus grand nombre de cas de paludisme depuis au moins sept ans. Le paludisme est endémique en Éthiopie, avec une prévalence plus élevée dans les zones situées à moins de 2.000 m d'altitude, qui couvrent les trois quarts de la masse terrestre du pays, dont la population est estimée à quelque 52 millions d'habitants.

## AFRIQUE AUSTRALE

**Le président angolais exhorte la SADC à prendre des mesures immédiates pour lutter contre le choléra**

Le président angolais Joao Lourenço a évoqué vendredi le manque de ressources médicales et de vaccins au sein de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) pour lutter contre le choléra. Au cours du sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la SADC, qui se tient virtuellement et se concentre sur l'épidémie de choléra qui touche la région, M. Lourenço a souligné le manque de ressources pour l'acquisition de produits médicaux, de vaccins, de tests et de réactifs de laboratoire nécessaires à la prévention et au traitement appropriés des cas en temps opportun. Il est urgent que les pays de la SADC investissent dans des installations de production locale de médicaments et de vaccins afin de parvenir à l'autosuffisance, a-t-il souligné. "En ce moment critique, nous devons reconnaître l'urgence de notre réponse et la nécessité d'une action coordonnée et efficace, car le choléra ne connaît pas de frontières et nécessite une approche régionale pour le combattre", a-t-il affirmé. En réponse à l'épidémie de choléra dans les pays voisins, l'Angola a récemment relevé son niveau d'alerte. La SADC est une organisation intergouvernementale composée de 16 pays d'Afrique australe. L'Angola a assumé la présidence tournante en août de l'année précédente pour le mandat 2023-2024.

## BURKINA FASO

**Lancement d'une campagne de vaccination contre le paludisme**

Le Burkina Faso a lancé lundi une campagne de vaccination contre le paludisme, première cause de mortalité infantile dans ce pays sahélien qui compte plus de dix millions de cas par an.

"Aujourd'hui c'est vraiment une journée historique, parce que nous

introduisons une arme redoutable contre le paludisme. Il s'agit du vaccin et nous commençons par le vaccin RTS,S, qui est efficace et sûr", a déclaré le ministre burkinabè de la Santé, Lucien Marie Robert Kargougou, à Koudougou (ouest) où la campagne a été lancée.

"Ce vaccin permet de réduire au moins d'un tiers les cas de paludisme grave à l'origine des décès qu'on constate chez les enfants de moins de 5 ans", a renchéri le Pr Halidou Tinto, l'un des scientifiques qui a mis au point le sérum.

Quelques 200.000 doses de vaccin RTS,S, sur 800.000 doses attendues au cours de l'année, seront administrées aux enfants de moins de 5 ans, dans 27 districts sanitaires particulièrement exposés, selon le ministre. Le 22 janvier, le Cameroun avait lancé une campagne de vaccination systématique et à grande échelle, avec ce même sérum, une première au monde.

"Ce vaccin va contribuer à réduire drastiquement le nombre de cas de paludisme et le nombre de décès qui y est lié", a insisté M. Kargougou, rappelant que les 3/4 des 5.000 morts en 2023 étaient des enfants de moins de 5 ans.

Le vaccin R21/Matrix-M a également été autorisé en juillet au Burkina, et pourrait être déployé "d'ici la fin de l'année", selon le Pr Tinto qui espère ainsi "couvrir l'ensemble du territoire". Transmis à l'être humain par les piqûres de certains types de moustiques, le paludisme, également appelé malaria, tue plus de 600.000 personnes par an, dont 95% en Afrique, selon l'OMS.

## ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

**Les taux de cancer devraient augmenter de 77 % d'ici à 2050**

Les cas de cancer dans le monde devraient augmenter d'environ 77% d'ici le milieu du siècle, a déclaré jeudi l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Selon les derniers chiffres du Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), une branche spécialisée de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), "il devrait y avoir plus de 35 millions de cas de cancer en 2050, contre 20 millions estimés en 2022".

Cette augmentation reflète, selon le CIRC, à la fois "le vieillissement et la croissance de la population, ainsi que l'évolution de l'exposition des individus aux facteurs de risque. Le tabac, l'alcool et l'obésité sont des facteurs clés, de même que la pollution atmosphérique". Les pays riches devraient connaître "la plus forte augmentation absolue du nombre de cancers, avec 4,8 millions de nouveaux cas supplémentaires prévus en 2050", souligne la source.

La même source ajoute, toutefois, que "les pays à revenu faible ou intermédiaire devraient connaître une augmentation proportionnelle plus importante du nombre de cancers, alors que la mortalité devrait presque doubler".

Les estimations du CIRC sont basées sur les meilleures sources de données disponibles dans 185 pays et couvrent 36 formes différentes de cancer. Elles ont été publiées à l'occasion de la Journée mondiale contre le cancer, le 4 février.

## HÉPATITE E

**MSF mène une campagne de vaccination au Soudan du Sud**

Médecins sans Frontières a annoncé mercredi mener une campagne de vaccination au Soudan du Sud, où sévit une épidémie d'hépatite E, maladie particulièrement mortelle chez les femmes enceintes.

La campagne de vaccination, en cours depuis le 11 décembre, est "la première à être menée pendant la phase aiguë d'une épidémie active et dans une région aussi reculée" et sujette à des inondations récurrentes, souligne l'ONG dans un communiqué.

MSF prévoit notamment de vacciner d'ici juin 12.776 femmes et jeunes filles âgées de 16 à 45 ans dans les villages du comté de Fangak, au nord du Soudan du Sud, où les habitants doivent désormais "uti-

liser des pirogues pour se déplacer". Ces groupes de population féminine sont "les plus exposés au risque de décès avec un taux de mortalité pouvant atteindre 40% chez les femmes enceintes et alors qu'il n'existe pas de traitement spécifique contre la maladie", souligne l'association.

Outre la campagne de vaccination, MSF assure la prise en charge des malades dans son hôpital dans l'Etat de Jonglei, mène des campagnes de sensibilisation auprès de la population et assure une surveillance épidémiologique.

"L'hépatite E est incurable et 70.000 personnes en meurent chaque année", précise Mamman Mustapha, chef de mission MSF au Sud-Soudan, cité dans le communi-

qué. Le seul vaccin autorisé contre l'hépatite E a été mis au point en 2012 par le laboratoire chinois Xiamen Innovax Biotech "qui ne le produit pas en grandes quantités" et a un "coût élevé", selon MSF.

"Il n'a été utilisé qu'une seule fois, en 2022, lorsque MSF a lancé une campagne de vaccination de masse dans le camp de déplacés de Bentiu, également au Sud-Soudan", poursuit l'ONG.

MSF appelle à augmenter la production de ce vaccin et améliorer les conditions d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans cette région pour enrayer la propagation de la maladie et prévenir les épidémies.

# DIGESTION DIFFICILE

## Des plantes pour la soulager

*De nombreux facteurs peuvent être à l'origine d'une digestion difficile : mauvaises habitudes alimentaires, maladies, etc. Chacun peut prendre les mesures qui conviennent pour améliorer l'hygiène de son alimentation. Cependant, en cas de maladie du système digestif, la prise de médicaments adaptés se révèle parfois nécessaire.*

### Quels sont les symptômes de la digestion difficile ?

Les symptômes les plus fréquents sont une sensation de lourdeur, des ballonnements, des éructations, des brûlures d'estomac, des nausées ou même des vomissements, des maux de ventre et parfois des maux de tête.

### Quelles sont les complications éventuelles des troubles digestifs ?

Si les troubles digestifs sont déclenchés par une maladie des organes de la digestion, ils peuvent parfois donner lieu à des complications, telles qu'un affaiblissement général et un épaulement par perte de poids ou malnutrition.

Les causes des problèmes de digestion

Les problèmes de mauvaise digestion sont causés le plus souvent par des facteurs externes : mauvaises habitudes alimentaires, repas copieux ou excès d'alcool. L'aérophagie (ingestion trop importante d'air lors d'un repas) peut également créer un grand inconfort et des éructations. Tout dérangement gastro-intestinal peut créer des sensations de digestion difficile ou de « crise de foie ». De plus, le foie, la vésicule biliaire et le pancréas participant au processus de digestion, toute maladie contractée par ces organes peut s'accompagner de troubles digestifs.

Les troubles digestifs peuvent également être entretenus par des problèmes psychiques. Les personnes souffrant d'anxiété présentent fréquemment de difficultés à digérer, et d'autres troubles digestifs.

Enfin, pendant la grossesse, il est fréquent que la digestion soit plus lente ou plus difficile.

Les causes graves de troubles digestifs

Parmi ces causes figurent : une inflammation de l'œsophage et de l'estomac ;  
• une maladie gastro-intestinale ou pancréatique ;  
• une tumeur gastro-intestinale, du foie ou des voies biliaires.

Lorsque les problèmes de digestion s'accompagnent de selles noires, de vomissements abondants, de fièvre ou d'une perte de poids, une consultation médicale s'impose.

### Que faire en cas de digestion difficile ?

Lors d'un épisode de mauvaise digestion ou de « crise de foie », demandez conseil à votre pharmacien pour qu'il vous indique quel médicament utiliser en automédication.

En cas de troubles digestifs fréquents, essayez d'arrêter la cigarette si vous êtes fumeur, et réduisez votre consommation d'alcool et de café. Vous pouvez également modifier vos habitudes alimentaires : ne mangez pas trop rapidement et prenez le temps de bien mâcher ;

Prenez régulièrement des petits repas légers plutôt que des festins trop copieux ;

Abstenez-vous de manger des aliments trop gras ou épicés ; Évitez les boissons gazeuses ou alcoolisées.

### Que fait le médecin en cas de troubles de la digestion ?

Il cherche à déterminer les causes de la mauvaise digestion, en demandant si nécessaire et selon les cas une analyse de sang, un examen des selles, une fibroscopie (examen de l'estomac ou de l'intestin par un tube optique), une radiographie ou une échographie. Si la cause des difficultés de digestion lui semble bénigne, le médecin peut prescrire, selon les cas, un médicament pour neutraliser l'acidité de l'estomac ou pour faciliter la vidange de l'estomac.

### Quelles plantes pour soulager les digestions difficiles ?

Un grand nombre de plantes sont utilisées dans le traitement des troubles digestifs. On peut les trouver sous forme de



médicaments ou d'extraits. Les propriétés qu'on leur attribue n'ont pas toutes été validées par des études cliniques. Les plantes proposées agiraient de différentes manières.

Au niveau de l'estomac, les plantes contenant des substances amères stimulent l'activité de la paroi stomacale de manière réflexe et provoquent la sécrétion de sucs gastriques.

Au niveau du foie, certaines plantes augmenteraient la production de bile par le foie (action dite cholérétique) ou en faciliteraient la sécrétion dans l'intestin par vidange de la vésicule biliaire (action dite cholagogue). La bile permet la solubilisation et l'absorption des matières grasses ingérées pendant le repas.

D'autres plantes sont utilisées pour leur éventuelle activité antispasmodique (contre les spasmes) sur l'estomac et sur l'intestin.

Les plantes contenant des substances amères pour soulager les digestions difficiles

Les plantes qui contiennent des substances amères stimulent l'activité de l'estomac de manière réflexe et provoquent la sécrétion de sucs acides destinés à digérer les aliments. C'est le cas, par exemple, de l'absinthe, de l'harpagophyton, de la gentiane jaune, de la petite centauree et de nombreuses autres plantes. Certaines de ces plantes entrent dans la composition des boissons dites apéritives.

Les plantes qui agissent sur le foie et la vésicule biliaire pour soulager les digestions difficiles sont l'absinthe, le boldo, l'orthosiphon, le romarin, le pissenlit, l'harpagophyton, le chardon-Marie et le curcuma qui seraient utiles en cas de digestion difficile, car ils stimulent la production de bile par le foie et favorisent sa sécrétion dans l'intestin.

L'artichaut (Cynara scolymus) et le fumeterre (Fumaria officinalis) font également partie des plantes présentant ces effets cholérétique et cholagogue. De plus, le boldo et le chardon-Marie auraient également un effet globalement protecteur sur le foie.

### Les plantes à effet antispasmodique pour soulager les digestions difficiles

La mélisse aurait une action calmante sur les spasmes douloureux de l'estomac et de l'intestin. D'autres plantes sédatives comme l'aubépine, le coquelicot (Papaver rhoeas), le houblon, la passiflore et la valériane permettraient également de calmer les maux de ventre liés à la nervosité. Parmi les plantes proposées pour soulager les douleurs digestives sans gravité, on peut également citer les fleurs de mélilot ou la racine de guimauve.

Les propriétés antispasmodiques de la menthe poivrée ont été validées par une étude clinique : elles permettent de lutter contre les nausées, les ballonnements et les inflammations de l'intestin.

Enfin, certaines plantes de la famille du fenouil sont utilisées pour apaiser les troubles digestifs et les maux de ventre :

aneth (Anethum graveolens), carvi (Carum carvi), coriandre (Coriandrum sativum), cumin (Cuminum cyminum) ou anis vert.

### Le gingembre contre les nausées

Le rhizome de gingembre stimulerait la sécrétion de bile. Mais il a surtout été étudié pour l'action de ses phénols dont les propriétés antinauséuses ont été cliniquement démontrées. Ces substances stimuleraient également la sécrétion de salive et de sucs gastriques.

Chez les femmes enceintes, l'usage de gingembre est possible sous contrôle médical.

Les autres plantes pour soulager les digestions difficiles De nombreuses autres plantes auraient un effet sur les symptômes liés à une digestion difficile.

Le thym en favorisant le cours et réduirait les ballonnements ainsi que les flatulences.

Utilisées en décoction, les baies de genévrier aideraient à assimiler les plats riches en matières grasses.

Grâce aux flavonoïdes et aux essences contenues dans ses feuilles, la sauge officinale atténuerait les ballonnements, les flatulences et les maux de ventre.

Enfin, les mucilages contenus dans les fleurs de bouillon-bailaieraiseraient les maux de ventre de type irritatif (colite).

### Existe-t-il des risques à soulager les digestions difficiles par les plantes ?

Les maux de ventre sont généralement bénins, mais certains signes doivent alerter et conduire à une consultation en urgence : douleurs en « coup de poignard », sang dans les vomissements ou dans les selles, apparition de fièvre, ou encore vomissements ou maux de ventre consécutifs à une chute ou à un accident. Par ailleurs, si aucune amélioration ne se produit après deux jours de traitement par les plantes, mieux vaut consulter un médecin.

En fonction de sa composition spécifique, chaque plante citée ci-dessus peut présenter des contre-indications ou nécessiter un avis médical avant consommation.

Parce qu'elles stimulent la production de sucs gastriques acides, les plantes contenant des substances amères, comme par exemple l'absinthe, la gentiane jaune ou la petite centauree sont contre-indiquées chez les personnes qui souffrent de reflux gastro-œsophagien (renvois acides), d'ulcère de l'estomac ou du duodénum.

Les plantes qui stimulent la production de bile, comme par exemple le boldo ou le pissenlit, sont contre-indiquées lors de crise aiguë de calculs biliaires (colique biliaire) : elles risquent de provoquer une exacerbation des symptômes. De plus, en cas de maladie du foie, un avis médical est nécessaire avant le recours à ce type de plantes. Le curcuma aurait une action anticoagulante, aussi les personnes prenant des médicaments pour fluidifier le sang doivent éviter d'en absorber de grandes quantités. Les compléments qui en contiennent sont également contre-indiqués chez les femmes enceintes et les personnes souffrant de calculs biliaires ou d'ulcères digestifs. Le fenugrec est contre-indiqué chez les femmes enceintes et les personnes qui prennent des traitements anticoagulants.

Les plantes antispasmodiques comme la mélisse, la valériane ou la passiflore peuvent être responsables d'une baisse de vigilance et se révéler dangereuses pour les conducteurs de véhicules ou de machines. De plus, elles peuvent interagir avec les médicaments du système nerveux : un avis médical s'impose.

Certaines plantes présentent le risque d'interagir avec plusieurs familles de médicaments : c'est le cas de la menthe poivrée, du pissenlit, du chardon-Marie ou du fenouil. Un avis médical est nécessaire avant leur utilisation. Le gingembre et le boldo présentant des interactions possibles avec les médicaments fluidifiants du sang et les plantes aux propriétés anticoagulantes comme le ginkgo ou le mélilot, un avis médical est nécessaire.

**Fruits : vers une uniformisation du goût et de la forme**



Les fruits de nos supermarchés sont de plus en plus fermes et sucrés, pour ne pas décevoir les consommateurs. Mais les chercheurs travaillent également sur des moyens pour diminuer l'utilisation des pesticides.

Les fruits vous semblent avoir tous le même goût ? C'est normal, car les chercheurs qui travaillent dans le domaine de l'agroalimentaire tendent tous à aller vers des produits plus fermes et plus sucrés, ce qui conduit à une uniformisation générale. L'objectif, selon les spécialistes du secteur, est d'assurer un minimum de qualité au consommateur et éviter de le décevoir. Ce changement est également à mettre au compte de la grande distribution, car des fruits du même calibre, de la même forme et qui ne sont pas complètement mûrs sont plus faciles à transporter.

Seul point noir : à part les bananes, les poires, l'avocat et la mangue, aucun fruit ne continue à mûrir après avoir été cueilli. Les rayons des supermarchés sont donc souvent remplis de produits pas assez mûrs, même si les chercheurs essaient d'améliorer cet aspect, tout comme le goût, les résistances aux maladies ou les besoins en eau des fruits.

### Une nectarine sanguine

D'ailleurs, révèle l'AFIP, l'Institut de la recherche agronomique du Gard travaille sur une variété de pêche résistante à l'oïdium, un champignon qui fait apparaître des taches blanches sur le fruit. Si ces recherches aboutissent, elles pourraient permettre d'économiser près de 15 traitements fongicides par an.

Parmi les autres projets en cours : une nectarine sanguine, pour passer de la mode des fruits rouges anti-oxydants, note l'AFIP. Ces recherches devront être accompagnées par une météo, des modes de culture et un transport optimaux pour ne pas influencer négativement le goût et la qualité des fruits.

En l'agroalimentaire

## BALLONNEMENT, FLATULENCE ET AÉROPHAGIE

## Comment les prévenir ?

*On n'aime guère parler de ces troubles, appelés « flatulences », « météorisme », « ballonnements », ou tout simplement « pets ». Au mieux, ils font rire mais ils peuvent également mettre dans l'embarras les personnes qui en sont affectées. Il suffit parfois de modifier son alimentation pour que les désagréments provoqués disparaissent.*

### Quels sont les symptômes des ballonnements ?

Le météorisme, ou ballonnement intestinal, provoque des borborygmes et des gargouillis dans le tube digestif, et parfois des douleurs. Il est dû à une accumulation de gaz intestinaux. Si ces gaz sont expulsés, ils répandent une odeur désagréable et gênante. Par contre, si ces gaz ne peuvent être éliminés, ils s'accumulent et provoquent des douleurs.

Le phénomène d'aérophagie se produit lorsqu'une personne « mange de l'air ». Avaler deux à quatre litres d'air par jour est tout à fait normal.

Mais un trop gros volume de gaz provoque une dilatation de l'estomac qui, lorsqu'elle est importante, se traduit par des trépidations dans le ventre. Si une partie de l'air est emise par la bouche, une autre partie suit le même parcours que les aliments et va augmenter le volume des flatulences.

L'aérophagie serait due en partie à la nervosité, provoquant chez certaines personnes des déglutitions fréquentes. Manger ou boire trop vite, ou parler en s'alimentant augmente également la quantité d'air avalé. Enfin, la mastication de chewing-gums, les boissons gazeuses et le grignotage entre les repas favorisent l'aérophagie.

### Quelles sont les complications éventuelles des ballonnements ?

Les ballonnements n'entraînent généralement pas de complications. S'ils sont importants et douloureux, il est parfois difficile de les distinguer d'autres troubles gastro-intestinaux, comme par exemple la constipation.

### Quelles sont les causes des ballonnements ?

L'intestin abrite naturellement de nombreuses bactéries, indispensables à la digestion des aliments. Ces micro-organismes décomposent les aliments en divers éléments, parmi lesquels des gaz. Certains aliments (haricots en grains, choux, féculeux en général) sont connus pour faire péter. Lorsqu'une personne avale de l'air en mangeant, elle se prépare également à souffrir de ballonnement du ventre.

Les flatulences sont un problème fréquent en fin de grossesse, lorsque la femme enceinte doit manger davantage de fibres pour lutter contre la constipation et que l'utérus fait pression sur les intestins.

D'autres causes plus graves peuvent occasionner des ballonnements. La persistance de ces symptômes doit donc amener à consulter un médecin.

### Comment prévenir les ballonnements ?

Mangez lentement et calmement, mâchez bien afin d'éviter d'avaler trop d'air.

Si vous avez tendance à souffrir de ballonnements et de flatulences, limitez l'absorption d'aliments tels que les oignons, le chou et la choucroute, les haricots, les lentilles, les



radis, le raifort, les poireaux, les fruits à noyau (par exemple les abricots), le son et les édulcorants artificiels. Essayez de déterminer les produits qui génèrent chez vous le plus de flatulences, pour les éliminer systématiquement ou restreindre leur proportion.

### Que fait le médecin en cas de ballonnements ?

Il essaie de déterminer la cause des ballonnements et des flatulences et recherche les signes d'une affection à caractère d'urgence, comme une occlusion intestinale ou une infection digestive. Si nécessaire, il prescrit des examens complémentaires.

### Quels compléments alimentaires contre les ballonnements ?

Les compléments alimentaires destinés à soulager les ballonnements contiennent des substances qui fixent les gaz comme le charbon activé, qui modifie la flore intestinale comme les probiotiques, ou contiennent des plantes qui agissent en stimulant les mouvements de l'intestin, telles que le cumin, l'anis ou l'aneth par exemple.

### Le charbon végétal activé contre les ballonnements

Les médicaments contenant du charbon végétal activé sont couramment prescrits pour soulager les diarrées et les ballonnements. Toutefois, les études manquent concernant sa réelle efficacité.

Dans les compléments alimentaires, il se présente sous forme de poudre, de granulés, de capsules ou de gélules.

### Les probiotiques contre les ballonnements

En colonisant l'intestin, les probiotiques modifient l'équilibre de la flore intestinale et l'acidité du contenu intestinal. Ce phénomène pourrait contribuer à soulager divers troubles intestinaux, dont les ballonnements. L'action des probiotiques serait amplifiée par l'administration simultanée de substances prébiotiques comme les fructo-oligosaccharides et les inulines, censées favoriser la multiplication des bactéries probiotiques. Le charbon végétal activé peut diminuer l'absorption intestinale de très nombreux médicaments. En cas de traitement médicamenteux, il est préférable de consulter son médecin ou son pharmacien avant d'en prendre.

### Comment soulager les ballonnements et les flatulences ?

Plusieurs types de médicaments disponibles sans ordonnance peuvent être utilisés, même si les preuves d'une réelle efficacité sont parfois dénuées. Les pansements digestifs contenant du kaolin (argile), des dérivés de la silicone (siméticone, diméticone) ont un effet anti-mousse qui réduirait la formation des bulles de gaz. Lorsque les ballonnements sont associés à des brûlures d'estomac, les médicaments combinant un médicament antacide et un pansement digestif sont particulièrement indiqués. Le charbon absorberait les gaz intestinaux et permettrait ainsi de lutter contre leur production. Les antispasmodiques à visée digestive luttent contre les douleurs dues aux ballonnements. Certains sont associés à un pansement digestif. On trouve également des médicaments de phytothérapie traditionnellement utilisés dans le traitement symptomatique de troubles digestifs tels que les ballonnements, les éructations et les flatulences.



## SOMMET DU COMITÉ DE HAUT NIVEAU DE L'UNION AFRICAINE SUR LA LIBYE À BRAZZAVILLE

### La Libye se dirige vers la tenue d'une conférence nationale inclusive avec le soutien des partenaires régionaux à l'instar de l'Algérie (El-Menfi)

Le président du Conseil présidentiel libyen, M. Mohamed El-Menfi, a indiqué, lundi, que la Libye, soucieuse de réaliser sa réconciliation nationale pour renforcer les chances d'organisation des élections inclusives, se dirige résolument vers la tenue de la première conférence nationale de réconciliation à Syrte, avec le soutien de ses partenaires, à l'instar de l'Algérie, qui a affiché sa sincère volonté de faire tout ce qui est en son pouvoir pour accélérer la réalisation par ses frères libyens d'une réconciliation inclusive qui mette fin à des années de conflit et de division.

Dans son allocution lors des travaux du Sommet du Comité de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur la Libye à Brazzaville, M. El-Menfi a précisé que l'accord politique libyen et la feuille de route émanant du Forum de dialogue politique libyen (FDPL), tenu en 2021 à Genève sous les auspices de l'ONU, avaient été confiés au Conseil présidentiel pour le lancement du processus de réconciliation nationale et la mise en place d'une Haute commission de réconciliation nationale, objectifs auxquels s'est attelé le Conseil présidentiel depuis sa prise de fonctions "à travers l'amorce d'un dialogue sociétal inclusif". Après avoir rappelé les rencontres et conférences organisées en Libye, avec une participation active et continue en faveur du processus de réconciliation nationale, M. El-Menfi a mis l'accent sur

"l'importance de l'intensification de ces efforts en invitant les pays voisins à participer à ces travaux préparatoires". Il a relevé, à cet égard, les efforts de certains pays voisins, à l'instar de l'Algérie, qui a affiché sa sincère volonté de faire tout ce qui est en son pouvoir pour accélérer la réalisation, par les frères libyens, d'une réconciliation inclusive qui mette fin à des années de conflit et de division, œuvrant dans le même cadre à accélérer la formation de la Haute commission de réconciliation nationale, qui devrait entamer ses travaux prochainement". Dans le même ordre d'idées, M. El-Menfi a assuré que la Libye "se dirige résolument vers la tenue de la première Conférence nationale inclusive de réconciliation à Syrte, avec le soutien de ses partenaires nationaux, régionaux et internationaux, une conférence

dont les conclusions constitueront la pierre angulaire de la marche du peuple libyen vers l'unité, l'entente, le développement et la prospérité, et ce, en accordant la priorité à toutes les composantes de la société et en conférant aux sages et aux notables un rôle en faveur de la réconciliation". Selon lui, l'UA a prouvé, à travers son Comité de haut niveau présidé par le président de la République du Congo, M. Denis Sassou-Nguesso, sa Commission et ses autres structures, ces douze dernières années, qu'elle est une organisation régionale active et capable d'agir en faveur des intérêts des peuples du continent africain malgré les obstacles et les difficultés auxquels se heurte l'action africaine commune, comme en témoigne sa persévérance à aider les Libyens à réaliser la paix et la stabilité.

### Clôture des travaux du Comité à Brazzaville

Les travaux du Comité de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur la Libye ont pris fin, lundi à Brazzaville (Congo), avec la participation du Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, en qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Les participants ont appelé, dans leurs interventions lors des travaux de la 10e session de ce comité, à appuyer le processus de réconciliation nationale en Libye et à mobiliser les moyens nécessaires pour la réussite de la conférence inclusive, prévue en avril prochain dans la ville de Syrte, mettant en garde contre les répercussions de la poursuite de la crise sur la sécurité et la stabilité de la région. Dans une allocution lue en son nom par le Premier ministre,

M. Nadir Larbaoui, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a réitéré l'appui de l'Algérie à la réconciliation nationale et à l'organisation des élections en Libye, assurant qu'elle n'épargnera aucun effort dans le cadre des missions de ce comité, en collaboration avec les organisations régionales et internationales concernées, en vue de contribuer à la réussite de cette démarche de réconciliation nationale escomptée.

Dans "La déclaration de Brazzaville pour accélérer le processus de paix et de réconciliation en Libye", sanctionnant les travaux de sa 10e session, le Comité de haut niveau de l'Union africaine a insisté sur "le rôle crucial du processus de réconciliation nationale dans le

cadre de l'instauration de la confiance et de la consolidation de la paix comme condition préalable aux élections". Les membres du Comité se sont en outre félicités des efforts du Conseil présidentiel libyen, à travers l'adoption d'"une vision stratégique nationale sur la réconciliation sur une base nationale", en sus de l'organisation de la première réunion préparatoire de la conférence interlibyenne, du 8 au 12 février 2023 à Tripoli, ainsi que des concertations approfondies tenues dans différentes régions par le groupe de l'Union africaine (UA), sous la conduite du ministre congolais des Affaires étrangères.

Dans le but d'assurer une large participation des différents acteurs socio-politiques

libyens aux efforts consentis pour la réconciliation nationale, les membres du Comité ont salué la décision du président du Conseil présidentiel libyen portant création, dans les meilleurs délais, d'une haute commission de réconciliation nationale.

Le Comité africain de haut niveau a également réitéré son appel à toutes les parties libyennes concernées pour une adhésion totale aux efforts de réconciliation d'une manière "constructive", rappelant que "l'on ne peut parvenir à des solutions pérennes sans un dialogue franc et sérieux entre les acteurs libyens, tout en exprimant sa solidarité avec le peuple libyen, ainsi que son attachement à l'unité nationale de la Libye et à sa souveraineté".

## INCENDIE MEURTIER AU KENYA

### Le principal suspect arrêté

La police kényane a annoncé mardi avoir arrêté le "principal suspect" dans l'enquête sur l'incendie qui a fait six morts et 280 blessés dans la capitale Nairobi. Il s'agit d'un homme nommé Derrick Kimathi louant le site "illégal" de stockage et remplissage de gaz de pétrole liquéfié (GPL), où a eu lieu la spectaculaire explosion à l'origine du sinistre.

Le "directeur du site" est, lui, toujours recherché, ainsi qu'un chauffeur de camion, un autre chauffeur et deux employés de l'Autorité nationale de gestion de l'Environnement (NEMA), a annoncé le Directeur des affaires criminelles (DCI) en diffusant leurs photos sur le réseau social X.

Trois fonctionnaires de cette agence gouvernementale ont déjà été arrêtés, accusés d'avoir indûment autorisé l'implantation de cette installation de gaz dans le quartier densément peuplé d'Embakasi.

Le violent incendie a été déclenché jeudi vers 23h30 locale (20h30 GMT) par l'explosion d'un camion à proximité de ce site de stockage et remplissage de GPL. Le site, qualifié d'"illégal" par les autorités, est au cœur d'une polémique et de vives critiques envers le gouvernement, accusé d'avoir laissé opérer une telle installation dans une zone résidentielle.

L'Autorité nationale de gestion de l'Environnement (NEMA) a révélé samedi que la société nommée Maxxis Nairobi Energy avait obtenu le 2 février 2023 l'autorisation de s'y implanter. L'agence a annoncé avoir suspendu quatre de ses employés.

## SOUDAN DU SUD

### Au moins 23 morts dans de nouveaux affrontements communautaires

Au moins 23 personnes ont été tuées et 17 autres blessées lors de nouveaux affrontements communautaires entre des jeunes armés de la communauté Twic de l'Etat de Warrap et les Ngok Dinka dans la zone administrative spéciale contestée d'Abeyi, ont révélé lundi des responsables des Nations unies.

Selon un communiqué des Forces de sécurité interarmées des Nations unies pour Abeyi (FISNUA), des jeunes armés de la communauté Twic de l'Etat de Warrap ont attaqué ce week-end des secteurs de la zone administrative spéciale d'Abeyi.

"La série d'attaques menées par des hommes armés contre des civils, qui ont eu lieu les 3 et 4 février à Matual Aleu, Banton, Awolhom, Abathok, Majbong, Awal et à l'est de Rumamier, comprenaient l'utilisation d'armes lourdes, telles que des grenades propulsées par roquettes et des mortiers", a indiqué la FISNUA.

Les deux communautés se sont affrontées pour la première fois les 27 et 28 janvier dans la zone administrative d'Abeyi, faisant 54 morts, dont 2 Casques bleus. La FISNUA a ajouté que les combats qui ont eu lieu dans la partie sud d'Abeyi ont également entraîné de nombreux morts et blessés parmi les civils, des enlèvements, l'incendie de villages et du vol de bétail.

De son côté, Bulis Koch Aguar Ajith, ministre de l'Information de la zone administrative d'Abeyi, a affirmé que des jeunes armés Twic ont coordonné les attaques contre différents villages de la région.

"Les attaques contre les civils ont abouti à des pertes en vies humaines, à l'incendie de marchés et de propriétés et au pillage du bétail", a-t-il déclaré dans un communiqué. La FISNUA a pour sa part indiqué avoir intensifié ses patrouilles terrestres et aériennes pour dissuader de nouvelles violences et protéger les civils.

"Les soldats de la FISNUA hébergent actuellement et fournissent un soutien de base à plus de 2.000 personnes déplacées dans leurs bases, dont des centaines d'enfants, des femmes enceintes, des personnes âgées et des personnes handicapées", a précisé le communiqué.

## NIGERIA

### Au moins 35 invitées à un mariage enlevées par des hommes armés

Au moins trente-cinq femmes qui revenaient d'un mariage ont été enlevées par des hommes armés dans l'Etat de Katsina situé dans le Nord-Ouest du Nigeria, ont indiqué lundi des sources policières. "Des personnes soupçonnées d'être des bandits armés ont tendu une embuscade et enlevé environ 35 femmes" qui revenaient d'un mariage dans la zone de Sabuwa, au cours

de la nuit de jeudi à vendredi, a indiqué le porte-parole de la police, Abubakar Aliyu. Pour Nasiru Muaz, commissaire à la sécurité intérieure de l'Etat de Katsina, le nombre de personnes kidnappées alors qu'elles escortaient la mariée jusqu'à son domicile pourrait être plus élevé. "Les fonctionnaires se sont rendus dans le village et ont appris que 33 personnes avaient été enlevées", a in-

diqué M. Muaz. Une opération de police pour retrouver les otages est en cours, ont indiqué les forces de l'ordre. Les enlèvements contre rançon sont un problème majeur au Nigeria, où des gangs sévissent sur les autoroutes, au domicile des victimes et jusque dans des écoles. Ils opèrent depuis des bases situées dans les forêts des Etats du Nord-Ouest et du centre du pays.

## SÉNÉGAL

### Le Parlement adopte la loi pour un report de la présidentielle au 15 décembre 2024

Le Parlement sénégalais a adopté lundi soir le projet de loi visant à repousser l'élection présidentielle, initialement prévue le 25 février, au 15 décembre 2024. La loi a été adoptée, a indiqué le président de l'Assemblée nationale, après que plusieurs députés de l'opposition faisant obstruction au vote ont été évacués manu-

militari par la gendarmerie. Elle a été votée à l'unanimité par les 105 députés présents dans la salle, en l'absence de ceux de l'opposition. Le président Macky Sall restera dans ses fonctions jusqu'à l'installation de son successeur, précise une autre disposition de la loi.

## NIGER

### L'armée neutralise 60 terroristes dans le sud-ouest du pays

Les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) nigériennes ont affirmé avoir neutralisé une soixantaine de terroristes et blessé plusieurs autres, dans une opération militaire dans la zone de Kokoloko, dans la région de Tillabéry (sud-ouest), a indiqué une source officielle citée par des médias locaux.

Les FDS ont également interpellé des ter-

roristes et détruit une trentaine d'engins explosifs improvisés et plusieurs motos, saisi des armes et munitions, des moyens de communication ainsi qu'une importante quantité de leurs logistiques, et ce, au cours de la même opération "Fassa".

Par ailleurs, les FDS ont déploré la mort d'un de leurs membres et six autres mem-

bres ont été blessés. Ils ont ajouté qu'un véhicule des FDS a été détruit par un engin explosif improvisé. L'opération "Fassa" a débuté le 26 janvier dernier, sur la rive droite du fleuve Niger, et se poursuit activement avec une détermination sans pareille des FDS qui ne laissent aucun répit aux terroristes, ont souligné les FDS.

## CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU Un cessez-le-feu immédiat à Ghaza, première étape vers la paix au Moyen-Orient (Bendjama)

Le représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies à New York, Amar Bendjama, a réitéré l'appel de l'Algérie à un cessez-le-feu immédiat dans la bande de Ghaza, comme "première étape" vers la réalisation de la paix et la stabilité au Moyen-Orient.

S'exprimant lors d'une réunion lundi du Conseil de sécurité de l'ONU sur "Les menaces contre la paix et la sécurité internationales", M. Bendjama a déclaré: "Le Moyen-Orient est au bord du précipice d'effondrement", soulignant, dans ce contexte, que "les récentes frappes aériennes visant l'Irak et la Syrie ce week-end risquent d'aggraver encore davantage une situation déjà précaire".

"Cela pourrait potentiellement nous conduire vers une nouvelle escalade. Dans ce contexte, nous réaffirmons notre soutien constant à la souveraineté, l'intégrité territoriale et la sécurité de l'Irak et de la Syrie", a-t-il poursuivi avant d'ajouter: "Les peuples frères de Syrie et d'Irak méritent de vivre dans la paix et la prospérité".

Compte tenu de ces circonstances critiques, l'Algérie appelle "à la retenue et à éviter toute escalade", a encore dit l'ambassadeur car, "la région ne peut pas supporter le poids de tensions supplémentaires,

et nous croyons fermement que la force n'est pas et ne sera jamais un moyen de parvenir à la paix et à la stabilité". Le diplomate a, mis en garde, dans ce contexte, que "l'histoire atteste que la force ne provoque que la ruine, l'instabilité et entretient l'animosité".

"Aujourd'hui, nous plaçons en faveur du dialogue et de l'action collective pour aplanir nos différences et favoriser une prospérité partagée", a-t-il affirmé, appelant, dans ce sens, à "laisser de côté les notions de violence et de dissuasion" et "à travailler main dans la main vers un Moyen-Orient apaisé".

Pour M. Bendjama, "une véritable stabilité au Moyen-Orient nécessite une approche globale des causes profondes qui sous-tendent l'instabilité. Nous devons investir dans des solutions à long terme pour éviter de nouvelles souffrances et ouvrir la voie à une paix durable dans la région".

Évoquant par ailleurs, la situation à Ghaza, théâtre d'agressions

sionistes barbares depuis le 7 octobre 2023, le représentant de l'Algérie à l'ONU a réaffirmé que "la question palestinienne constitue la pierre angulaire de cette entreprise".

"Dès le début de l'agression contre le peuple palestinien, en particulier dans la bande de Ghaza, l'Algérie a, à plusieurs reprises, tiré la sonnette d'alarme sur le risque de débordement régional", a-t-il tenu à rappeler. "Malheureusement, la situation s'est transformée en une réalité dévastatrice, nous obligeant à redoubler d'efforts pour mettre un terme à l'escalade dans l'ensemble de la région.

Les habitants de cette région, comme tous les habitants du monde, aspirent à la paix, au développement et à la prospérité", a-t-il enchaîné. Et de conclure: "Il est grand temps que ce berceau des civilisations retrouve sa stabilité. La première étape vers cet objectif réside dans un cessez-le-feu immédiat à Ghaza".

## ÉTATS-UNIS Etat d'urgence en Californie en raison d'une violente tempête

L'état d'urgence a été déclaré lundi en Californie et des centaines de milliers de personnes se sont retrouvées privées d'électricité en raison d'une violente tempête, qui a inondé plusieurs zones du sud de cet Etat américain.

"C'est une tempête majeure, avec des conséquences dangereuses, qui peuvent potentiellement menacer des vies", a déclaré le gouverneur démocrate de Californie, Gavin Newsom, en proclamant l'état d'urgence dans huit des 58 comtés de Californie.

Los Angeles, Orange, Riverside, San Bernardino, San Diego et Santa Barbara sont notamment concernés. Près de 700.000 foyers étaient privés d'électricité lundi matin, selon le site spécialisé PowerOutage.us. Des dizaines de vols au départ et à l'arrivée de l'aéroport de Los Angeles ont été annulés ou retardés, selon le site de suivi flightaware.com.

Une première dépression violente avait frappé la Californie mercredi et jeudi, déclenchant des alertes inondations. D'importantes routes avaient été submergées. Les services météorologiques américains (NWS) avaient alors indiqué s'inquiéter surtout d'une deuxième dépression hivernale en vue.

"La plus grosse tempête de la saison" pourrait débuter dimanche, avait averti le NWS. Les services météorologiques américains avaient indiqué qu'une "puissante vague d'orages venue du Pacifique" allait s'abattre sur la Californie, avec "des pluies dangereuses" susceptibles d'entraîner des "inondations", des "averses de neige intenses, des vents forts, des submersions de la côte et des vagues élevées". La NWS évoquait aussi "des éclairs" dangereux, des "inondations urbaines", des "rivières" sortant de leur lit, de même que des "glissements de terrain".

## COLOMBIE Cessez-le-feu : Bogota et l'ELN prolongent une nouvelle fois les pourparlers

Le gouvernement colombien et l'Armée de libération nationale (ELN), guérilla d'extrême gauche, ont repoussé la clôture du sixième cycle de leurs pourparlers destinés à trouver un accord pour le prolongement d'un cessez-le-feu bilatéral, a annoncé lundi un fonctionnaire cubain.

La cérémonie de clôture "est reportée à demain", une date qui reste cependant "à confirmer", a déclaré un fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères aux journalistes convoqués lundi matin pour suivre la fin officielle de cette session de négociations, en cours depuis le 22 janvier à La Havane.

Peu avant, l'ELN, la plus ancienne guérilla active en Colombie, avait indiqué dans un communiqué que "des mesures sont prises pour résoudre des facteurs de crise" afin de trouver un accord sur la prolongation du cessez-le feu.

Ce cessez-le-feu bilatéral de six mois, arrivé à terme le 29 janvier, avait déjà été prolongé de sept jours la semaine dernière pour donner un délai supplémentaire aux négociateurs. Dès le début de ce sixième cycle de pourparlers, les deux parties avaient exprimé leur intention de prolonger le cessez-le feu.

Gustavo Petro, premier président de gauche de l'histoire de la Colombie, a entamé des discussions avec les principaux groupes armés opérant dans le pays. Avec l'ELN, mais aussi les dissidents des Farc marxistes (qui rejettent l'accord de paix historique de 2016), des groupes paramilitaires et des narcotrafiquants.

Plusieurs cycles de négociations ont eu lieu précédemment au Venezuela, au Mexique et à Cuba, qui jouent le rôle de garants avec les gouvernements du Brésil, du Chili et de la Norvège. A ces pays s'ajoutent l'Allemagne, l'Espagne, la Suède et la Suisse, qui accompagnent les pourparlers, ainsi qu'un représentant du secrétaire général des Nations unies.

## 4 militaires tués dans un accident d'hélicoptère

Quatre militaires ont été tués lundi dans l'accident de leur hélicoptère dans le nord-ouest de la Colombie, près de la frontière avec le Panama, a annoncé l'armée colombienne dans un communiqué.

Dans l'après-midi, un hélicoptère UH-60 Black Hawk de l'armée de terre "qui effectuait une opération de fret aérien vers la base militaire de Cuti, dans le département de Chocó, a subi un accident", indique ce communiqué, qui ne précise ni le lieu ni les circonstances exactes de l'incident.

"Des troupes au sol se sont rendues immédiatement sur le lieu de l'accident (...), en coordination avec les autorités panaméennes, pour mener à bien les opérations de recherche et de sauvetage", a expliqué l'armée. "Quatre de nos militaires ont été retrouvés morts sur les lieux", dont le pilote et le co-pilote. Trois blessés ont pu être évacués vers la localité d'Apartado (nord), toujours selon l'armée. Une enquête a été ouverte et une commission d'experts de l'armée a été envoyée sur le site du crash "pour établir les circonstances" de l'accident, conclut le communiqué.

APS

## SYRIE Nouvelle hausse des salaires des fonctionnaires

Le président syrien Bachar al-Assad a décrété lundi une hausse de 50% des salaires des fonctionnaires et des pensions de retraite. En août, M. Assad avait déjà décrété une hausse de 100% des salaires des fonctionnaires et retraités, parallèlement à une levée des subventions sur

l'essence. Selon deux décrets présidentiels promulgués lundi soir, les salaires et pensions de retraite des fonctionnaires civils et militaires sont augmentés de moitié. Les décrets fixent également le salaire mensuel minimum dans le secteur privé à 27,810 livres syriennes.

## LIBAN 100.000 personnes déplacées en raison des agressions des forces sionistes dans le sud

Environ 100.000 personnes ont été déplacées en raison des agressions des forces d'occupation sionistes dans le sud du Liban, selon le ministre libanais des Affaires étrangères. "Nous avons environ 100.000

personnes déplacées du sud à la suite des événements récents et des attaques des forces d'occupation sionistes, a déclaré, lundi, Abdallah Bou Habib lors d'une rencontre avec la présidente du Comité international

de la Croix-Rouge (CICR), Mirjana Spoljaric. "Ils ont besoin de soins et d'assistance", a-t-il ajouté, faisant savoir que le Liban accueille favorablement toute l'aide possible du CICR en faveur des Libanais déplacés.

## PAYS-BAS Des agriculteurs manifestent et bloquent des autoroutes

Des centaines d'agriculteurs ont organisé des manifestations aux Pays-Bas lundi soir, bloquant des autoroutes et allumant des feux, ont rapporté la police et des médias néerlandais. "Des feux ont été allumés, des feux d'artifice ont été tirés et des véhicules agricoles circulent sur l'autoroute", a décrit

la police de la région de Gueldre (centre) et la Grèce, affirmant que "des mesures ont été prises". Les forces de l'ordre n'ont pas indiqué si des arrestations avaient eu lieu. Des agriculteurs néerlandais et belges ont rejoint jeudi la vague de manifestations qui a débuté en France en janvier, depuis propagée à

l'Allemagne, la Pologne, la Roumanie et la Grèce.

Politique européenne trop complexe, revenus trop bas, inflation, concurrence étrangère, accumulation de normes, flambée des prix du carburant: les revendications des agriculteurs européens sont sensiblement identiques dans tous les pays.

Pour tenter d'éteindre la colère, la Commission européenne a promis jeudi des mesures pour défendre les "intérêts légitimes" des agriculteurs de l'Union européenne, notamment en réduisant le "fardeau administratif" de la décriée politique agricole commune (PAC).

## GRANDE BRETAGNE Les Britanniques devront travailler jusqu'à 71 ans pour équilibrer les retraites (étude)

L'âge de la retraite devra être porté à 71 ans au Royaume-Uni d'ici 2050 pour conserver l'équilibre du système de pension d'Etat, estime lundi une étude du Centre international sur la longévité au Royaume-Uni (ILCUK). "La plupart des pays qui se classent en haut" de l'Indice de vieillissement en bonne santé établi par le centre de recherche, comme le Royaume-

Uni, "ont une population qui vieillit rapidement", ce qui signifie que la part de personnes en âge de travailler (15 à 64 ans) diminue. Au Royaume-Uni, l'âge de la retraite devrait être fixé à 70 ou 71 ans, contre 66 ans actuellement, pour maintenir le statu quo du nombre de travailleurs par retraité" touchant une pension d'Etat, selon cette étude. Au Royaume-Uni,

l'Etat prend en charge une pension publique (qui s'élève actuellement 203,85 livres, soit 238 euros, au maximum par semaine) et une majorité de retraités Britanniques touchent en outre une retraite privée. L'âge de la retraite publique est actuellement fixé à 66 ans dans le pays, et doit passer à 67 ans entre 2026 et 2028. Il devrait passer à 68 ans à partir de 2044.



## SCIENCE

## Le futur accélérateur de particules, pour mieux comprendre l'Univers

Le futur accélérateur de particules du CERN commencera à entrer en service d'ici 2050 et sera pleinement fonctionnel avant la fin du siècle: un rapport publié lundi dévoile l'avenir de ce projet international, crucial pour comprendre un peu mieux l'Univers.



L'enjeu est d'"étudier les propriétés de la matière à l'échelle la plus petite et à la plus haute énergie", a souligné Fabiola Gianotti, directrice générale de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (Conseil européen pour la recherche nucléaire, CERN). L'actuel accélérateur du CERN, le grand collisionneur de

hadrons (LHC), fait se fracasser des particules lancées les unes contre les autres dans un anneau, à des vitesses phénoménales.

Ces collisions éclairent leurs propriétés et ont permis d'identifier en 2012 le boson de Higgs considéré comme la clef de voûte de la structure fondamentale de la matière. Le FCC (Futur col-

lisionneur circulaire) vise une plus grande énergie de collision. Avec pour enjeu d'expliquer ce qui compose 95% de l'énergie et de la matière dans l'Univers observable, l'abondance de matière par rapport à l'antimatière, ou encore la masse du neutrino.

Le projet FCC s'articule en deux temps: un collisionneur électron-

positron (des particules légères) pour approfondir notamment la physique du boson de Higgs en 2048, puis l'entrée en service du collisionneur proton-proton en 2070, dédié aux particules lourdes. Avec une cible d'énergie record de 100 milliards de milliards d'électronvolts (TeV), là où l'actuel LHC atteint 13,6 TeV.

## TÉLÉCOMMUNICATIONS EN AFRIQUE Des experts se réunissent au Kenya pour harmoniser les normes



Près de 200 experts africains se sont rencontrés lundi dans la capitale kényane Nairobi pour harmoniser les normes des télécommunications en Afrique lors du second forum de l'Union africaine des télécommunications (UAT), pour préparer l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications, y compris des régulateurs des télécommunications et des représentants du secteur privé africain.

La rencontre a porté sur des discussions concernant la façon dont les normes communes permettront de promouvoir un accès universel aux technologies sans fil, à large bande et multimédias.

Dans son discours d'ouverture, le secrétaire général de l'UAT, John Omo, a déclaré que l'Afrique avait besoin de développer des normes similaires pour les équipements de télécommunication, tels que les ordinateurs et les appareils mobiles, en vue de promouvoir l'interopérabilité des dispositifs des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les différents pays.

"L'Afrique doit aussi se doter d'un numéro commun pour les télécommunications d'urgence afin que les pays puissent coopérer dans la réponse à des catastrophes telles que les inondations", a préconisé M. Omo. Selon lui, le continent doit en outre développer un réseau de cybersécurité commun pour les réseaux de télécommunication en vue d'assurer la sécurité de la région face aux menaces en ligne.

APS

## PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MILA  
 21 films sélectionnés pour les Journées nationales "Milah" du film documentaire et court-métrage de fiction

Pas moins de 21 films ont été sélectionnés pour la première édition du concours des Journées nationales "Milah" du film documentaire et court-métrage de fiction qui se tiendra du 18 au 20 février courant à la Maison de la culture "M'barek El Mili" de Mila, a indiqué lundi le président de l'association culturelle Milah, Lotfi Koudri.

Les œuvres retenues ont été choisies parmi 29 films parvenus à la commission d'organisation depuis l'ouverture des candidatures entre août et octobre 2023, a indiqué à l'APS la même source qui a précisé que ces œu-

vres ont été présentées par des candidats de 26 wilayas dont Tlemcen, Alger, Laghouat, Sidi Bel Abbès, Mostaganem, Jijel, Médéa et Mila. Les œuvres retenues sont 13 courts-métrages de fiction et 8 films documen-

taires, selon la même source. Tayeb Bouchetah, spécialisé en arts visuels et membre de la commission de sélection, a indiqué que les œuvres sélectionnées après visionnage de toutes les candidatures sont les meilleures

sur les plans de la mise en scène et le mode de traitement des thèmes abordés liés pour la majorité à l'histoire de l'Algérie et au patrimoine culturel. D'une durée n'excédant pas 40 minutes, les œuvres retenues pour ces journées

CONSTANTINE  
 Ouverture samedi prochain d'un "club cinéma" (directrice locale)

Un "club cinéma" sera ouvert à partir de samedi prochain à la maison de la culture Malek Haddad de Constantine, a indiqué mardi la directrice de cet établissement culturel Amira deliou. Le club cinéma de Constantine mis en place en collaboration avec l'association "Numédia Arts", assurera des formations au profit de jeunes désirent ce domaine et offrira également des moments de divertissement et de relaxation à travers des projections dédiées aux adultes et autres pour enfants, a-t-elle fait savoir. Mettant en avant le rôle du nouvel espace cinématographique dans la diffusion de la culture du cinéma, la même responsable a précisé que le club cinéma de la wilaya de Constantine constituera un champ "d'interactivité" entre les spécialistes du domaine qui enrichiront à travers les ateliers et les débats qui seront organisés, les connaissances des amateurs et férus du 7e art. Ce nouveau club cinéma de Constantine sera marqué par la projection du film "El Boughi" d'Ali Aissaoui,

une production du Centre algérien de développement du cinéma CADC relatant une histoire inspirée du patrimoine local constantinois et d'une "qacida" chantée par le maître du Malouf Cheikh Mohamed Taher Fergani, a-t-on souligné.

Le nouveau espace culturel dédié aux cinéphiles en particulier, a pour objectif de contribuer aux efforts de développement de l'action culturelle et aussi, la promotion de la scène artistique locale, a estimé la même source qui a mis l'accent sur l'importance de l'initiative dans l'élargissement du champ de divertissement dans cette wilaya. L'ouverture du nouveau "club cinéma" s'inscrit dans le cadre de l'orientation de l'Etat s'agissant du développement d'une industrie cinématographique et la relance de ce domaine vital, marqué ces dernières années par l'émergence de jeunes talents dans les domaines en lien avec la production cinématographique, réalisation en particulier, a-t-on ajouté.

EL-OUED  
 Plus de 100 participants attendus à la 9ème édition du Festival national universitaire du monologue (Organisateurs)

Plus de 100 étudiants, représentant dix (10) directions des œuvres universitaires du pays, devront prendre part à la 9ème édition du festival national universitaire du monologue prévu entre les 20 et 23 février courant dans la wilaya d'El-Oued, a-t-on appris lundi des organisateurs. Cette manifestation regroupant des étudiants monologuistes-amateurs s'inscrit au titre du programme annuel des activités culturelles de l'Office national des œuvres universitaires visant l'animation de la scène culturelle au niveau des structures universitaires, a indiqué le chargé de la communication au festival, le metteur en scène, Nabil Messai Aoun. Les étudiants invités à cette manifestation seront sélectionnés en fonction des critères prévus par la commission d'organisation, dont les compétences artistiques des monologuistes et les thèmes traités allant dans le sens de l'ancrage de l'amour de la patrie, la consolidation des relations entre les fils

du pays, la vie étudiante et sociale dans les cités universitaires, et les perspectives de l'université algérienne à l'ère des défis conjoncturels, a indiqué M. Messai. Le programme du festival prévoit également l'animation de quatre (4) ateliers de formation dans l'écriture théâtrale, la préparation du comédien, la mise en scène, la scénographie, en plus de l'animation de communications ayant trait au monologue encadrées par des spécialistes en théâtre. Cette manifestation tend, entre autres objectifs, à relancer l'art du monologue en milieu étudiant à l'effet de découvrir de nouveaux talents artistiques pour contribuer aux diverses campagnes de sensibilisation de la société usant de cet art. Ce festival qu'abrite l'université "Chahid Hamma Lakhdar d'El-Oued" est organisé par la direction des œuvres universitaires d'El-Oued, avec le concours de l'association du rayonnement culturel des jeunes créateurs de la wilaya.

ASSOCIATION "LE BEL ART"  
 Une nouvelle association pour la préservation et l'enseignement de la musique andalouse

Une nouvelle association dénommée "Le bel Art", qui a pour objectif la promotion et la préservation du patrimoine musical algérien notamment la musique andalouse, a été créée récemment, a indiqué sa présidente, Sihem Boumaâza. "Le bel Art" œuvre à "préserver et à valoriser le patrimoine algérien, notamment la musique andalouse dans ses différentes variantes comme le hawzi et Laaroubi", à travers l'enregistrement des "noubat" de ce genre musical authentique, dans une approche pédagogique visant à "perpétuer les traditions musicales algériennes", explique la présidente

de l'association. L'association prévoit également de mettre en place des ateliers d'apprentissage d'instruments de musique associés à ce genre musical notamment le "oud" (luth), le kanoun et la koutira, en plus de cours d'initiation au chant, ouverts aux apprenants âgés de plus de 6 ans.

Des artistes et figures de la musique algérienne traditionnelle à l'image d'El Hadi Boukoura (chef d'orchestre), Amira Chekhak, Mounia Chatai, Nacer Belkacem, Meziane Youcef Ait Ameur et Karim Melzi, comptent parmi les membres de cette nouvelle association domiciliée à Alger.

CINÉMA  
 Le court métrage de fiction "Tayara Safra" de Hadjer Sebata, projeté à Alger

Le court métrage "Tayara Safra" (l'avion jaune), une fiction de Hadjer Sebata, qui revient dans une rhétorique cinématographique hautement symbolique sur les pratiques inhumaines et abjectes de l'armée coloniale française durant la guerre de libération nationale, a été présenté, dimanche à Alger, en avant première. Accueilli à la salle Ibn Zeydoun de l'Office Riadh El Feth (Oref), "Tayara Safra", produit par le Centre algérien de développement du cinéma (CADC), a été projeté en présence de la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, du Conseiller auprès du Président de la République, chargé de la Direction générale de la Communication, Kamel Sidi Said, de plusieurs responsables d'institutions culturelles, ainsi que de grandes figures du cinéma et du théâtre algériens. Servi par une pléiade de comédiennes et comédiens, dont le grand Sid Ahmed Agoumi, Souhila Maalem, Nouara Berah, Fatima Soltane, Nasreddine Djoudi et Laurent Gernigon, le film a été monté sur un scénario co-écrit par la réalisatrice et Karim Khedim, agrémenté d'une bande son et musique d'Amine Dahane et une interprétation avec une voix suave de Nada Rayhane. Un public nombreux est venu assister à l'avant première de "Tayara Safra", qui raconte en 40 mn, durant la période 1956-1957, l'histoire de Djamilia, une jeune fille dont le père Said, était tenu pour responsable

du lâche assassinat de son fils Mustapha par l'armée française, car il voulait le voir intégrer les rangs de la police coloniale, un poste qu'il occupait lui-même déjà. Après avoir appris sa disparition, Djamilia va tenter de venger son frère Mustapha. Belle fiction relevée par une rhétorique cinématographique hautement symbolique à travers laquelle Hadjer Sebata rend, entre autre, hommage à la Moudjahida Djamilia Bouhired. Sans trop vouloir que son idée "se limite à raconter l'histoire d'une vraie femme (Djamilia Bouhired) qui a choisi de se sacrifier pour la libération de son pays, et surtout pas à travers un court métrage, qui ne lui aurait pas rendu justice et aurait écourté une grande partie de ses immenses sacrifices pour l'Algérie", la réalisatrice a choisi de rassembler en le personnage de Djamilia, toutes ces femmes algériennes qui ont perdu un frère, un père, un oncle, un grand-père, ou autres. L'intitulé du court métrage lui, est la métaphore de la barbarie, des exactions et abjections inqualifiables, lâchement perpétrées par l'armée coloniale française durant 132 ans d'occupation, "L'avion jaune" est dans ce film, un symbole du colonialisme français injuste sous toutes ses formes, il "commémore la mémoire collective du peuple algérien". La ministre de la Culture et des Arts a souligné, lors d'un point de presse tenu avant la projection de "Tayara Safra", le "professionnalisme

et la haute qualité technique" de ce court métrage, l'"originalité de son scénario" qui traite, "pour la première fois", a-t-elle précisé, de "la disparition d'un frère assassiné par l'armée coloniale, qui sera vengé par sa sœur, avant de la voir se résoudre à monter au maquis pour venger sa Patrie". Rappelant que ce premier film de Hadjer Sebata entrait dans le cadre des "célébrations du Soixante-naire de l'Indépendance de l'Algérie", Soraya Mouloudji a fait part de l'élaboration, en cours, d'un "programme diversifié, qui implique l'ensemble des disciplines artistiques, dont la production de longs et courts métrages, ainsi que les films documentaires, en collaboration avec le Comité national de préparation de la célébration des jours et des fêtes nationales, présidé par le ministre des Moudjahidines et Ayants droit. D'un autre côté, la ministre de la Culture a annoncé la programmation à l'échelle nationale durant la deuxième quinzaine de mois en cours des films encore inédits, tournés entre 2022 et 2023, rappelant, au passage, le projet, "Algérie avec amour", de tournage en ateliers de sept courts métrages réalisés par des femmes issues de différentes wilayas du pays, encadrées et dirigées par le réalisateur Rachid Belhadj. La ministre de la Culture et des Arts, a conclu avec l'annonce imminente (sans préciser de date) de la sortie du long métrage "Larbi Ben M'hidi" de Bachir Derrais.

PUBLICITÉ



## CYCLISME

## Yacine Chalel dévoile son programme de préparation pour les trois prochains mois



Le cycliste international algérien Yacine Chalel, sociétaire de l'équipe française Track Team Arc Alpin, a dévoilé lundi son programme de préparation pour les trois prochains mois, incluant un stage bloqué de quelques semaines et deux compétitions internationales en Europe, en prévision de la dernière phase de qualification olympique.

Le pistard de 27 ans commencera en effet par améliorer sa condition physique en ce début du mois de février, en effectuant un stage bloqué d'une vingtaine de jours, en France, avant de s'attaquer à la phase précompétitive.

"Je disputerai une course sur route en Belgique, la fin février courant à Maldegem-Kleit, puis je prendrai part au le Trofeu internacional d'Anadia au Portugal, début mars prochain, en compagnie de mes nouveaux coéquipiers au Track Team Arc Alpin", a précisé Chalel sur les réseaux sociaux.

"J'espère peaufiner suffisamment ma condition avant les deux dernières manches de Coupe des nations, qui auront lieu la mi-mars à Hong-Kong et la mi-avril à Milton, au Canada" a-t-il ajouté.

## KARATÉ - CHAMPIONNAT D'ALGÉRIE - KUMITÉ INDIVIDUEL CADETS Plus de 550 athlètes attendus à Naâma

Plus de 550 karatékas filles et garçons, sont annoncés pour prendre part au Championnat national de karaté-do dans la spécialité Kumité individuel (cadets), prévu vendredi et samedi prochains à la salle omnisport de Naâma, a-t-on appris, mardi, auprès des organisateurs.

Organisée par la Ligue de wilaya de Karaté-do de Naâma en collaboration avec la Fédération algérienne de la discipline, cette compétition de deux jours concernera les athlètes qualifiés à l'issue des phases régionales, représentant plus de 20 wilayas du pays.

La première journée de ce championnat sera consacrée aux éliminatoires dans quatre catégories de poids chez les filles (moins de 47 kg à plus de 60 kg) et les garçons dans six catégories de poids (moins de 47 kg à plus de 70 kg). Les demi-finales et la finale auront lieu samedi.

## MONDIAUX DE PLONGEON Nouveau doublé chinois au 10 m féminin

La Chine a réalisé le doublé en finale de l'épreuve féminine du tremplin à dix mètres, lundi aux Championnats du monde de plongeon de Doha, comme l'an dernier.

Quan Hongchan a récolté une note finale de 436,25 points à l'issue de ses cinq sauts pour s'emparer de la médaille d'or, devant sa compatriote Chen Yuxi (427,80 pts).

Les deux plongeurs, âgées de 16 et 18 ans respectivement, occupaient déjà les deux premières places du podium l'an dernier, mais dans l'ordre inverse. Elles se présenteront en tant que favorites pour l'épreuve du 10 m synchronisé qu'elles disputent ensemble mardi et dont elles sont tenantes du titre.

La Britannique Andrea Spendolini-Sirieix a complété le podium avec un score de 377,40 points, à près de 60 points de la deuxième place.

## HALTÉROPHILIE (CHAMPIONNAT D'AFRIQUE/QUALIFICATIF AUX JO-2024) 6 médailles d'or pour l'Algérie lors de la 1<sup>re</sup> journée

Les athlètes algériens Akram Chakhchoukh (junior) et Nadia Katbi ont remporté trois médailles d'or chacun, lundi, lors de la 1<sup>re</sup> journée du championnat d'Afrique d'haltérophilie (seniors), qualificatif aux jeux Olympiques 2024 de Paris, qu'abrite la ville d'Al Ismailia en Egypte du 4 au 10 février, avec la participation de 18 pays.

Les pays participants : Algérie, Egypte, Tunisie, Libye, Cameroun, Ouganda, Botswana, Afrique du Sud, Soudan, Maroc, Zambie, Sierra Leone, Ghana, Madagascar, Lesotho, Cap Vert, Nigeria et Maurice.

Dans la catégorie des 45 kg, Katbi a remporté haut la main trois médailles en soulevant la charge de 55 kg (arraché), 65 kg (épaulé-jeté), totalisant (120 kg).

De son côté, le junior Akram Chakhchoukh (67 kg) a réalisé une grosse performance avec les seniors, en s'adjugeant trois médailles d'or : 130 kg arraché, 150 épaulé-jeté (avec essai raté pour une charge à 160 kg), et un total à 280 kg, devant le Tunisien Salem Ayoub et le Libyen Meraad Etabel.

"Une performance de haute facture pour un athlète junior qui a concouru avec les seniors dans une compétition très rude où il a réussi un exploit. Pour l'instant, on se réjouit de ces résultats, en attendant évidemment d'autres avec les athlètes qu'on a engagé", a indiqué le directeur technique national (DTN), Mohamed Bouabèche.

La fédération algérienne d'haltérophilie (FAH) a engagé six athlètes dont trois filles au rendez-vous égyptien, mais seuls trois garçons seront en course pour une qualification aux jeux Olympiques-2024.

Il s'agit de Farès Touairi (89kg), Aymen Touairi (102kg) et Bidani Walid (+102kg), alors que les deux filles restantes: Nihad Belouniss (76kg) et Yahia Mamoun Amina (+87kg) concourront pour les médailles africaines.



Programme des Algériens:  
Mercredi 7 février 2024:  
76kg : Nihad Belouniss

89kg : Farès Touairi  
Jeudi 8 février 2024:  
102kg : Aymen Touairi  
Vendredi 9 février 2024:  
+87kg : Yahia Mamoun Amina  
+102kg : Bidani Walid .

## HANDBALL - TOURNOI DE QUALIFICATION OLYMPIQUE PARIS 2024 Les matchs de l'Algérie domiciliés à Hanovre (IHF)

La sélection algérienne de handball messieurs disputera ses trois matchs du tournoi de qualification olympique "2" prévu 14 au 17 mars prochain, dans la ville allemande de Hanovre, a indiqué la Fédération internationale de handball (IHF) lundi.

Outre l'Algérie, finaliste du championnat d'Afrique des nations CAN 2024, trois équipes européennes prendront part au tournoi de qualification olympique 2.

Il s'agit de l'Allemagne (cinquième au Championnat du monde masculin 2023), la Croatie (neuvième au Championnat du monde masculin 2023), et l'Autriche (huitième de l'Euro EURO 2024). Les quatre équipes se disputeront les deux premières places qualificatives aux JO 2024.

La ZAG Arena de Hanovre, d'une capacité de 9 800 spectateurs en Allemagne, souvent utilisée pour les épreuves de handball en Allemagne, accueillera le tournoi de qualification olympique 2, tandis que la Tatabánya Arena en Hongrie, la quatrième plus grande arène de handball de Hongrie, d'une capacité de 6 000 places, doit accueillir



lir le Tournoi de Qualification olympique 3.

Le Tournoi de Qualification olympique 1 se jouera au Palau d'Esports de Granollers (Espagne), l'arène qui a accueilli la finale des Jeux olympiques de Barcelone 1992 et qui a également accueilli des matchs du Championnat du Monde Féminin 2021, avec une capacité de 6 500 places.

Pour rappel, la sélection algérienne s'est inclinée face à l'Egypte (29-21) en finale du championnat d'Afrique des Nations

CAN 2024, disputée le 27 janvier dernier au Caire. Au total, trois tournois de qualification olympique se dérouleront du 14 au 17 mars.

Les trois tournois de qualification olympique se joueront selon un format de tournoi à la ronde, les deux meilleures équipes de chacun se qualifieront pour les Jeux olympiques de Paris 2024.

La France, pays hôte, le Danemark, champion du monde, l'Argentine, vainqueur des Jeux panaméricains, l'Egypte, cham-

pionne d'Afrique, la Suède et le Japon sont les six équipes qui ont déjà scellé leur billet pour les Jeux olympiques de Paris 2024.

**Tournois de Qualification olympique Hommes – Jeux olympiques de Paris 2024**  
**Tournoi 1 (à Granollers, Espagne) :** Espagne, Slovaquie, Bahrein, Brésil  
**Tournoi 2 (à Hanovre, Allemagne) :** Allemagne, Croatie, Autriche  
**Tournoi 3 (à Tatabánya, Hongrie) :** Norvège, Hongrie, Portugal, Tunisie

## JUDO

## L'expert Larbi Benboudaoud dirigera un stage de formation fin février en Algérie (FAJ)



L'expert Larbi Benboudaoud, ex-champion du monde français de judo, dirigera un stage de formation du 20 au 28 février courant en Algérie, pour aider les athlètes locaux dans leur préparation en prévision

des importantes échéances internationales à venir, a appris l'APS lundi auprès de la fédération algérienne de la discipline (FAJ).

Larbi Benboudaoud (50 ans) est un judoka français d'origine algérienne. Il a disputé ses premiers Jeux Olympiques en 1996 à Atlanta (Etats-Unis). Il est devenu champion du monde en 1999, puis vice-champion olympique en 2000, et la Fédération française de judo lui avait décerné le Kimono d'or en 2003.

Après une riche carrière en tant qu'athlète, Benboudaoud s'est retiré de la compétition en 2004, pour devenir entraîneur de l'équipe de France féminine.

Sous sa coupe, l'athlète Lucie Décosse est devenue championne Olympique à Londres en 2012, chez les moins de 70 kg.

Titulaire de la 7<sup>e</sup> Dan, Larbi Benboudaoud a occupé également la fonction de Directeur de la haute performance du judo français, entre 2016 et 2022.

Ses conseils seront donc d'un grand apport pour les judokas algériens à l'occasion de ce stage.

## ÉQUIPE NATIONALE (SUCCESSION DE BELMADI) Réunion jeudi de la commission ad-hoc pour sélectionner une short-list (FAF)

La commission ad-hoc chargée de l'examen des candidatures au poste de sélectionneur de l'équipe nationale de football, tiendra sa première séance jeudi au siège de la Fédération algérienne de football (FAF) Dely Brahim (14h30), à l'effet de sélectionner une short-list, a annoncé l'instance fédérale mardi dans un communiqué.

Le président de la FAF, Walid Sadi a procédé lundi à l'installation de cette commission Ad-hoc, présidée par le Directeur technique national (DTN) Ameur Mansoul, et composée de six membres.

Il s'agit de Mohamed Maouche (membre de la glorieuse équipe du FLN), Rabah Saâdane (instructeur en chef et ancien sélectionneur national mondialiste), Karim Kaced (instructeur et membre du bureau fédéral chargé des équipes nationales), Fouad Chiha (instructeur CAF et Directeur de la formation de la FAF), Boualem Laroum (instructeur CAF et professeur d'université), et Amine Ghimouz (instructeur CAF et professeur d'université).

"Les aspects juridiques et financiers seront examinés par les commissions et départements concernés de la FAF", précise le communiqué.

Lors de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 (reportée à 2024) qui se poursuit en Côte d'Ivoire jusqu'au 11 février, l'équipe nationale a raté sa par-



ticipation en se faisant éliminer dès le premier tour du tournoi, pour la deuxième fois de rang après l'édition 2021 (reportée à 2022) au Cameroun.

Après deux matchs nuls de

rang concédés face à l'Angola (1-1) et au Burkina Faso (2-2), les coéquipiers du capitaine Riyad Mahrez se sont inclinés, à la surprise générale, lors du match décisif face à la Maurita-

nie (0-1). Sous la houlette de Djamel Belmadi, les "Verts" avaient également échoué à se qualifier pour la dernière Coupe du monde 2022 au Qatar. L'ère Belmadi avait bien com-

mencé en menant l'Algérie à remporter la CAN-2019 en Egypte, moins d'une année après son arrivée en août 2018, en remplacement de Rabah Madjer, limogé.

## ARBITRAGE

### Abid Charef : "le stage d'Oran, une totale réussite"

Le stage des arbitres d'élite du football algérien, clôturé lundi soir à Oran, a été "d'un très bon niveau et s'est déroulé dans de très bonnes conditions", a indiqué, mardi, le premier responsable de la Direction nationale de l'Arbitrage (DNA), organisatrice de l'événement, sous l'égide de la Fédération algérienne de football (FAF).

"Il s'agit du premier stage du genre organisé par la nouvelle direction nationale de l'arbitrage. Je suis amplement satisfait de son déroulement, à tous les niveaux.

De par mon expérience sur la scène internationale, je peux dire qu'il a été d'un très bon niveau", a déclaré Abid Charef à la presse, en marge de la clôture du regroupement. Cet ancien arbitre international s'est notamment attardé sur les conditions de travail qu'offre le complexe olympique Miloud-Hadefi, qui a accueilli ce stage, "un équipement de haut niveau, tout comme les autres installations mises à notre disposition de la part des autorités locales d'Oran, à l'instar du village méditerranéen où nous étions hébergés, un site que je peux classer 5 étoiles", s'est-il félicité.

Au total, 145 arbitres ont participé à cette session de formation, qui a débuté le 28 janvier dernier, répartis en trois groupes.

Le groupe élite B comptait 54 arbitres, tandis que deux groupes élites A ont été composés de 91 ferees. Parmi ces parti-



cipants, 49 jeunes arbitres ont eu l'opportunité de faire leurs débuts dans le panel des arbitres d'élite.

"Ce séminaire revêt une importance particulière dans le développement des arbitres et l'engagement envers la formation et la reconnaissance des jeunes talents qui

émergent", a encore précisé le DNA, soulignant que toutes les régions du pays étaient représentées dans ce rendez-vous. Une cérémonie de clôture, présidée par le Dr Yacine Benhamza, président du directoire de la Ligue Régionale de Football (LRF) d'Oran, a été marquée par l'invitation

d'honneur de l'ancien arbitre international Mohamed Hansal, qui a été spécialement honoré pour la circonstance. L'hôte de la DNA a d'ailleurs exprimé sa gratitude envers la Fédération algérienne de Football (FAF) et la DNA pour cette distinction, leur souhaitant succès et progrès.

## Vers l'organisation à Oran de stages internationaux de formation des arbitres (expert Fifa)

L'expert en arbitrage auprès de la Fédération internationale de football (Fifa), Lim Kee Chong, a indiqué qu'il comptait proposer à la première instance mondiale l'organisation, prochainement à Oran, de séminaires internationaux des arbitres.

Cet expert mauricien, qui s'exprimait devant la presse à l'issue du stage des arbitres d'élite clôturé, lundi soir à Oran, s'est dit "émerveillé par les installations sportives que comprend le complexe Miloud-Hadefi, théâtre de

ce séminaire, ainsi que le village méditerranéen où ont été hébergés les participants".

"Tout a été mis à notre disposition pour réaliser un travail de qualité.

J'ai déjà eu, par le passé, à diriger un stage dédié en Algérie du côté de Seraidi à Annaba, et j'estime que la ville d'Oran dispose d'infrastructures sportives de taille qui lui permettent d'abriter des compétitions internationales de haut niveau", a-t-il poursuivi. Il a, en outre, mis l'accent sur

la "très bonne organisation" du regroupement et qui, selon ses dires, "n'a rien à envier aux stages organisés par la Fifa et auxquels j'avais déjà pris part".

"Rien que pour ce cadre merveilleux dans lequel nous avons travaillé, et qui a permis aux arbitres de bien assimiler les cours dispensés, je peux dire que ce rendez-vous était une totale réussite.

Mieux, j'ai déjà hâte d'y revenir", a-t-il encore ajouté.

Évaluant le stage en question,

qui a vu la participation de 145 ferees, l'ancien arbitre international a fait savoir qu'il a été organisé "en prévision de la phase retour du championnat de Ligue 1", soulignant l'importance de tels rendez-vous dans le processus de progression des arbitres confirmés, ainsi que ceux nouveaux que la Commission fédérale d'arbitrage compte lancer dans le bain lors de la deuxième partie de l'exercice.

Lim Kee Chong a également encensé le niveau atteint par les

instructeurs algériens dans le domaine d'arbitrage, relevant qu'ils ont "bien progressé, aussi bien sur le plan technique que physique", s'est réjoui ce formateur. Le séminaire des arbitres d'élite, qui a débuté le 28 janvier dernier, a été organisé par la Direction nationale d'arbitrage, que préside l'ancien arbitre international, Mehdi Abid Charef, sous l'égide de la Fédération algérienne de football, rappelle-t-on.



BLIDA  
Création de 12 espaces  
verts en 2023

Douze (12) espaces verts ont été créés par l'établissement "Mitidja Hadaik" de Blida durant l'année 2023, dans le but d'embellir le milieu et d'assurer des espaces de repos aux citoyens, a-t-on appris, mardi, de cet organisme public.

La création de ces nouveaux jardins porte à 316 le nombre d'espaces verts ouverts aux citoyens à travers la wilaya, a indiqué le chargé de communication de Mitidja Hadaik, Hicham Tounani.

La création de ces espaces se poursuivra durant l'année en cours, notamment à travers les communes et cités d'habitation accusant un manque en la matière, a-t-il dit, ajoutant que l'Etablissement a également lancé des opérations d'entretien et de réhabilitation des jardins publics déjà existants, à l'instar du parc urbain "1er novembre 1954" de Bahli, sis à la sortie-Est de la ville de Soumaâ.

Le parc Bahli, qui fait l'objet d'une importante affluence de familles les week-end particulièrement, a bénéficié de travaux d'aménagement des espaces verts et d'installations sportives s'y trouvant (dont les terrains de basket-ball et de football) ainsi que du bassin de jardin qui lui confère une touche esthétique particulière, selon la même source.

A noter également, le lancement récemment par Mitidja Hadaik d'une opération pour l'embellissement des terre-pleins longeant les voies doubles, par diverses plantes et fleurs d'ornement, tout en assurant leur entretien périodique.

M. Tounani a indiqué que l'Etablissement, qui dispose de deux (2) pépinières d'une capacité de production de près de 52.000 plants d'ornement, procède annuellement à la mise en terre de près de 150.000 plantes à travers les espaces verts, les cités, les places publiques et le long des rues.

Il a aussi fait cas d'une proposition pour la création d'une nouvelle pépinière sur une superficie de dix hectares en vue de la couverture de la totalité des besoins de l'établissement en divers types de plantes et d'arbustes.

COUPE D'ALGÉRIE 2023-2024  
Les 1/16<sup>es</sup> de finale fixés aux 23 et 24 février  
(FAF)

La Fédération algérienne de football (FAF) a fixé au week-end du 23 et 24 février, le déroulement des matchs des 1/16es de finale de la Coupe d'Algérie 2023-2024, selon le programme publié lundi sur son site officiel.

Deux matchs restent à disputer pour la mise à jour des 1/32es de finale de l'épreuve populaire : MC El Bayadh (L1) - CRB Mecheria (L2), programmé le lundi 19 février à 14h00, et le choc JS Kabylie (L1) - CR Belouizdad (L1), dont la date reste à fixer.

Deux matchs des 1/16es de finale sont reportés à une date ultérieure : USM Alger (L1) - MB Rouissat (Inter-régions) et le vainqueur de JS Kabylie-CR Belouizdad contre l'AS Khroub (Ligue 2). L'ASO Chlef, tenant du trophée, s'est qualifiée en s'imposant vendredi en déplacement face à l'AB Barika (Inter-régions) 2-1.

**Voici par ailleurs le programme des 1/16es de finale :**

**Vendredi, 23 février :**

NA Hussein-Dey (L2) - MO Constantine (L2) 15h00

ASO Chlef (L1) - US Biskra (L1) 15h00

Hydra AC (Inter-régions) - JSD Jijel (Inter-régions) 15h00

USM Khenchela (L1) - GC Mascara (L2) 15h00

CA Batna (L2) - USM Annaba (L2) 15h00

CR Zaouia (Inter-régions) - MC Alger (L1) 15h00

ES Sétif (L1) - CS Constantine (L1) 16h45

**Samedi, 24 février :**

Paradou AC (L1) - MC Oran (L1) 14h30

WA Tlemcen (Inter-régions) - JS Saoura (L1) 14h30

IS Tighenif (Inter-régions) - ES Mostaganem (L2) 14h30

JS Azazga (Inter-régions) - CR Ben Badis (Inter-régions) 14h30

US Chaouia (Inter-régions) - R. Bougaâ (Inter-régions) 14h30

O. Akbou (L2) Vs MC El Bayadh (L1) - CRB Mecheria (L2) 14h30

ES Ben Aknoun (L1) - ASM Oran (L2) 15h00

**Reportés à une date ultérieure :**

USM Alger (L1) - MB Rouissat (Inter-régions)

Vainqueur JS Kabylie (L1) - CR Belouizdad (L1) Vs l'AS Khroub (L2).

LIGUE 2 (11<sup>E</sup> JOURNÉE-MISE À JOUR)  
AS Khroub - CA Batna à huis clos mercredi à Sétif

Le match AS Khroub - CA Batna comptant pour la 11e journée du championnat de Ligue 2 de football, groupe Centre-Est, se disputera mercredi au stade 8 mai 1945 à 14h00 à huis clos.

Cette rencontre en retard, qui devait se jouer le 12 janvier dernier, n'avait pas eu lieu en raison des incidents survenus ce jour-là au stade de Khroub.

La commission de discipline de la LNEA avait dans un premier temps donné match perdu pour les deux équipes, avant que la commission fédérale de recours ne rejette cette décision en décidant de programmer de nouveau le match mais à huis clos et sur terrain neutre.

Pour rappel, le CA Batna occupe la 3e place avec 28 points tandis que l'ASKhroub est logée à la 9e place avec 17 points à l'issue de la 15e et dernière journée de la phase du championnat de L2 amateur groupe Centre-Est.

**Mise à jour / 11e journée - Mercredi (14h00) : Stade 8 mai 1945 à Sétif :**

AS Khroub - CA Batna (Huis clos)

Classement :	Pts	J
1). Olympique Akbou	38	15
2). MSP Batna	31	15
3). CA Batna	28	14
4). JS Bordj Menaël	27	15
5). MO Constantine	22	15
6). NRB Teleghma	21	15
7). IB Kh. El-Khechna	20	15
8). HB Chelghoum Laïd	19	15
9). IRB Ouargla	17	15
→). O. Magrane	17	15
→). AS Khroub	17	14
12). USM El Harrach	14	15
→). AS Ain M'illa	14	15
14). ES Ghozlane	13	15
→). USM Annaba	13	15
16). MC El Eulma	10	15.

LIGUE 1 MOBILIS - TRANSFERT  
Toual (USMA) prêté six mois à l'ES Ben Aknoun

L'USM Alger a annoncé lundi soir le départ de son jeune milieu de terrain Kheireddine Toual, prêté six mois à l'ES Ben Aknoun, également sociétaire de la Ligue 1 Mobilis de football.

La Direction de l'USMA n'a dévoilé aucun détail supplémentaire concernant les modalités de ce transfert, ou si le nouveau contrat qui le lie à l'ESBA comporte une option d'achat. Kheireddine Toual, âgé de 21 ans, dont le titre de prêt expire le 4 août 2024, portera le maillot N°7 à l'ESBA. Il devrait y gagner plus de temps de jeu par rapport à l'USMA, où il a été confronté à une rude concurrence.

L'Etoile sportive de Ben Aknoun qui joue pour le maintien parmi l'élite, occupe actuellement la 14e place au classement général de la Ligue 1 Mobilis, avec dix points, et une longueur d'avance sur l'avant-dernier, le MC Oran.

LIGUE 1 MOBILIS (TRANSFERT)  
Jugurtha Hamroune rejoint la JSK

L'attaquant Jugurtha Hamroune s'est engagé avec la JS Kabylie lundi, au dernier jour de la période des transferts d'hiver, a annoncé le club pensionnaire de Ligue 1 Mobilis de football dans un communiqué.

Hamroune (35 ans) avait signé une première fois avec le club de la ville des Genêts lors de la saison 2014-2015, mais sans pouvoir jouer le moindre match, il a résilié son contrat au bout de quelques mois en raison d'un différend avec la direction. Formé à l'EA Guingamp (France), Hamroune avait porté les couleurs de plusieurs clubs en Bulgarie, en Roumanie, et au Qatar.

Il devient la deuxième recrue hivernale de la JSK après le milieu offensif malien Mamadou Traoré, signataire d'un contrat de deux saisons et demie, en provenance du Stade malien. L'attaquant malien Simpara Zoumana (25 ans), sans clubs depuis juillet 2023 après son départ du SC Toulon (France), devrait être la prochaine recrue de la formation kabyle. Pour rappel, la JSK avait annoncé la semaine dernière la résiliation du contrat de son désormais ex-joueur Salim Boukhanchouche qui a rejoint les rangs de l'USM Alger. D'autre part, en perspective de la prochaine reprise du championnat, la JSK a entamé samedi un stage de préparation à Sidi Fredj (Alger) qui se poursuivra jusqu'à jeudi. Au terme de la phase aller de Ligue 1, la JSK occupe la 8e place au classement en compagnie de la JS Saoura avec 22 points chacun.

L'attaquant malien Diadié Dianka, le milieu offensif Chouaib Debbih, et le défenseur Hocine Laribi, se sont engagés avec l'USM Khenchela, lors du dernier jour de la période des transferts d'hiver, a annoncé le club pensionnaire de Ligue 1 Mobilis de football lundi dans un communiqué. Ancien joueur de Djoliba AC (Mali) puis du Stade Tunisien, Diadié Dianka (24 ans) a paraphé un contrat de deux saisons et demie, alors que Laribi (32 ans) s'est engagé pour deux saisons en provenance du NC Magra. De son côté, Chouaib Debbih (31 ans), en manque de temps de jeu avec le MC Alger, a signé un contrat de deux saisons. L'USMK a attendu le dernier jour du mercato d'hiver pour annoncer ces nouvelles recrues, en attendant éventuellement deux autres, à quelques heures

de la clôture officielle du mercato hivernal. En revanche, le club de l'Est, a transféré son attaquant ghanéen Maxwell Baakoh au MC Oran, et a décidé de libérer l'attaquant Lahouari Touil et le milieu de terrain rwandais Djabel Manishmwe. Les hommes de l'entraîneur Louail Abdeldjalil se sont qualifiés samedi aux 1/16es de finale de la Coupe d'Algérie 2023-2024, en dominant à domicile le WA Boufarik (Ligue 2) sur le score de 4 à 0. Les gars de Khenchela affronteront à la maison le GC Mascara (Ligue 2) le vendredi 23 février (15h00), dans le cadre des 1/16es de finale de l'épreuve populaire. Au terme de la phase aller de Ligue 1, l'USMK occupe la 7e place au classement avec 23 points, à 13 longueurs du leader le MC Alger (36 pts), sacré du titre honorifique de champion d'hiver.

LIGUE 1 MOBILIS (TRANSFERT)  
Le Malien Dianka, Debbih, et Laribi  
nouvelles recrues hivernales de l'USMK

de la clôture officielle du mercato hivernal. En revanche, le club de l'Est, a transféré son attaquant ghanéen Maxwell Baakoh au MC Oran, et a décidé de libérer l'attaquant Lahouari Touil et le milieu de terrain rwandais Djabel Manishmwe. Les hommes de l'entraîneur Louail Abdeldjalil se sont qualifiés samedi aux 1/16es de finale de la Coupe d'Algérie 2023-2024, en dominant à domicile le WA Boufarik (Ligue 2) sur le score de 4 à 0. Les gars de Khenchela affronteront à la maison le GC Mascara (Ligue 2) le vendredi 23 février (15h00), dans le cadre des 1/16es de finale de l'épreuve populaire. Au terme de la phase aller de Ligue 1, l'USMK occupe la 7e place au classement avec 23 points, à 13 longueurs du leader le MC Alger (36 pts), sacré du titre honorifique de champion d'hiver.

PUBLICITÉ

DK NEWS

du 07/02/2024

## MAN UTD MARTINEZ ÉVITE L'OPÉRATION

Touché au genou face à West Ham (3-0) dimanche en Premier League, Lisandro Martinez (26 ans, 10 matchs toutes compétitions cette saison) pourra rejouer avant la fin de l'exercice. Le défenseur central de Manchester United n'aura pas besoin d'une opération. En revanche, le club mancunien indique que l'Argentin manquera au moins 8 semaines de compétition. Un nouveau coup dur pour celui qui avait déjà passé l'essentiel de la première partie de saison à l'infirmerie à cause d'une blessure au pied.

## AL-ITTIHAD

## GALLARDO AVERTIT BENZEMA

Réintégré avec le sourire au groupe d'Al-Ittihad lundi, l'attaquant Karim Benzema (36 ans) va maintenant tenter de faire de sa récente mise à l'écart et de ses présumées envies d'ailleurs de lointains et mauvais souvenirs. Pour autant, le Français devra montrer un investissement total afin de gagner la confiance de son entraîneur Marcelo Gallardo. Et cela ne s'annonce pas gagné.

Interrogé sur la date de retour de l'ancien Madrilène à la compétition en conférence de presse, le technicien argentin a répondu avec une certaine froideur. "Son retour dépend de lui et de sa condition physique durant la période actuelle", a lancé Gallardo sans s'étendre sur le sujet. Au Ballon d'Or 2022 de lui faire changer d'avis !

## REAL MADRID DÉCÈS DE MIGUEL ANGEL GONZALEZ

Le Real Madrid dit adieu à l'une de ses légendes. L'ancien gardien de but Miguel Angel

Gomes Gonzalez, qui aura gardé la cage des Merengues entre 1968 et 1986 - gagnant au passage 6 fois la Liga, 2 Coupes UEFA ou encore 5 Coupes d'Espagne - est décédé ce mardi matin à l'âge de 76 ans. En plus de son passage comme joueur, le portier aura occupé plusieurs fonctions de la Maison Blanche durant sa retraite, comme celles de délégué de l'équipe première, entraîneur des gardiens de but et directeur de l'ancienne Ciudad Deportiva.



## BARCELONE FEU VERT POUR TER STEGEN

Bonnes nouvelles pour le FC Barcelone. Cette semaine, le groupe de Xavi enregistre les retours de Sergi Roberto, Raphinha et Marc-André ter Stegen (31 ans, 13 matchs en Liga cette saison).

Le gardien allemand était revenu avec des douleurs au dos suite à la trêve internationale de novembre. Après plusieurs retours repoussés, le portier du Barça avait finalement opté pour une opération synonyme de longue absence. La presse espagnole l'annonce maintenant prêt à retrouver la cage face à Grenade dimanche (21h) en Liga.

Sans doute un soulagement pour les Blaugrana étant donné que le gardien remplaçant Iñaki Peña n'a pas vraiment rassuré sa défense.

## ROMA LE MESSAGE LAISSÉ PAR MOURINHO EN PARTANT

José Mourinho a visiblement quitté l'AS Roma avec de la rancœur. S'estimant trahi par un groupe qui a immédiatement donné son approbation à une arrivée de Daniele De Rossi pour le remplacer en janvier, le Special One a déposé un cadeau dans le casier de son capitaine, le milieu de terrain Lorenzo Pellegrini, au moment de partir. De quoi s'agissait-il ? De la bague que lui avaient offert les joueurs romains après leur sacre en Ligue Europa Conférence en 2022, révèle le quotidien Il Messaggero ce mardi.

Un cadeau rendu avec le message suivant : "Quand vous deviendrez des hommes, vous me la rendrez." En attendant, le club de la Louve digère bien le départ du Portugais avec quatre succès sur les quatre derniers matchs joués toutes compétitions confondues, dont un dernier contre Cagliari (4-0) lundi soir en Serie A.

## CHELSEA UNE DISCUSSION POCHETTINO - T.SILVA

"Il est temps de changer. Après, il sera trop tard." Isabelle Silva, femme de Thiago Silva, a fait couler beaucoup d'encre en Angleterre en postant ce message sur les réseaux sociaux après la défaite de Chelsea contre Wolverhampton (2-4) ce week-end.

Un message interprété par beaucoup comme une demande de départ de l'entraîneur des Blues Mauricio Pochettino. Ce dernier, interrogé en conférence de presse sur le sujet, a avoué en avoir discuté avec son défenseur central.

"Il est venu me voir pour parler. Il voulait parler avec moi. La conversation est privée et c'est tout. Ma relation avec lui est très bonne. Je pense qu'elle est excellente", a expliqué l'Argentin, toujours aussi peu loquace. Incident clos ?

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

# DK NEWS

Edité par la SARL  
DK NEWS

Gérant  
Fayçal Laouer

Directeur de publication  
Smail Oulebsir

Directeur de la rédaction  
Smail Oulebsir

RÉDACTION ADMINISTRATION

« 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.48.00 »  
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.48.00  
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - Agence ANEP 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 021.73.76.78 / 021.73.71.28 / 021.74.99.81 - FAX : 021.73.95.59  
E-mail : agence.regie@anep.com.dz - programmation.regie@anep.com.dz



## RÉUNION DU COMITÉ DE HAUT NIVEAU DE L'UNION AFRICAINE SUR LA LIBYE À BRAZAVILLE

### Le président de la République appelle à mettre fin à toute présence militaire étrangère en Libye et au retrait des mercenaires

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a insisté dans son allocution, lundi, à l'ouverture de la Réunion du Comité de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur la Libye, sur l'impératif de mettre fin à toute forme de présence militaire étrangère en Libye, notamment s'agissant du nécessaire retrait de tous les mercenaires sans exception.

Dans son allocution, lue en son nom par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, le président de la République a affirmé que le recours à la force en Libye ne fera qu'exacerber la crise, mettra en péril l'avenir du peuple libyen qui sera ainsi privé de son droit à la stabilité, à la sécurité et à la prospérité, et entraînera la détérioration de la situation dans cette région, accablée plus que toute autre par les effets déléterés de l'instabilité et de la division politique dans ce pays, devenu malgré lui un repaire des milices armées, des groupes terroristes et des réseaux criminels de trafic d'armes et de drogues et un passage pour la migration clandestine.

Le président de la République a de nouveau appelé toutes les parties étrangères concernées par la question libyenne à adhérer à ce processus constructif et à s'engager à respecter la souveraineté de la Libye, son unité territoriale et

l'indépendance de sa décision, soutenant que le règlement définitif de la crise libyenne ne saurait être concrétisé qu'à travers un processus qui consacre le principe de la souveraineté nationale et dans lequel les frères libyens prennent les choses en main, mais aussi un processus qui préserve leur droit authentique à la gestion et à l'exploitation des richesses de leur pays à même de leur garantir la stabilité, le développement et la prospérité.

### Président de la République : "les élections sont la meilleure voie pour mettre un terme à la crise libyenne"

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, dans une allocution lors de la Réunion du Comité de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur la Libye, tenue lundi à Brazzaville, que les élections étaient la meilleure voie à même de mettre un terme à la crise libyenne et le seul garant d'une solution définitive à la problématique de la légitimité en Libye.

Dans son allocution, lue en son nom par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, le président de la République a exprimé l'appui total de l'Algérie au projet de réconciliation nationale libyenne inclusive, assurant qu'elle n'épargnera aucun effort dans le cadre des missions de ce comité, en collaboration avec les organisations régionales et internationales concernées, en vue de contribuer à la réussite de cette démarche de réconciliation nationale escomptée. Le président de la République a insisté sur l'impératif de mettre fin à toute forme de présence militaire étrangère en Libye, notamment s'agissant du nécessaire

retrait de tous les mercenaires sans exception. Il a affirmé que le recours à la force en Libye ne fera qu'exacerber la crise, mettra en péril l'avenir du peuple libyen qui sera ainsi privé de son droit à la stabilité, à la sécurité et à la prospérité, et entraînera la détérioration de la situation dans cette région, accablée plus que toute autre par les effets déléterés de l'instabilité et de la division politique dans ce pays, devenu malgré lui un repaire des milices armées, des groupes terroristes et des réseaux criminels de trafic d'armes et de drogues et un passage pour la migration clandestine.

Le président de la République a de nouveau appelé toutes les parties étrangères concernées par la question libyenne à adhérer à ce processus constructif et à s'engager à respecter la souveraineté de la Libye, son intégrité territoriale et l'indépendance de sa décision, soutenant que le règlement définitif de la crise libyenne ne saurait être concrétisé qu'à travers un processus qui consacre le principe de la souveraineté nationale et

dans lequel les frères libyens prennent les choses en main, mais aussi un processus qui préserve leur droit authentique à la gestion et à l'exploitation des richesses de leur pays à même de leur garantir la stabilité, le développement et la prospérité. Il a également réitéré son appel à tous les frères libyens à œuvrer à la concrétisation des aspirations du peuple libyen, toutes composantes confondues, à la sécurité, à la paix et à la stabilité, à lui permettre de choisir ses représentants et de construire son avenir dans l'unité et la concorde, loin de toute pression, ingérence ou diktat étrangers, soulignant que cela ne saurait se réaliser qu'à travers l'organisation des élections qui étaient prévues initialement vers fin 2021, lesquelles sont la meilleure voie à même de mettre un terme à la crise libyenne et le seul garant d'une solution définitive à la problématique de la légitimité en Libye, pays frère.

Le président de la République s'est dit profondément convaincu de la capacité du Comité de haut niveau de l'UA sur la Libye de

contribuer de manière positive à la conception et à la mise en œuvre d'une solution pacifique à la crise libyenne, afin que le peuple libyen frère puisse préserver l'unité de son territoire, retrouver la paix et reprendre son rôle de premier plan au sein de l'UA dans un climat de stabilité et de développement.

Les travaux de la 10<sup>e</sup> session de la Réunion du Comité de haut niveau de l'UA sur la Libye ont débuté, plutôt dans la journée, avec la participation de chefs d'Etat et de représentants des dirigeants des pays membres du Comité, ainsi que de responsables au sein d'organisations internationales et régionales. Le sommet porte sur les derniers développements de la situation en Libye, les efforts visant à rapprocher les vues et les moyens de parvenir à un consensus entre les parties libyennes pour la réalisation d'une réconciliation inclusive permettant de mettre fin au marasme politique que connaît le pays et d'organiser des élections parlementaires et présidentielles dans les plus brefs délais.

### Larbaoui s'entretient à Brazzaville avec le président de la Commission de l'UA...

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui s'est entretenu, lundi, en marge de sa participation en sa qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la réunion du Comité de l'Union Africaine (UA) de haut niveau sur la Libye, tenue dans la capitale congolaise Brazzaville, avec le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki. Les entretiens ont porté sur les questions inscrites

à l'ordre du jour des travaux du prochain sommet de l'UA, et ont permis de passer en revue la situation qui prévaut actuellement dans le continent africain notamment au Sahel, en Libye et au Soudan, ainsi que les moyens de renforcer le rôle de l'organisation panafricaine face aux défis auxquels elle est confrontée, notamment en matière de paix, de sécurité et de respect des régimes constitutionnels.

### ... et le représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la Libye

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui a rencontré lundi le représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la Libye, M. Abdoulaye Bathily, et ce en marge de sa participation en qualité de représentant du président de la République, M. Abdel-

madjid Tebboune, à la réunion du Comité de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur la Libye, tenue dans la capitale congolaise (Brazzaville).

Lors de cette rencontre, les deux parties ont passé en revue les développements de la situa-

tion en Libye et les voies et moyens d'appuyer les efforts onusiens pour accélérer le processus de règlement politique.

Le responsable onusien a dit apprécié grandement l'engagement du président de la République, M. Abdelmadjid

Tebboune, à l'appui du processus de réconciliation nationale en Libye, appelant les belligérants libyens à la nécessité de tirer profit de l'expérience algérienne en la matière pour trouver de meilleures formules à même de mettre un terme à la crise libyenne.

### ALGÉRIE - ARABIE SAOUDITE Chanegriha poursuit sa visite officielle à Riyad

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP) poursuit sa visite officielle au Royaume d'Arabie saoudite, en qualité de représentant du président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, indique mardi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "En qualité de représentant de Monsieur le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire poursuit sa visite officielle au Royaume d'Arabie saoudite, où il s'est rendu, lundi 5 février 2024, à l'Ecole de commandement et d'Etat-Major des Forces armées saoudiennes", précise la même source. "A l'entrée de l'école, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha a été accueilli par le Général de Division Mohammed Bin Jadou'a Al-Ruwaili, Commandant de l'Ecole, avant de visiter avec la délégation qui l'accompagne les différents départements de cette structure de formation", ajoute le communiqué. A cette occasion, le Général d'Armée Chanegriha "a suivi une présentation détaillée portant sur le système de formation des officiers stagiaires, sur les cours de qualification qu'elle dispense et sur le projet de développement visant à faire de cette école une université, et ce, avant de prendre une photo souvenir avec le Commandement de l'Ecole de Commandement et d'Etat-Major des Forces armées saoudiennes et signer le Livre d'Or de l'école.

Au terme de cette visite, les deux parties ont échangé des présents symboliques".

Par la suite, "Monsieur le Général d'Armée, Chef d'Etat-Major de l'ANP s'est rendu avec la délégation qui l'accompagne au Salon mondial de la Défense et a visité certains stands d'exposition à l'image du stand du Royaume d'Arabie saoudite où d'amples explications relatives à la fabrication d'armements, de divers systèmes de communication, de satellites, de drones, ainsi qu'aux systèmes mécaniques et à la cybersécurité lui ont été fournies", note le communiqué.

Le Général d'Armée Chanegriha "s'est également enquis des entreprises russes spécialisées dans l'industrie aérospatiale et les systèmes de défense antichars, avant de recevoir des explications approfondies sur les dernières technologies en matière de systèmes de missiles, de stations radar et de contrôle autonome", ajoute la même source, soulignant qu'il a "clôturé sa visite par le stand chinois, où il s'est enquis des dernières innovations techniques ayant trait à la fabrication de drones et de navires de guerre".

APS

## INVESTISSEMENT

### Plateforme numérique de l'investisseur: début jeudi du traitement des demandes d'octroi du foncier économique (AAPI)

Le Directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAP), Omar Rekkache a annoncé, lundi à Alger, le lancement, à partir de jeudi, du traitement des demandes d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat pour réaliser des projets d'investissement, via la plateforme numérique de l'investisseur. "Nous annonçons aux porteurs de projets et aux investisseurs l'ouverture de la plateforme numérique de l'investisseur en vue de procéder au traitement des demandes d'octroi de foncier économique", a déclaré M. Rekkache à la presse en marge de l'audience qu'il a accordée à une délégation de la société italienne BF spécialisée dans l'agroalimentaire, conduite par le PDG

de ladite société, Federico Vecchioni et ancien président du Conseil des ministres italien, Massimo D'Alema.

Le lancement de l'opération de traitement des demandes, intervient après la promulgation, fin décembre 2023, de textes d'application de la loi fixant les conditions et modalités d'octroi du foncier économique, relevant du domaine privé de l'Etat et destiné à la réalisation de projets d'investissement, datée de novembre 2023. Il s'agit du décret fixant la consistance du foncier économique comprenant les terrains relevant du domaine privé de l'Etat disponibles, situés à l'intérieur des zones d'expansion et sites touristiques, périmètre des villes nouvelles, des zones

industrielles, zones d'activités, parcs technologiques, les autres terrains aménagés, ainsi que les actifs résiduels des entreprises publiques dissoutes et les actifs excédentaires relevant des entreprises publiques économiques. Il explique qu'à travers ses guichets uniques, l'AAP est tenue de mettre en œuvre une banque de données constituée, pour chaque wilaya, à partir d'un inventaire, transmis par les services des domaines et des informations communiquées par les collectivités locales et les établissements et organismes publics chargés du foncier économique. En vertu de ce texte, toute personne physique ou morale, nationale ou étrangère, résidente ou non résidente, au sens de la loi relative à l'investisse-

ment, porteuse d'un projet d'investissement, peut postuler au bénéfice d'une concession de gré à gré convertible en cession d'un bien immobilier relevant du domaine privé de l'Etat. Le postulant doit introduire via la plateforme numérique de l'investisseur gérée par l'Agence et le traitement de la demande d'octroi du foncier économique s'effectue, de façon numérique, par le biais de la grille d'évaluation des projets. Sur la base de la décision d'octroi de la concession, l'investisseur bénéficiaire est invité par le guichet unique à souscrire au cahier des charges fixant les clauses et les conditions d'octroi de la concession de gré à gré convertible en cession, conformément au modèle joint à l'annexe du texte.